



ACTIVITE ET RESULTATS 1997 - COMPAGNIE FINANCIERE DE PARIBAS

PARIBAS

1997



SOMMAIRE

Les éléments relatifs à l'Assemblée Générale du 12 mai 1998 (Exposé de l'activité en 1997, Rapport du Directoire de la Compagnie Financière de Paribas sur les comptes sociaux, Observations du Conseil de Surveillance, Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux, Comptes sociaux, Rapport des Commissaires à la fusion, Ordre du jour, Résolutions, Mandats des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire, Renseignements pratiques) figurent dans un document tiré à part intitulé "Assemblée Générale du 12 mai 1998".

Ce document est disponible sur simple demande auprès de Paribas Actionnaires (Numéro Vert : 0 800 05 17 88). Le présent rapport annuel et ce document constituent ensemble le document de référence visé par la COB.

Organigramme	(rabat)
Profil	1
Entretien avec les Présidents	2
Panorama en chiffres	6
Bloc-notes de l'actionnaire	9
Conseil de Surveillance	14
Comité exécutif	17
LA BANQUE D'AFFAIRES	18
Actions	20
Taux, change et dérivés	22
Métier Bancaire	24
Conseil	26
Titres	28
Paribas Affaires Industrielles	30
GESTION D'ACTIFS ET ÉPARGNE	38
Gestion institutionnelle et privée	40
Cardif	42
Cortal	43
LES SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS	44
UFB Locabail	46
Arval	46
Cetelem	47
Cofica	47
UCB	48
Banque Directe	48
AUTRES ACTIVITÉS	49
Immobilier locatif	49
Participations immobilières	50
Participations financières	51
RAPPORT DU DIRECTOIRE	
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	53
Les comptes consolidés	68
RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL	121
Visa de la Commission des Opérations de Bourse	124



LA BANQUE D'AFFAIRES

Actions

Taux, change et dérivés

Métier Bancaire

Conseil

Titres

Paribas Affaires Industrielles



PARIBAS

GESTION D'ACTIFS ET ÉPARGNE

*Gestion institutionnelle
et privée*

Cardif

Cortal

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

UFB Locabail

Arval

Cetelem

Cofica

UCB

Banque Directe

Profil

Banque internationale spécialisée, solidement ancrée en Europe, Paribas a pour stratégie de se développer de façon sélective sur des marchés en croissance. Elle mise sur l'innovation technologique, la créativité, une présence et une capacité de distribution internationales.

Avec des fonds propres de 53 milliards de francs et un ratio Cooke de 8,6 %, Paribas figure parmi les premiers groupes bancaires mondiaux. Sa rentabilité financière s'élève à 13 %.

L'objectif est d'atteindre 15 % de rentabilité des fonds propres en l'an 2000.

En 1997, Paribas a procédé à une série d'opérations destinées à intégrer dans une structure unique les différents métiers du Groupe. Après avoir lancé avec succès une Offre Publique d'Echange sur les titres de la Banque Paribas, de la Compagnie Bancaire et de Cetelem, la Compagnie Financière de Paribas a prévu de soumettre aux assemblées générales des sociétés concernées un projet de fusion entre la Banque Paribas, la Compagnie Financière de Paribas, la Compagnie Bancaire et la

Compagnie de Navigation Mixte pour constituer une entité unique dont le nom sera simplement "Paribas".

Ces opérations ont pour objectif de créer de la valeur pour les actionnaires de Paribas en simplifiant les structures financières et en favorisant le développement des activités où la Banque occupe déjà des positions de premier plan.

Paribas est désormais organisée en trois secteurs d'activité :

- **Banque d'Affaires :**
composée des métiers Actions, Taux, change et dérivés, Métier Bancaire, Conseil, Titres, et de Paribas Affaires Industrielles ;
- **Gestion d'Actifs et Epargne :**
constituée de la Gestion institutionnelle et privée, de Cardif et de Cortal ;
- **Services Financiers Spécialisés :**
composés des sociétés UFB Locabail, Arval, Cetelem, UCB et Banque Directe.

Dans chacun des métiers qu'elle a choisis, Paribas a pour ambition d'être la référence européenne et l'un des leaders mondiaux.



MICHEL FRANÇOIS - PONCET
Président du Conseil de Surveillance



ANDRÉ LEVY - LANG
Président du Directoire

Entretien avec les Présidents

“Nous sommes en avance sur le calendrier que nous nous étions fixé. Notre rentabilité nette sur fonds propres s’élève à 13 %. Notre ambition est d’atteindre 15 % en l’an 2000.”

.....
Paribas affiche en 1997 un bénéfice record de 6,6 milliards de francs. Ce résultat s’inscrit-il dans une tendance durable ?
.....

1997 est une année majeure pour Paribas, sur le plan des structures comme sur celui des résultats.

Nous avons un triple objectif :

- pour nos clients, figurer parmi les meilleures banques mondiales dans les secteurs que nous avons choisis ;
- pour nos actionnaires, atteindre et maintenir 15 % de rentabilité nette sur fonds propres ;
- et pour nos collaborateurs, offrir des carrières internationales et stimulantes.

Ces objectifs sont en voie d’être atteints. Nos résultats 1997 sont bons : avec un bénéfice de 6,6 milliards de francs, ils progressent de 51 %. Hors les activités cédées en 1997, c’est-à-dire dans la nouvelle configuration

qui est désormais la nôtre, la progression est de 68 %. En termes de rentabilité, nous sommes en avance sur le calendrier que nous nous étions fixé : la rentabilité nette sur fonds propres s’élève à 13 %, pour un objectif d’étape de 10 % en 1998. Notre ambition est de consolider ce niveau et d’atteindre 15 % en 2000.

Une des constantes de notre stratégie, dans laquelle 1997 a marqué un grand progrès, a été l’accroissement de la part récurrente de nos résultats. Toutes les activités y ont contribué. Avec une force de frappe commerciale accrue, nous avons augmenté de manière significative les recettes réalisées avec la clientèle en Banque d’Affaires. Ainsi les résultats dépendent moins du trading et des prises de position sur les marchés. La gestion d’actifs financiers pour nos clients fait une très bonne année tant en termes d’accroissement des montants gérés que de performances. Paribas Affaires Industrielles confirme sa capacité à générer des résultats de manière régulière. Grâce à un

portefeuille de participations soigneusement diversifié Paribas Affaires Industrielles réalise une excellente année avec une rentabilité des capitaux investis de 30 %. Enfin, la Compagnie Bancaire récolte les fruits de ses efforts passés avec une rentabilité nette retrouvée, supérieure à l’objectif fixé pour 1997.

Bien entendu, nous avons encore des progrès à faire dans tous les domaines. Nous avons surtout des plans ambitieux de croissance à la mesure du potentiel de nos marchés. Nous poursuivons donc nos investissements, notamment pour notre développement international. Nos résultats nous en donnent les moyens financiers.

.....
En quoi l’intégration de la Compagnie Bancaire par Paribas crée-t-elle de la valeur ?
.....

Cette fusion est capitale pour construire le Paribas de l’avenir. Elle crée de la valeur à la fois sur le plan industriel et sur le plan financier.

Sur le plan industriel, l'appui du réseau logistique et relationnel de Paribas permettra aux sociétés venant de la Compagnie Bancaire d'accélérer leur développement international, qui représente déjà 25 % de leur activité. En sens inverse, Paribas va avoir un accès plus direct à plusieurs millions de clients en France et à l'étranger. Cette base commerciale pourra, au fil des années, servir au développement de la gestion d'actifs et de la distribution de valeurs mobilières. La fusion nous permettra aussi de regrouper certains moyens et de réaliser des économies d'échelle, par exemple au niveau des achats.

Sur le plan financier, l'opération se traduit par une nouvelle structure de nos résultats, dans laquelle la contribution des activités les plus récurrentes et à fort potentiel de croissance devient prépondérante. Les investisseurs attribuent une plus grande valeur boursière aux bénéficiaires qui proviennent d'activités basées sur une large clientèle et des fonds de commerce solides. Pratiquement toutes les activités qui sont intégrées dans Paribas ont des taux de croissance à deux chiffres, grâce au développement de leur marché et à leur essor international. Nous accentuons ainsi le caractère de valeur de croissance de Paribas. Le marché et les agences de notation ont bien réagi. Le cours de l'action, notamment, a progressé.

Quelle va être la nouvelle physionomie de Paribas ?

La structure est considérablement simplifiée. Avec la fusion en une seule entité de la Compagnie Bancaire, de la Compagnie Financière, de la Compagnie Bancaire et de la Banque Paribas, les holdings disparaissent. Il y a désormais une seule banque, Paribas, composée d'unités opérationnelles qui sont soit des métiers, soit des filiales à 100 %. Ces unités sont elles-mêmes regroupées en trois grands secteurs d'activité :

- la Banque d'Affaires, qui réunit toutes les activités faites sous le nom de Paribas, sauf la gestion d'actifs pour nos clients,
- la Gestion d'Actifs et Épargne, qui rapproche la Gestion institutionnelle et privée de Paribas, Cardif et Cortal,
- enfin, les Services Financiers Spécialisés, issus de la Compagnie Bancaire, UFB Locabail, Arval, Cetelem, UCB et de la Banque Directe.

Paribas se présente désormais comme une banque exerçant des métiers en croissance, avec 20 000 collaborateurs dont 8 000 travaillent hors de France.

La fusion modifie-t-elle la stratégie ?

Elle reste fondée sur une vision qui ne change pas : le paysage financier mondial est toujours marqué par un excédent de l'offre bancaire et l'exigence croissante de clients compétents et de mieux en mieux informés. L'arrivée en force des technologies de l'information continue de bouleverser nos métiers et d'en démoder certains. Dans ce contexte, nous maintenons une stratégie de spécialisation dans des secteurs où nous estimons qu'il existe un potentiel de croissance et où nous avons une valeur ajoutée. Voilà pourquoi nous sommes sortis du marché, à notre avis saturé, de la banque de réseau en France, en Belgique et aux Pays-Bas. Nous choisissons des créneaux en développement, rentables, dans lesquels nous sommes leader ou pouvons le devenir rapidement, et entre lesquels nous voyons des possibilités de synergie, tant en moyens de production qu'en distribution.

“Avec la fusion en une seule entité de la Compagnie Financière de Paribas, de la Compagnie Bancaire et de la Banque Paribas, les holdings disparaissent. Pratiquement toutes les activités intégrées dans Paribas ont des taux de croissance à deux chiffres. Nous accentuons ainsi le caractère de valeur de croissance de Paribas.”

“Traiter avec quelques dizaines ou avec des milliers de clients exige certes des techniques différentes mais, chez nous, relève du même état d’esprit et de la même exigence de qualité. Les points communs s’appellent spécialisation et innovation.”

.....
Cependant la clientèle de Paribas n’a pas le même profil que celle de la Compagnie Bancaire. Peut-on fusionner les équipes et les cultures ?
.....

Contrairement à ce que vous pourriez penser, il y a plus de différences de culture entre des collaborateurs de Paribas et ceux d’une banque universelle qu’entre un dirigeant de Cetelem et un spécialiste de produits dérivés. Leurs points communs s’appellent spécialisation et innovation. Cela est fondamental. Traiter avec quelques dizaines ou avec des milliers de clients exige certes des techniques différentes mais, chez nous, relève du même état d’esprit et de la même exigence de qualité.

.....
L’année 1998 risque d’être marquée, comme le deuxième semestre 1997, par les répercussions de la crise asiatique. Quelle est votre analyse ?
.....

Bien que nous ne soyons pas une des banques les plus exposées parmi les banques européennes, nous avons fait en 1997, à titre de précaution, une provision très prudente de 1,9 milliard de francs, soit 11 % de nos engagements, en plus des provisions spécifiques sur les risques déjà matérialisés.

Cela dit, nous continuons à croire, sur le long terme, à l’avenir de cette région. La démographie, l’ouverture aux marchés, le taux d’épargne très élevé, les besoins, la compétitivité, le niveau de formation... tout ceci n’a pas changé. La zone conserve un potentiel très fort. C’est pourquoi nous continuerons à y investir.

.....
N’est-ce pas aussi pour Paribas l’occasion de faire des acquisitions dans la région ?
.....

Il va effectivement y avoir des opportunités. Certaines ne nous intéresseront pas, car elles vont concerner la banque de réseau, qui n’est pas notre métier. Nous analyserons attentivement les

autres, en regardant leur qualité, leur rentabilité potentielle sous notre égide, et l’accueil réservé à un investisseur étranger. Il y aura aussi des possibilités de recrutement, d’individus ou d’équipes. Cette voie, moins risquée, est déjà utilisée.

.....
Votre prudence n’est-elle pas excessive ?
.....

En regardant l’histoire de Paribas, nous voyons très peu d’exemples d’acquisitions que nous n’avons pas faites et qui, rétrospectivement, nous inspirent des regrets. En revanche, nous voyons autour de nous beaucoup d’exemples d’acquisitions qui ont abouti à des échecs cuisants, à un gâchis d’énergie humaine pour tenter d’intégrer les équipes et les clients, et pour finir, à un gaspillage de l’argent des actionnaires.

Est-ce à dire que Paribas a atteint la taille critique dans tous ses métiers ?

Il y a encore, au sein de la Banque, dans la gestion d'actifs ou certains aspects des activités de marché par exemple, des domaines spécifiques où nous voulons continuer de grandir pour obtenir une meilleure efficacité et des économies d'échelle. Mais ce raisonnement, exact pour telle ou telle activité, ne doit pas être appliqué sans discernement à l'ensemble de la Banque. Gare aux modes et à la pensée unique bancaire... Toute l'expérience montre que, passé un certain seuil, une banque n'est pas deux fois plus efficace parce qu'elle est deux fois plus grosse.

Globalement, nous considérons que, oui, nous avons la taille critique nécessaire pour réaliser notre ambition : figurer parmi les leaders mondiaux dans nos métiers et être la référence européenne, avec une rentabilité récurrente.

Mais nous insistons : ceci ne signifie pas que nous tournons le dos à la croissance, bien au contraire. En 1997, la croissance interne a été poursuivie à un rythme soutenu. Quelque 2 000 postes supplémentaires ont été pourvus, dont 1 500 hors de France, ce qui représente un accroissement de 10 % de nos

effectifs pour les activités que nous avons conservées. Les budgets 1998 prévoient de maintenir la croissance interne. Nous continuerons aussi d'étudier toutes les opportunités d'acquisitions avec une extrême attention.

Excluez-vous tout rapprochement, sous une forme ou une autre, avec une grande institution, française ou étrangère ?

Aujourd'hui Paribas est devenu un "objet rond", un ensemble équilibré et concentré sur les métiers en croissance où la Banque a des positions fortes. Ceci signifie que certains rapprochements, comme la plupart des acquisitions de grande envergure, risqueraient d'induire des duplications considérables. En quoi une opération de ce genre, destructrice de valeur, servirait-elle les intérêts de nos actionnaires ? C'est la question qu'il faut se poser. La réponse est le plus souvent négative.

Qu'attendez-vous de l'euro ?

La monnaie unique va introduire une véritable révolution sur les marchés financiers. Nous sommes prêts. Nous avons non seulement une grande longueur d'avance due à notre expérience de l'écu et de l'euro, et au redéploiement de notre activité, mais aussi des avantages structurels : nous sommes plus internationaux et plus européens que la plupart de nos concurrents, nous n'avons pas de comptes courants qu'il faudra rémunérer, et nous ne vivons pas de recettes de change intra-européennes.

L'euro stimulera d'abord les activités de marché et les fusions-acquisitions, puis, à horizon de cinq ou dix ans, les marchés de masse. Cela se fera par étapes, en commençant par la vente à distance. Sur tous ces créneaux, nos cartes sont gagnantes. À nous de les jouer.

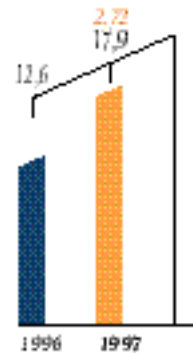
"L'euro stimulera d'abord les activités de marché et les fusions-acquisitions, puis, à horizon de cinq ou dix ans, les marchés de masse. Cela se fera par étapes, en commençant par la vente à distance. Sur tous ces créneaux, nos cartes sont gagnantes. À nous de les jouer."

Panorama en chiffres

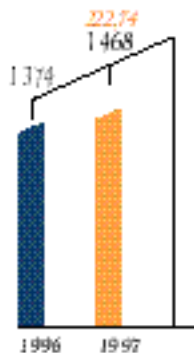
Parité de l'euro calculée sur la base du cours moyen de l'écu pour l'année 1997.

Un euro = 6,59070 FF

**PLUS-VALUES LATENTES
DU PORTEFEUILLE
DE PARTICIPATIONS**
(en milliards de francs, *en euros*)



TOTAL DU BILAN
(en milliards de francs, *en euros*)



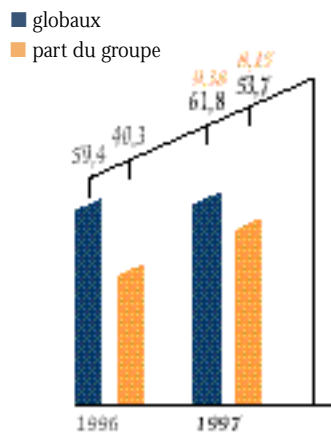
La solidité financière

Avec une rentabilité nette des fonds propres de 13 %, l'objectif d'étape de 10 % fixé pour 1998 est dépassé.

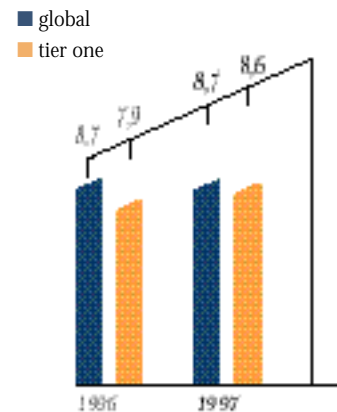
L'objectif est de consolider ce niveau et d'atteindre 15 % en l'an 2000.

Les plus-values latentes (nettes part du Groupe) progressent de 12,6 à 17,9 milliards de francs. Le ratio Cooke Tier one s'élève à 8,6 %.

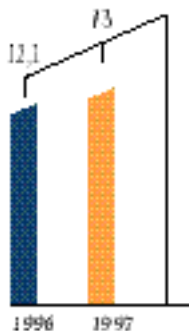
FONDS PROPRES
(après résultat,
en milliards de francs, *en euros*)



RATIO COOKE (en %)

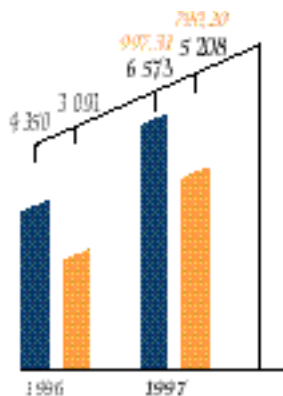


**RENTABILITÉ NETTE
DES FONDS PROPRES**
(calculée sur la base du
résultat net part du Groupe
hors activités cédées, en %)



RÉSULTAT NET
(en millions de francs, en euros)

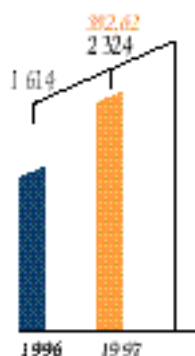
■ part du Groupe
■ part du Groupe hors activités cédées



Les résultats

Le résultat net, part du Groupe, s'élève à 6,6 milliards de francs, en hausse de 51 %. Hors activités cédées, c'est à dire dans la nouvelle configuration de Paribas, il progresse de 68 %.

**MONTANT DISTRIBUÉ
EN DIVIDENDES**
(en millions de francs, en euros)



RATING LONG TERME 1997

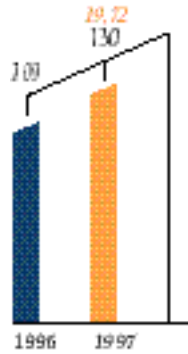
	BANQUE PARIBAS
Standard and Poors	A
Moody's	A2

CONTRIBUTION DES PÔLES AU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE
(ancienne structure, en millions de francs)

	1996	1997	EURO
Banque Paribas	802	1 034	156,89
Paribas Affaires Industrielles	3 197	3 504	531,66
Compagnie Bancaire	- 583	667	101,20
Structure centrale	- 325	3	0,46
Résultat net part du Groupe hors activités cédées	3 091	5 208	790,20

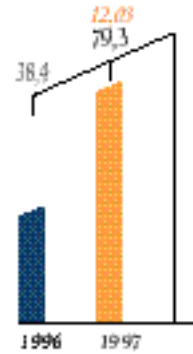
L'activité

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE
HORS CERTIFICATS DE DÉPÔTS
(en milliards de francs, *en euros*)



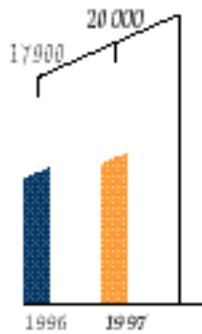
Les données boursières

CAPITALISATION BOURSÈRE
(au 31 décembre,
en milliards de francs, *en euros*)

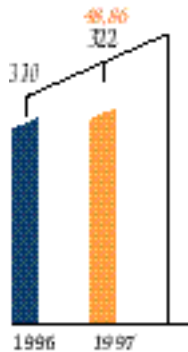


Les effectifs

LES EFFECTIFS
HORS ACTIVITÉS CÉDÉES
(au 31 décembre)

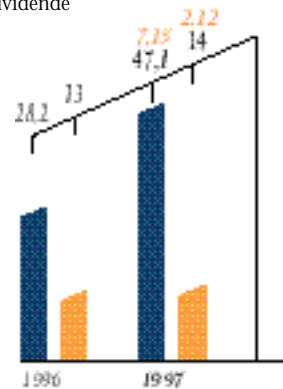


CRÉDITS À LA CLIENTÈLE
(en milliards de francs, *en euros*)

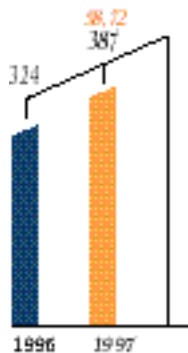


RÉSULTAT NET PART DU GROUPE
HORS ACTIVITÉS CÉDÉES ET DIVIDENDE
PAR ACTION (en francs, *en euros*)

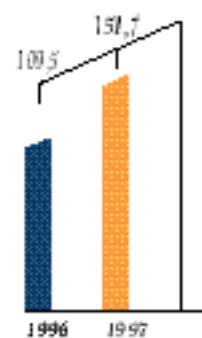
■ résultat net
■ dividende



ACTIFS GÉRÉS FIN DE PÉRIODE
(en milliards de francs, *en euros*)

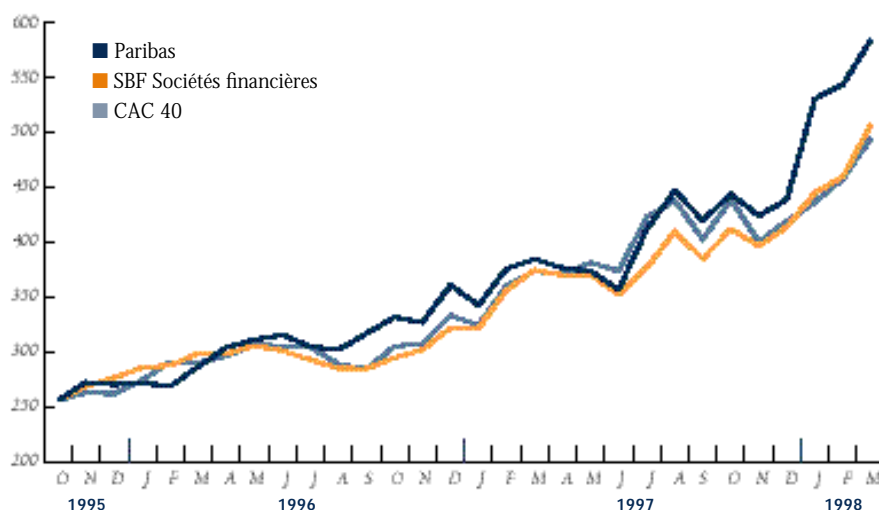


NOMBRE D' ACTIONS EN CIRCULATION
(fin de période, en millions de titres)

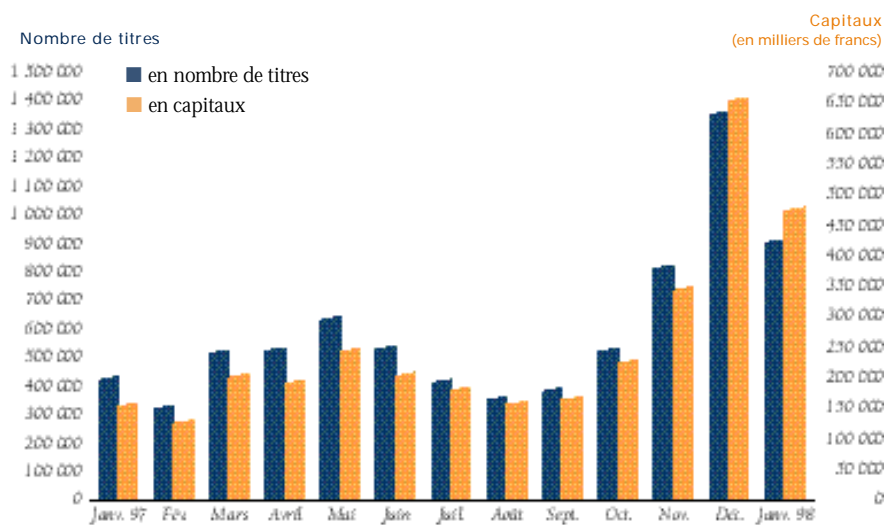


Bloc-notes de l'actionnaire

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION



MOYENNE MENSUELLE DES TRANSACTIONS EN NOMBRE DE TITRES ET EN CAPITAUX



RÉPARTITION DU CAPITAL AU 13 MARS 1998

	EN % DU CAPITAL	EN % DES DROITS DE VOTE
Actionnaires détenant plus de 5 % des droits de vote		
• Groupe AXA	7,8	12,4
• Groupe AGF	4,3	8,1
Autres actionnaires significatifs identifiés	26,8	29,2
Public	52,5	50,3
Autocontrôle	8,6	-

Les informations ci-après ne sont valables que sous réserve de l'approbation, d'une part des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte de la Banque Paribas du 11 mai 1998, qui décidera notamment de l'absorption par celle-ci de la Compagnie Financière de Paribas, la Compagnie Bancaire et la Compagnie de Navigation Mixte, et d'autre part, de celles soumises à l'Assemblée Générale Mixte de la Compagnie Financière de Paribas, qui doit se tenir sur deuxième convocation le 12 mai 1998, et qui ratifiera l'absorption de celle-ci par la Banque Paribas. La réalisation de ces opérations est également soumise à la consultation des instances représentatives du personnel des différentes sociétés concernées.

L'action Paribas est cotée à Paris et Tokyo.

Dénomination

Paribas

Siège social

3, rue d'Antin
75002 PARIS

Registre du commerce et des sociétés

B 662 047 885

Code APE

651 C

Forme et constitution

Société anonyme de droit français, à Directoire et Conseil de Surveillance, régie notamment par les articles 118 à 150 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. La société a le statut de banque régie par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, et la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières.

Date de l'exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Capital social

À l'issue des fusions, le capital de Paribas sera fixé à 16 012 752 600 F divisé en 160 127 526 actions de 100 F de nominal, entièrement libérées.

Droits de vote

L'article 28 des statuts prévoit que les propriétaires d'actions nominatives inscrites à leur nom depuis deux ans au moins et entièrement libérées, disposent dans les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires de deux voix pour chacune desdites actions. Les propriétaires d'actions à droit de vote double de la Compagnie Financière de Paribas conservent ce droit de vote double à l'issue des fusions.

Franchissement de seuil

L'article 7 des statuts prévoit des seuils de déclaration des participations dans la Compagnie.

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à franchir, à la hausse ou à la baisse, 0,5 % du capital ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'informer la Société, par lettre recommandée avec avis de réception indiquant le nombre d'actions et de droits de vote qui y sont attachés, dans le délai de dix jours à compter du franchissement de chacun de ces seuils.

À défaut de déclaration, les actions excédant la fraction non déclarée sont privées du droit de vote, si à l'occasion d'une assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 2 % au moins du capital ou des droits de vote en font la demande. La privation du droit de vote s'applique pour toute assemblée d'actionnaires se tenant jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la déclaration.

Par ailleurs, il est rappelé que tout franchissement de seuil de 5 %, 10 %, 20 %, 33 %, 50 %, ou 66 % des droits de vote, par achat ou, le cas échéant, par offre publique, est soumis à des obligations déclaratives ou à des autorisations administratives conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés et la loi bancaire.

L'information des actionnaires

Paribas développe l'information auprès de ses actionnaires au travers de deux services spécialisés :

Paribas Actionnaires :

en charge de la communication auprès des actionnaires individuels.

3, rue d'Antin 75002 Paris

Numéro vert : 0 800 05 17 88

Fax : 33 (0)1 42 98 66 75

Le service relations investisseurs institutionnels :

Tél. : 33 (0)1 42 98 66 35

Fax : 33 (0)1 42 98 15 25

L'ensemble des informations concernant Paribas est accessible sur le site Internet : (code [http ://www.paribas.com](http://www.paribas.com)).

Par ailleurs, un service Minitel est mis à la disposition de toutes les personnes intéressées par le titre Paribas (code 3616 CLIFF).

Outre le rapport annuel, Paribas diffuse les supports écrits suivants :

- des Lettres aux Actionnaires : elles paraissent périodiquement deux fois par an, lors de la publication des résultats annuels et semestriels, et lors de tout événement de nature exceptionnelle. Il s'agit d'un document plus concis que le rapport annuel, qui informe les actionnaires sur la vie de Paribas et sur ses performances. Il présente les initiatives prises en faveur des actionnaires individuels et rend compte de l'activité du Comité consultatif des actionnaires ;
- le compte-rendu de l'Assemblée Générale : il reprend les temps forts de l'Assemblée Générale des Actionnaires ;
- l'Aide-mémoire du nominatif : il explique, de façon pratique, les caractéristiques de l'inscription des titres au nominatif ainsi que les démarches à effectuer pour y faire admettre ses titres.

Paribas propose deux types de services pour la gestion des titres :

- la gestion au nominatif pur qui offre notamment l'avantage du droit de vote double, et l'exonération des droits de garde (numéro vert : 0 800 05 95 90) ;
- la gestion au travers du service Paribas Actionnaire Direct : ce service gratuit permet aux actionnaires qui y déposent leurs titres de bénéficier d'une tarification avantageuse et d'une information 6 jours sur 7 (numéro vert 0 800 04 05 03) ;

Paribas organise des réunions d'information :

Paribas organise 4 réunions par an avec les actionnaires individuels, auxquelles ont participé en 1997 plus de 4 000 personnes. Elles sont pour eux l'occasion de s'entretenir avec les Présidents. En 1997, elles se sont déroulées à Toulouse, Nantes, Lyon et Versailles. En 1998, elles sont prévues à Lille, Marseille, Lyon et Bordeaux.

Paribas Actionnaires a lancé en 1997 de nouvelles initiatives à l'attention des actionnaires individuels de Paribas. Elles répondent aux conclusions de l'enquête réalisée en 1996 auprès d'un échantillon d'actionnaires, qui avait fait apparaître une forte demande pour des manifestations susceptibles d'enrichir leur culture financière et boursière.

En 1997 Paribas a proposé trois nouvelles opérations :

- la visite de la salle des marchés de Paribas : 5 visites ont été organisées et ont permis à 75 personnes environ de visiter la salle des marchés, de rencontrer des professionnels et de mieux comprendre ainsi le fonctionnement des opérations et la place de Paribas dans ces activités ;
- des séances de formation à la Bourse : 7 séances ont été organisées en 1997 et plus de 700 personnes ont participé à ces journées de formation. Ces séances d'une journée ont pour objectif de présenter les notions fondamentales : nature des titres, organisation institutionnelle et fonctionnelle du marché, stratégie d'allocation d'actifs en fonction des risques, techniques d'évaluation, fiscalité de l'épargne ;

- un voyage à thème économique et financier à Hong Kong : l'objectif de ces voyages, financés à hauteur de 80 % par les participants, est de leur permettre de mieux appréhender la réalité économique et financière de la place boursière visitée. Une vingtaine d'actionnaires se sont rendus à Hong Kong à la veille de la rétrocession du territoire à la Chine. Des visites ont été organisées à la Bourse, à la Chambre de commerce, au siège des Autorités Monétaires, à la Commission de Contrôle et de Régulation des Marchés Financiers, à la Hong Kong Shanghai Bank. Longuement reçus par le responsable de Paribas, les actionnaires ont pu découvrir la place de la Banque dans la région et les enjeux auxquels elle est confrontée dans cette partie du monde.

Comité consultatif d'actionnaires

Paribas a été l'une des premières sociétés à constituer en 1992 un Comité consultatif d'actionnaires, destiné à améliorer la communication avec ses actionnaires.

Composé d'une douzaine d'actionnaires individuels, dont un membre du Conseil de Surveillance, Colette Neuville, et un représentant des salariés, Frédérique Dambrine, il se réunit deux fois par an sous les présidences de Michel François-Poncet et André Lévy-Lang.

Il a pour fonction d'entretenir un dialogue régulier entre Paribas et ses actionnaires individuels, et de formuler toute proposition pour favoriser son développement. Le compte rendu de son activité figure dans la Lettre aux Actionnaires.

Tout actionnaire peut faire acte de candidature pour être membre du Comité en écrivant à Paribas Actionnaires.

La durée du mandat est de trois ans, renouvelable une fois.

Composition

Le Comité consultatif d'actionnaires est actuellement composé de :

Michel François-Poncet :
Président

André Lévy-Lang : Vice-Président

Jean Ballongue*

Hubert Bosch*

Frédérique Dambrine : représentante de l'Association des salariés et anciens salariés de Paribas

Pierre-Émile Fournier*

Bertrand d'Illiers*

Jacqueline Mertz*

Gregory Molinaro*

Colette Neuville : membre du Conseil de Surveillance

Bernard Nottin*

Jean Pustelnick*

Joseph Sberro*

Gérard Vigneron*

**actionnaires individuels*

Conseil de Surveillance⁽¹⁾

Michel François-Poncet

Président

63 ans, dans le Groupe depuis 1961.
Président du Conseil de Surveillance de la Banque Paribas Suisse. Principaux autres mandats : administrateur d'Axa-UAP, de la Comit, de LVMH, de Schneider SA et de Total.

Date d'entrée en fonction : 30 mai 1990.
Echéance du mandat : 2000.
Propriétaire de 10 048 actions.

Euan Baird⁽²⁾

60 ans, Président de Schlumberger.

Date d'entrée en fonction : 26 mai 1994.
Echéance du mandat : 2000.
Propriétaire de 1 091 actions.

Claude Bébéar

62 ans, Président du Directoire d'Axa-UAP. Principaux autres mandats : administrateur de Schneider SA, de Saint-Gobain et d'Havas.

Date d'entrée en fonction : 30 mai 1990.
Echéance du mandat : 2000.
Propriétaire de 1 044 actions.

Antonio Borges⁽²⁾

49 ans, Doyen de l'Insead. Principaux mandats : administrateur de Cimentos de Portugal, membre du Conseil Fiscal de Banco Santander de Negocios.

Date d'entrée en fonction : 12 mai 1998.
Echéance du mandat : 2001.
Propriétaire de 20 actions.

Philippe Degeilh

45 ans, élu par les salariés le 14 mars 1996.

Echéance du mandat : 1999.

Paul Desmarais⁽²⁾

71 ans, Président du Comité Exécutif de Power Corporation du Canada. Principaux autres mandats : administrateur de la Great-West, de Bruxelles-Lambert, de la CLT-UFA et d'Axa-UAP.

Date d'entrée en fonction : 27 septembre 1990.
Echéance du mandat : 2000.
Propriétaire de 230 actions.

Thierry Desmarest⁽²⁾

52 ans, Président de Total, administrateur de Cogema.

Date d'entrée en fonction : 27 septembre 1995.
Echéance du mandat : 2001.
Propriétaire de 1 046 actions.

Jean Gandois⁽²⁾

Vice-Président⁽³⁾

67 ans, Président de Cockerill Sambre. Principaux autres mandats : administrateur de la BNP, de Danone et membre du Conseil de Surveillance de Peugeot et de Suez-Lyonnais des Eaux.

Date d'entrée en fonction : 30 mai 1990.
Echéance du mandat : 1999.
Propriétaire de 1 045 actions.

(1) Composition du Conseil de Surveillance de Paribas à compter du 12 mai 1998, sous réserve des décisions des assemblées de la Compagnie Financière de Paribas et de la Banque Paribas. La date d'entrée en fonction indiquée est la plus ancienne date d'entrée au Conseil de la Compagnie Financière de Paribas ou de la Banque Paribas.

(2) Membre du Conseil Indépendant

(3) Sous réserve de l'approbation du Conseil de Surveillance de Paribas

Paul-Louis Halley ⁽²⁾

63 ans, Président de Promodès.
Membre du Conseil Consultatif de la
Banque de France.

Date d'entrée en fonction :
25 avril 1997.
Echéance du mandat : 2000.
Propriétaire de 2 929 actions.

Antoine Jeancourt-Galignani

61 ans, Président des AGF Principaux
autres mandats : Président du Conseil
de Surveillance d'Euro-Disney Sca,
administrateur de la Société Générale,
de Bouygues et de Total.

Date d'entrée en fonction :
31 mars 1994.
Echéance du mandat : 1999.
Propriétaire de 219 actions.

Denis Kessler

46 ans, Directeur général d'Axa-UAP,
Vice-Président du CNPF et membre
du Conseil Economique et Social.

Date d'entrée en fonction :
23 avril 1996.
Echéance du mandat : 1999.
Propriétaire de 209 actions.

Alexandre Lamfalussy ⁽²⁾

69 ans, Ancien Président de l'Institut
Monétaire Européen, Professeur
à l'Institut Catholique de Louvain.
Autre mandat : administrateur
de Asbl Bruxelles-2000.

Date d'entrée en fonction : 12 mai 1998.
Echéance du mandat : 2001.

Christian Manset

Vice-Président

56 ans, entré dans le Groupe en 1965.
Principaux mandats : administrateur
d'Erbé, de Cipaf et de Cobepa, censeur
de Finaxa.

Date d'entrée en fonction :
25 avril 1996.
Echéance du mandat : 1999.
Propriétaire de 2 833 actions.

Virin Moulin

32 ans, élue par les salariés
le 14 mars 1996.

Echéance du mandat : 1999.

Colette Neuville ⁽²⁾

61 ans, Membre du Comité des
Actionnaires Individuels de Paribas
et de Rhône Poulenc, membre du
Groupement des Actionnaires Européens
et Président de l'Association pour la
Défense des Actionnaires Minoritaires.

Date d'entrée en fonction :
29 mars 1995.
Echéance du mandat : 2000.
Propriétaire de 300 actions.

Pierre Nourrit

54 ans, élu par les salariés
le 14 mars 1996.

Echéance du mandat : 1999.

Pierre Scohier

62 ans, Président de Cobepa. Principaux
autres mandats : administrateur
du Groupe Bruxelles-Lambert, de Power
Corporation du Canada, d'Erbé et de
Parfinance.

Date d'entrée en fonction : 15 juin 1990.
Echéance du mandat : 1999.
Propriétaire de 710 actions.

Serge Tchuruk

60 ans, Président d'Alcatel Alsthom.
Principaux autres mandats : administra-
teur d'Aérospaciale, de Total et de la
Compagnie Générale des Eaux.

Date d'entrée en fonction : 30 mai 1990.
Echéance du mandat : 2001.
Propriétaire de 242 actions.

Les Comités

Un certain nombre de Comités du Conseil ont été constitués :

Le comité des rémunérations

Créé en 1987, il propose au Conseil la rémunération des dirigeants ainsi que les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions en leur faveur.

Composition :

Claude Bébéar, Paul Desmarais, Jean Gandois.

Le comité des comptes et du contrôle

Créé en mars 1995, il évalue l'information financière dans le cadre des arrêtés de comptes annuels et assure la surveillance du contrôle externe et interne de la société.

Composition :

Euan Baird, Denis Kessler, Michel François-Poncet.

Le comité des nominations

Il prépare les décisions du Conseil relatives à la nomination de membres du Conseil ou du Directoire ainsi qu'aux dispositions à prendre pour la succession en temps utile des Présidents du Conseil de Surveillance et du Directoire.

Composition :

Claude Bébéar, Euan Baird, Serge Tchuruk, Michel François-Poncet.

Le comité international

Organe de réflexion destiné à favoriser le développement international de Paribas, il réunit des personnes choisies pour leur expérience internationale. Ses membres sont nommés pour deux ans.

Composition :

Michel François-Poncet
Président du Conseil de Surveillance de Paribas.

André Lévy-Lang
Président du Directoire de Paribas.

Nadhmi Shakir Auchy
Président du General Mediterranean Holding.

Karl-Hermann Baumann
Membre du Conseil de Surveillance de Siemens AG.

Serge Boidevaix
Ambassadeur de France.

Walter J.-P. Curley
Ancien ambassadeur de France aux Nations-Unies.

Pierre Everaert
Ancien Vice-Président de Philips Electronics NV.

Fouad Filali
Président de l'Omnium Nord-Africain (ONA)

Albert Frère
Président de Frère Bourgeois SA.

Thierry de Montbrial
Directeur de l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales)

Julian Ogilvie-Thomson
Président de l'Anglo American Corporation et de De Beers Consolidated Ltd.

Sergio Romano
Ancien Ambassadeur d'Italie, éditorialiste politique.

Maitre Basile Yared
Directeur Général de HPI (Holding de Participations et d'Investissements), Groupe Hariri.

Secrétaire Général

Pierre-Edouard Noyelle.

Commissaires aux Comptes

Deloitte Touche Tohmatsu-Audit Ernst & Young Audit.

Comité exécutif (4)

André Lévy-Lang

PRÉSIDENT



60 ans, entré dans le Groupe en 1974 à la Compagnie Bancaire. Président du Directoire de Paribas. Principaux autres mandats : administrateur d'Athéna, d'Elf, de

Schlumberger et de Finaxa.

Date d'entrée en fonction : 30 mai 1990.
Propriétaire de 25 843 actions.

Philippe Blavier



52 ans, entré à Paribas en 1981. Responsable du Métier Bancaire depuis 1996. Principaux mandats : administrateur de la Banque Paribas Suisse, de Paribas North America, de

Paribas Bank of Canada, de Paribas Futures Inc. et de la Banque Gabonaise et Française Internationale.

Date d'entrée en fonction : 12 mai 1998.
Propriétaire de 260 actions.

Jean Clamon



45 ans, entré dans le Groupe en 1976. Membre du Directoire de Paribas. Principaux autres mandats : administrateur de Cobepa, d'Erbé, de Fibelpar, de la Compagnie Nationale à

Portefeuille et de la Compagnie Générale Mosane.

Date d'entrée en fonction :
20 février 1997.
Propriétaire de 758 actions.

Philippe Dulac



55 ans, entré dans le Groupe en 1983. Membre du Directoire de Paribas. Président de la Banque Paribas Luxembourg. Principaux autres mandats : administrateur de Colgate-

Palmolive et d'Esso et membre du Conseil de Surveillance du Cetelem.

Date d'entrée en fonction : 30 mai 1990.
Propriétaire de 1 147 actions.

Véronique Guillot-Pelpel



48 ans, entrée dans le Groupe en 1983 à la Compagnie Bancaire. Responsable des Ressources Humaines et de la Communication. Autres mandats : Président d'honneur d'Entreprises et Média.

Date d'entrée en fonction : 12 mai 1998.

Dominique Hoenn



58 ans, entré à Paribas en 1963. Membre du Directoire de Paribas. Principaux autres mandats : administrateur du Conseil des Marchés Financiers, de la Sicovam, de la Société

des Bourses Françaises et de Finextel.

Date d'entrée en fonction : 15 juin 1990.
Propriétaire de 1 084 actions.

Robert de Metz



47 ans, entré dans le Groupe en 1991. Membre du Directoire de Paribas. Principaux mandats : administrateur d'Axa Ré Finance, de Cobepa et de Paribas International BV.

Date d'entrée en fonction :
26 février 1997.
Propriétaire de 600 actions.

Bernard Müller



52 ans, entré dans le Groupe en 1971. Membre du Directoire de Paribas. Président du Conseil de Surveillance de Cetelem et de la Banque Cortal.

Principaux autres mandats : administrateur d'UFB Locabail, de Ségécé et de Klépierre, représentant permanent de Paribas au conseil d'UCB, de la Banque Directe et de Cardif.

Date d'entrée en fonction :
25 novembre 1997.
Propriétaire de 2 929 actions.

Amaury-Daniel de Seze



51 ans, Président de Paribas Affaires Industrielles depuis 1993. Membre du Directoire de Paribas. Principaux autres mandats : administrateur du Groupe Bruxelles

Lambert, de Schneider SA, de Sema Group Plc., d'Atos, de la Poste, de Clemessy, de Ciments Français et d'IMS.

Date d'entrée en fonction : 28 mai 1993.
Propriétaire de 523 actions.

(4) Composition du Comité Exécutif et du Directoire sous réserve de l'approbation du Conseil de Surveillance de Paribas. La date d'entrée en fonction indiquée est la plus ancienne date d'entrée au Comité Exécutif, au Directoire de la Compagnie Financière de Paribas ou de la Banque Paribas.



LA BANQUE D'AFFAIRES

Une position unique en Europe

Actions

Taux, change et dérivés

Métier Bancaire

Conseil

Titres

Paribas Affaires Industrielles (PAI)


Paribas se spécialise dans des activités en forte croissance où elle possède un savoir-faire incontesté, bénéficie d'avantages compétitifs durables, et ambitionne de jouer un rôle de leader mondial. Une vocation européenne ancienne, une expérience affirmée de l'écu et une capacité d'anticipation sur les marchés de capitaux font aujourd'hui de Paribas la banque leader sur l'euro.

REVENUS 1997 (en millions de francs)

	BANQUE D'AFFAIRES HORS PAI	97/96	PAI	97/96	TOTAL	97/96
Revenus ⁽¹⁾	12 488	+ 15 %	3 615	+ 25 %	16 103	+ 17 %
Résultat avant impôt ⁽²⁾	2 853	- 5 %	3 448	+ 26 %	6 301	+ 10 %
Rentabilité avant impôt	14 %		30 %		20 %	
Fonds propres moyens alloués en 1997	19 700		11 700		31 400	

(1) y compris le placement des fonds propres moyens alloués.

(2) résultat avant impôt, provision générale Asie, et amortissement des survaleurs.



Les implantations de la Banque d'Affaires

<i>Abidjan</i>	<i>Lima</i>
<i>Abu Dhabi</i>	<i>Lisbonne</i>
<i>Amsterdam</i>	<i>Londres</i>
<i>Athènes</i>	<i>Los Angeles</i>
<i>Bâle</i>	<i>Luanda</i>
<i>Bangkok</i>	<i>Lugano</i>
<i>Barcelone</i>	<i>Luxembourg</i>
<i>Berlin</i>	<i>Madrid</i>
<i>Beyrouth</i>	<i>Manama</i>
<i>Bogota</i>	<i>Manille</i>
<i>Bratislava</i>	<i>Mexico</i>
<i>Brunei</i>	<i>Milan</i>
<i>Bruxelles</i>	<i>Montevideo</i>
<i>Budapest</i>	<i>Moscou</i>
<i>Buenos Aires</i>	<i>New Delhi</i>
<i>Canton</i>	<i>New York</i>
<i>Caracas</i>	<i>Osaka</i>
<i>Casablanca</i>	<i>Pékin</i>
<i>Chicago</i>	<i>Port-Gentil</i>
<i>Dalian</i>	<i>Prague</i>
<i>Dallas</i>	<i>Rome</i>
<i>Doha</i>	<i>Ruwi(Sultanat d'Oman)</i>
<i>Dubai</i>	<i>San Francisco</i>
<i>Dublin</i>	<i>Santiago du Chili</i>
<i>Francfort</i>	<i>Sao Paulo</i>
<i>Genève</i>	<i>Séoul</i>
<i>Guernesey</i>	<i>Shanghai</i>
<i>Hanoi</i>	<i>Sharjah</i>
<i>Hong Kong</i>	<i>Singapour</i>
<i>Houston</i>	<i>Sydney</i>
<i>Istanbul</i>	<i>Taipei</i>
<i>Jakarta</i>	<i>Téhéran</i>
<i>Johannesburg</i>	<i>Tokyo</i>
<i>Kuala Lumpur</i>	<i>Toronto</i>
<i>Labuan</i>	<i>Varsovie</i>
<i>Lagos</i>	<i>Vienne</i>
<i>Le Caire</i>	<i>Zürich</i>
<i>Libreville</i>	

La stratégie de Paribas s'appuie sur l'innovation, la spécialisation et l'expertise sectorielle.

La Banque a fait le choix de cinq secteurs mondiaux jugés par elle prioritaires : institutions financières, médias et télécommunications, énergie, technologies, mines et métaux, tous secteurs à fort potentiel de croissance où Paribas a une notoriété reconnue.

En 1997, les revenus de la Banque d'Affaires, y compris PAI, représentent 49 % des revenus de Paribas. Grâce au développement des recettes de clientèle, ils se sont élevés à 16 103 millions de francs, en progression de 17%. La charge du risque demeure maîtrisée à 0,10 % des encours. La rentabilité avant impôt atteint 20 %.



Actions

Deux activités interdépendantes

Paribas s'est toujours développée en parallèle sur les marchés primaire et secondaire.

L'émission d'actions ou de produits liés (marché primaire) et les transactions sur ces mêmes produits (marché secondaire) sont en effet deux activités interdépendantes. Appuyées sur une solide recherche sectorielle et géographique, les équipes de vente et de trading s'épaulent mutuellement et travaillent en symbiose. Sur le plan commercial, la crédibilité et la notoriété des unes renforcent celles des autres. Le métier Actions s'inscrit comme un complément indispensable des autres activités de la Banque, en particulier du Conseil.

Présente de longue date sur ces marchés, Paribas figure aujourd'hui parmi les banques les plus actives. Son essor date de l'explosion des marchés financiers au début des années 80, d'abord à Londres puis à Paris. Paribas a renforcé ses moyens d'intervention grâce à l'acquisition du broker londonien Quilter Goodison, puis en France de la société de

Bourse Courcoux-Bouvet, et en 1997 du broker asiatique Asia Equity. La politique de développement repose prioritairement sur la croissance interne, complétée par l'acquisition de sociétés ayant une position de force dans un domaine spécifique.

Sur le marché primaire, Paribas propose une gamme complète de produits et services liés aux émissions d'actions : origination, structuration, arrangement, syndication, placement, etc., qu'il s'agisse d'une augmentation de capital, du reclassement de participations (*bought deals* inclus), d'une introduction en Bourse, d'une émission d'obligations convertibles ou de warrants. Sur le marché secondaire, Paribas oriente sa capacité de placement vers la clientèle institutionnelle. Les équipes de vente et de trading bénéficient de l'appui d'une recherche sophistiquée et reconnue.

1997 : des parts de marché accrues

Avec plus de 600 professionnels opérant dans le monde entier, Paribas dispose d'une force de frappe efficace. Dans un marché favorable où les volumes d'affaires se sont maintenus à un niveau élevé, la Banque a accru ses parts de marché. En 1997, les recettes progressent de plus de 60 %. La crise asiatique a entraîné un ralentissement des volumes en fin d'année, mais grâce à une politique de trading prudente, elle a eu relativement peu d'impact sur les performances.

Sur les marchés primaires, marqués par la concentration de l'activité auprès d'un nombre limité de banques, Paribas augmente sa part de marché.

La Banque se classe au 8^e rang des chefs de file pour les émissions d'actions internationales, au 3^e rang en Europe, et au 1^{er} rang en France pour les émissions d'actions françaises (*source Euromoney Bondware*).

Sur les marchés secondaires, les efforts entamés depuis plusieurs années ont permis d'accroître la pénétration de Paribas auprès des grands clients institutionnels. L'offre de produits a été renforcée par l'acquisition du broker Asia Equity.

Plusieurs opérations prestigieuses ont valu à Paribas de figurer parmi les grands chefs de file dans le monde :

- n° 1 pour les émissions françaises ;
- n° 2 pour les introductions en Bourse internationales ;
- n° 2 pour les investisseurs internationaux ;
- n° 5 pour les émissions d'actions européennes ;
- n° 8 pour les émissions d'actions internationales.

(*source Euromoney Bondware*)

Des opérations dans le monde entier

• Paribas a été coordinateur global et chef de file institutionnel pour l'ouverture du capital de France Télécom. D'un montant de 42 milliards de francs, l'opération a généré la plus forte demande institutionnelle pour une offre d'actions européennes. Les souscripteurs particuliers ont atteint le nombre record de 3,8 millions.

OBJECTIFS 1998

Augmenter
les recettes malgré
les répercussions probables
de la crise asiatique



Bien que moins déterminante pour l'avenir du métier Actions que pour d'autres, la monnaie unique ouvre des perspectives intéressantes en raison du développement attendu des opérations transfrontalières. Par ailleurs, de nombreux investisseurs voudront remodeler la composition et l'organisation de leurs portefeuilles. Paribas pourra tirer parti de la qualité de sa recherche et de sa longue pratique des marchés secondaires. La Banque se prépare en élargissant et intensifiant sa force de vente mondiale pour les produits de l'Union européenne. La gamme de produits euro va être renforcée par l'offre d'émissions obligataires convertibles libellées en euros. Début 1998, la Banque a dirigé avec succès la première émission de ce type. D'un montant de 281 millions d'euros, elle a été réalisée pour le compte d'un émetteur italien, la société Parmalat.

Malgré les turbulences des marchés, le titre France Télécom a connu une hausse très positive qui témoigne de la qualité du placement. Cette opération a été couronnée comme la meilleure transaction internationale, la meilleure introduction en Bourse et la meilleure émission en francs (*source International Equity Review et World Equity*).

- Paribas a dirigé l'émission d'obligations convertibles de la société taïwanaise Winbond. En pleine crise financière asiatique (l'indice Taiwan a chuté de 20 % durant la période d'offre), ce producteur de mémoires informatiques a pu lever 100 millions de dollars.
- Paribas a dirigé l'émission de GDR (*global depositary receipt*) de la compagnie d'assurance et de réassurance ARIG, leader dans le monde arabe (son siège est à Bahrein). En dépit des perturbations de l'automne,

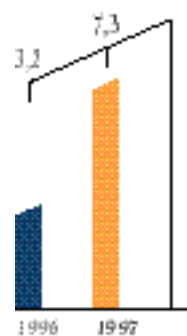
l'opération a permis aux actionnaires de lever près de 300 millions de dollars. Elle a été classée comme la meilleure émission d'actions au Moyen-Orient (*source International Equity Review*).

- La banque italienne Mediobanca a réalisé une émission d'obligations échangeables en actions Alleanza détenues par Generali. Paribas a été un des chefs de file pour cette opération de 1 037 milliards de lires (620 millions de dollars).
- Paribas a été un des chefs de file de l'émission d'obligations convertibles du géant pétrolier russe Lukoil. Cette opération de 230 millions de dollars a été désignée par le magazine *Corporate Finance* comme la

“transaction de l'année” dans la catégorie “equity-linked” pour les marchés émergents.

- Paribas a été choisie comme un des coordinateurs globaux par la chaîne de supermarchés chilienne Unimarc lors de son introduction en Bourse sur le New York Stock Exchange (82 millions de dollars).

VOLUME DES ÉMISSIONS D' ACTIONS DIRIGÉES PAR PARIBAS (en milliards d'euros)



Renforcer

la puissance de Paribas en Europe, le marché le plus porteur

Consolider

la présence de Paribas sur les marchés émergents



Taux, change et dérivés

Une offre riche

Les activités de Taux, change et dérivés sont un élément fondamental de l'offre de services de Paribas dans *l'investment banking*.

Les marchés de capitaux continuent de se développer à un rythme rapide sous l'effet de plusieurs facteurs : augmentation des liquidités en quête de placement, multiplication des intervenants (compagnies d'assurance, fonds de pension, OPCVM...), nouvelles techniques d'émission, et souci des investisseurs de diversifier leurs risques.

La stratégie du métier consiste à être activement présent sur les grands marchés mondiaux pour offrir aux investisseurs la gamme complète des principaux produits qu'ils recherchent. Elle vise en particulier, dans la perspective de la monnaie unique en Europe, à assurer à Paribas une position prééminente sur les produits qui seront à terme libellés en euros.

Avec 1 600 personnes, l'activité Taux, change et dérivés est présente à Londres, Paris, New York, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Francfort, Genève, Milan, Séoul. Une organisation centralisée assure la cohérence de la stratégie produits et permet d'optimiser la gestion des positions et le contrôle des risques.

1997 : une année active

Les revenus des métiers de Taux, change et dérivés ont été en hausse de 24 %. L'année aurait été supérieure aux prévisions sans l'impact de la crise asiatique.

Obligations

L'activité obligataire a été favorisée dans l'ensemble par une bonne tenue des cours et une hausse des volumes d'émissions. Le dernier trimestre a été marqué par la crise asiatique qui a provoqué une baisse des cours et momentanément ralenti l'activité de marché des produits de crédit.

- Sur le marché des titres gouvernementaux, les recettes ont été satisfaisantes, particulièrement en France et au Japon. Paribas a intensifié sa présence sur le marché des titres du Trésor américains en obtenant en mars 1997 le statut de *primary dealer*. La Banque a accru sa part de marché pour les titres gouvernementaux japonais. Dans la perspective de l'euro, Paribas a complété ses fortes positions françaises par des interventions accrues sur le marché des titres d'État italien et allemand.
- Les revenus sur le marché euro-obligataire ont été satisfaisants, tant en ce qui concerne les émissions que les billets à moyen terme. Paribas a réalisé plusieurs

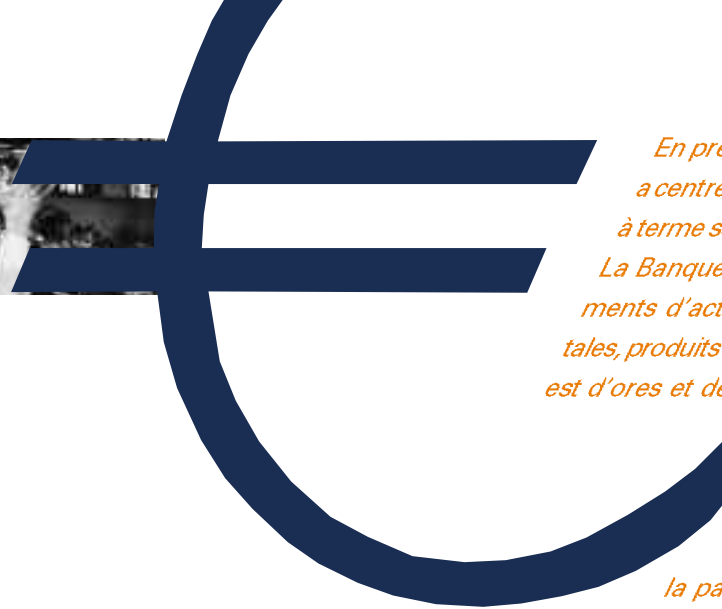
opérations innovantes telles que l'émission d'obligations perpétuelles d'Axa. Paribas se classe n° 1 français, n° 5 européen et n° 10 mondial pour les euro-émissions (*source IFR*), avec une place de leader indiscutable pour les émissions en écu et en euro. L'activité euro-obligataire, particulièrement brillante, a été couronnée par la palme de l'euro-émission de l'année.

- Dettes à haut rendement, emprunts de pays émergents, titrisation de créances : les marchés des produits de crédit sont toujours en développement rapide. Paribas a substantiellement renforcé son dispositif dans ce secteur qui, avec l'avènement de l'euro, devrait acquérir une dimension nouvelle analogue à celle qu'il a aux États-Unis.

OBJECTIFS 1998

Continuer

à enrichir la gamme des produits offerts aux investisseurs internationaux



En prévision de la monnaie unique, Paribas a centré son activité sur les trois marchés qui à terme seront dominants : dollar, yen et euro. La Banque est prête dans tous les compartiments d'activité : obligations gouvernementales, produits de crédit, dérivés, change. Paribas est d'ores et déjà reconnue comme la banque leader sur l'euro. En 1997, elle s'est classée n° 1 pour les émissions obligataires libellées en euro, elle a reçu la palme de l'euro-émission de l'année et celle de la transaction financière de l'année (source IFR). Elle a lancé Eurostart, le premier produit de change spécifiquement euro.

Paribas a réalisé de bonnes performances dans le négoce des produits de dette des pays émergents. La crise asiatique n'a eu qu'un impact limité sur les revenus dans la mesure où l'activité est essentiellement tournée vers l'Amérique latine et l'Europe de l'Est.

Dérivés

Paribas s'applique à innover sans cesse dans ce domaine. La Banque offre à sa clientèle aussi bien les produits courants que les structures les plus complexes. Paribas couvre l'ensemble de la gamme des produits dérivés : taux et change, dérivés actions, dérivés de crédit, produits d'assurance. Des équipes spécialisées offrent à la clientèle une prestation de conseil en gestion des risques financiers stratégiques.

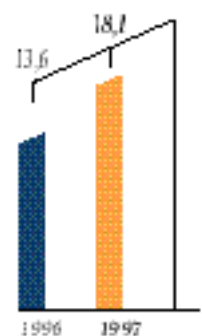
Dans les dérivés de taux d'intérêt, les résultats les plus satisfaisants ont été obtenus dans les swaps et dans les produits structurés. Les options de taux d'intérêt ont été pénalisées par une certaine stabilisation de l'activité, elle-même imputable à la baisse continue de la volatilité des marchés de taux. L'activité de dérivés actions a continué à se développer rapidement sous l'effet d'une forte demande pour les produits indiciaires ou garantis. Les recettes, en baisse par rapport à 1996, ont été affectées par les fortes turbulences enregistrées sur les cours lors de la crise boursière d'octobre.

Change et produits à court terme

Paribas est active sur les trois principaux marchés : Amérique du Nord, Europe, Asie. La Banque se distingue par l'offre d'un service intégré 24 heures sur 24, avec centralisation de l'exécution de toutes les opérations à Paris. La hausse de la volatilité et des volumes de transactions a créé un environnement favorable. Paribas a accru son activité dans les trois zones d'intervention, dollar, yen, euro, grâce à un effort marketing intense et à la qualité des prestations fournies. Les résultats ont fortement progressé tant sur l'activité spot que sur les produits dérivés.

Paribas se prépare à l'avènement de l'euro en renforçant sa présence sur les marchés d'instruments à court terme des pays concernés.

VOLUME DES ÉMISSIONS OBLIGATAIRES DIRIGÉES PAR PARIBAS
(en milliards d'euros)



Poursuivre

l'effort de recherche et d'innovation dans les produits dérivés

Développer

l'avantage compétitif sur l'euro



Métier Bancaire

Une stratégie de spécialisation

Depuis cinq ans, le Métier Bancaire concentre ses efforts sur les activités spécialisées où il peut faire valoir ses capacités de conseil et d'ingénierie pour jouer un rôle majeur au niveau mondial. C'est, aux yeux de Paribas, la réponse adaptée à un environnement devenu hautement compétitif, où la concurrence est attisée par la banalisation progressive des produits. Spécialisation et qualité du service sont aussi un moyen d'échapper à l'érosion des marges. Innovation, imagination, rapidité d'exécution, fiabilité et offre sur mesure sont ici les meilleurs atouts de Paribas. Mesure du parcours accompli, les recettes générées par les financements structurés à haute valeur ajoutée représentent désormais plus des deux tiers des recettes du métier, contre un tiers il y a cinq ans. Leur place devrait continuer à croître dans les années à venir. Ces financements dégagent des marges élevées et permettent à Paribas de tendre vers une rentabilité des capitaux investis de l'ordre de 15 %.

Par ailleurs, ses activités généralistes incitent le Métier Bancaire à rester en état de veille sur les besoins d'une clientèle essentiellement composée de grandes et moyennes entreprises. Elles permettent d'établir et de consolider des relations personnalisées et fidèles, et d'identifier des opportunités de développement. En synergie avec les autres métiers de la Banque, notamment les activités de marché, le conseil et la gestion patrimoniale, Paribas propose ainsi une gamme complète de services. L'un de ses points forts est la gestion sécurisée des flux (traitement de chèques, virements, effets...) par voie électronique.

1997 : une année de croissance

En 1997, les recettes se sont élevées à 4,5 milliards de francs, soit une progression de 10 % en un an. Pour la première fois, la part de l'Europe est supérieure à celle des États-Unis. La situation a été redressée en Suisse et la rentabilité

continue de progresser en France. En Asie, la prudence dont la Banque a fait preuve lui vaut aujourd'hui d'être faiblement exposée dans cette zone. Celle-ci représente seulement 11 % des recettes. Des procédures rigoureuses de contrôle d'allocation des actifs ont permis de maintenir le coût du risque à un niveau extrêmement faible : 0,20 % des encours.

Financement d'acquisitions

Les équipes de *merchant banking* de Paribas comptent parmi les acteurs majeurs dans ce domaine. Grâce à sa forte présence internationale, Paribas est en mesure de servir ses clients partout dans le monde. Aux États-Unis, où Paribas bénéficie d'une position de leader, plus de 3 milliards de dollars ont été levés dans le cadre de financements d'acquisitions ou de recapitalisations à fort effet de levier. À titre d'exemple,

Paribas a structuré le financement de la fusion de deux grandes chaînes de restaurants pour 300 millions de dollars et l'acquisition d'une société leader dans le secteur du matériel électronique pour 325 millions de dollars.

Avec 22 transactions réalisées en 1997, la croissance de cette activité se poursuit en Europe, portée par le développement du marché. Paribas se classe dans le trio de tête, au premier rang en France, au second en Espagne et en Italie. Dans ces trois pays, Paribas est toujours arrangeur ou co-arrangeur des opérations de LBO les plus importantes. La Banque a ainsi monté le financement de l'acquisition de SEAT en Italie – un LBO de 11 milliards de francs, le plus important à ce jour en Europe – et organisé le refinancement de la dette d'Eiffage en France.

Financement des médias et télécommunications

L'expansion du secteur favorise le dynamisme de la Banque. Avec près d'une centaine de transactions réalisées, dont près d'un tiers comme arrangeur ou co-arrangeur, Paribas se classe

OBJECTIFS 1998

Réussir
le passage à l'euro

Renforcer
la rentabilité en Europe
et aux États-Unis



Acquisitions, fusions, restructurations, LBO, financements de projets... le Métier Bancaire est l'un des métiers de Paribas les plus concernés par l'arrivée de l'euro. Tous ces types d'opérations devraient être stimulés. Anticipant l'événement, Paribas va proposer à ses clients une gamme très complète de produits en euro, notamment en matière de crédits et de gestion des flux. Paribas sera ainsi bien placée pour saisir toutes les opportunités de développement suscitées par la création de la monnaie unique et la libéralisation des marchés.

parmi les tous premiers intervenants. En 1997, la Banque s'est montrée particulièrement active dans le câble TV, la téléphonie cellulaire et la télévision à péage. En Europe, où elle est n° 2, sa notoriété lui vaut d'être interrogée sur tous les grands projets.

Financements export et projets

Les crédits export étant devenus une composante fondamentale des financements de projets, les deux activités ont été regroupées en cours d'année pour renforcer l'efficacité commerciale. Capable d'intervenir à partir de quinze pays exportateurs, Paribas figure parmi les premiers intervenants. Sa spécialité – le montage d'opérations de financement export multisource – est particulièrement bien adaptée à la mondialisation des échanges et aux besoins des clients multinationaux. En témoigne le financement de la centrale d'Al Hidd

à Bahreïn avec des crédits export suisses, italiens et américains. La fonderie d'aluminium Nordural en Islande, le complexe pétrochimique Qafac au Qatar ou la centrale Eco Electrica à Puerto Rico sont d'autres exemples significatifs.

Financement du commerce international

Malgré la baisse des prix du pétrole et des matières premières, 1997 a été une très bonne année. Les activités de négoce et les crédits structurés sur pays émergents ont connu un développement exceptionnel, particulièrement en Russie, en Afrique centrale et en Amérique latine.

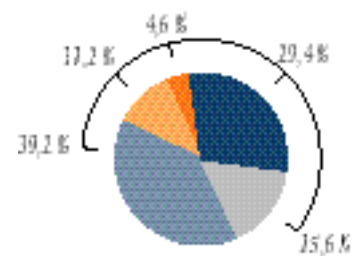
Aéronautique

Là aussi, l'année a été bonne grâce à la reprise très vigoureuse des livraisons d'avions. Paribas a participé au financement de plus de 50 appareils au bénéfice d'une vingtaine de compagnies aériennes. En Europe, Paribas s'intéresse aussi aux compagnies régionales, ce qui lui a permis d'obtenir plusieurs mandats d'un montant total supérieur à 1 milliard de francs.

Financement de la santé

La Banque est désormais leader aux États-Unis dans un marché en pleine croissance. Paribas a organisé le financement, pour 250 millions de dollars, de la fusion de deux sociétés spécialisées dans la perfusion intraveineuse. Regroupées, celles-ci sont devenues n° 1 dans leur métier.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RECETTES



■ France
■ Europe hors France
■ Amérique
■ Asie
■ Moyen-Orient et Afrique

Élargir

la clientèle dans une optique multi-métier

Maintenir

une présence sélective en Asie



Conseil

Une présence historique

Indissociable du rôle de banque d'affaires, le métier Conseil s'inscrit au cœur même de l'activité de Paribas. Depuis son origine, la Banque a toujours été associée à la composition du paysage industriel européen. Son expertise en matière d'ingénierie financière, de conseil en fusions et acquisitions, de reclassement de capital, de privatisation et de restructuration financière s'étend aujourd'hui de l'Europe à l'Asie et à l'Amérique latine.

Intervenant en amont des choix stratégiques, le métier Conseil permet d'établir des liens étroits, au plus haut niveau, avec les dirigeants d'entreprises et leurs actionnaires. Il peut, si nécessaire, s'appuyer sur l'ensemble des compétences de la Banque (opérations en capital, émissions, prêts, gestion de patrimoine...) afin de servir au mieux les intérêts de ses clients.

Sélectivité et expertise

Paribas a été parmi les premières banques européennes à opter pour une organisation sectorielle. Présentes au niveau international, ses équipes peuvent anticiper et analyser les évolutions industrielles. Soucieux de créer de la valeur pour ses clients, le métier Conseil dispose également de spécialistes dédiés aux montages financiers et boursiers, à l'ingénierie patrimoniale et à la transmission d'entreprises familiales.

Sur le plan géographique, Paribas a fait le choix de privilégier l'Europe, où elle entend figurer parmi les leaders, l'Amérique latine et l'Asie.

Sur le plan industriel, outre les secteurs prioritaires élus au niveau du groupe – technologies, mines et métaux, institutions financières, énergie, médias et télécommunications –, le métier

Conseil a développé une expertise dans d'autres secteurs tels que l'automobile, la distribution, l'agroalimentaire, l'aéronautique et la défense, la construction électrique, l'immobilier.

La combinaison entre cette expertise sectorielle et ses compétences en matière d'ingénierie, associée à une couverture géographique internationale, permet à Paribas de proposer à ses clients des idées et des solutions originales et innovantes.

1997 : forte progression en France...

Avec des recettes de 410 millions de francs, le métier Conseil réalise sa meilleure performance historique. Tirant parti d'une conjoncture favorable, tant en France qu'à l'international, et malgré la concurrence, il progresse de 30 % en un an.

En France, Paribas confirme sa place parmi les leaders. Conseil de l'État français pour l'ouverture du capital de France Télécom, des familles actionnaires lors de la prise de contrôle de Worms et Cie par Soméal (35 milliards de francs), d'Axa-UAP pour l'acquisition de la Compagnie des Immeubles de la Plaine Monceau par SIMCO (5,9 milliards et la création de la plus grosse société foncière cotée de Paris), le métier Conseil a été un acteur important des grandes opérations sur la Bourse de Paris.

Les opérations liées au Groupe Paribas (cession de Paribas Belgique, offres d'achat sur Cardif et UFB Locabail, montage de la fusion avec la Compagnie Bancaire et Cetelem) ont représenté 15 % des revenus du métier comme en 1996.

OBJECTIFS 1998

Intensifier

l'activité en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) et en Asie (Hong Kong)



Pour le métier Conseil, la monnaie unique s'annonce comme un puissant stimulant du développement des affaires. La constitution d'un marché unifié va accélérer les concentrations et les restructurations. Des sociétés aujourd'hui détentrices d'une part significative de leur marché national vont constater qu'elles n'ont pas une dimension suffisante à l'échelle européenne. Simultanément, la déréglementation d'un certain nombre de secteurs encore sous contrôle public devrait se poursuivre. Pour Paribas, ces évolutions sont synonymes d'opportunités nouvelles. Elles justifient son choix de renforcer sa présence en Europe, en particulier en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni.

...et à l'international

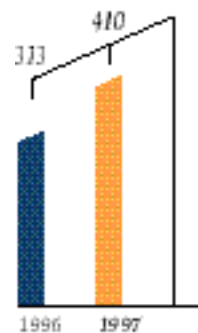
Paribas renforce sa présence en Europe, tout particulièrement :

- en Italie, en conseillant Banca Popolare di Verona pour l'acquisition du Credito Bergamasco, et Ferrovie Dello Stato pour la cession de Telesistemi Ferroviari à Finsiel,
 - en Allemagne, en cédant Sanorania à Synthelabo pour le compte du Groupe Pharmacia & Upjohn et en négociant l'achat de Tipp-ex pour Bic,
 - au Benelux avec Cobepa, en assistant Swiss Life pour l'acquisition du GAN Belgium, en conseillant la cession du groupe de distribution Heytens, ou encore en assistant Royale Belge pour la cession de sa participation dans la Banque Bruxelles-Lambert.
- Par ailleurs, Paribas continue de conseiller ses clients étrangers pour l'acquisition ou la cession d'actifs en France. Paribas a ainsi été conseil du groupe américain

TLC Beatrice Food pour la cession de Franprix et Leader Price à Casino, et conseil d'AMEC pour la prise de contrôle, avec le management, de SPIE Batignolles. Enfin, les privatisations continuent de se multiplier dans les pays émergents : cession d'Indian Ocean Fertilizers en Afrique du Sud dans le cadre de la privatisation de l'Office Togolais des Phosphates, privatisation des eaux de La Paz en Bolivie, cession du Banco Republica au Venezuela et de Compantia Uniao de

Seguros Gerais au Brésil, acquisition de Boccharas Cestari par Hutchinson au Brésil. Des missions sont en cours pour la privatisation du service des eaux de Guadalajara au Mexique et de Guayaquil en Équateur.

ÉVOLUTION
DES RECETTES
(en millions de francs)



Exploiter

les succès dans les secteurs des institutions financières, des médias-télécommunications et des biens d'équipement pour obtenir de nouveaux mandats

Confirmer

la progression en Amérique latine et dans les pays émergents



Titres

Une approche industrielle

Paribas propose à une clientèle de sociétés de Bourse, de banques, d'investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, fonds de pension et de retraite, sociétés de gestion d'OPCVM) et d'entreprises tous les produits liés à la vie d'un titre : compensation et conservation, paiement des dividendes et récupération d'impôts, traitement des diverses opérations sur titres et gestion des flux d'espèces.

Prenant en compte la complexité croissante de la demande et la diversité des opérations, la Banque a développé un certain nombre de services sur mesure : prêt/emprunt de titres, gestion de produits dérivés, gestion de l'actionnariat des entreprises, services télématiques et informations financières.

Les plus grandes institutions financières internationales ont choisi de confier leurs opérations à Paribas, pour son expertise reconnue, pour la qualité de ses services et pour sa politique d'innovation en matière de produits, en particulier ceux liés à l'euro.

L'importance des volumes à traiter, la rapidité et la fiabilité du service requises par les clients appellent une approche industrielle. Dans un marché fortement concurrentiel où la pression sur les prix ne cesse de s'accroître, la rentabilité passe par la productivité. Des investissements technologiques continus, un outil informatique puissant et des équipes qualifiées sont les meilleurs garants de réussite. Avec plus de 1 milliard de francs de recettes prévues pour 1998, Paribas se place parmi les quelques institutions qui prétendent bénéficier de la concentration attendue dans l'industrie des titres.

Une gamme de produits élargie

En 1997, le métier Titres a développé son offre européenne. Après la France et le Luxembourg, l'Italie offre aujourd'hui des services d'administration de fonds. Les prêts/emprunts de titres ont été étendus à l'Espagne. Les activités de compensation et de conservation ont démarré en Grèce et en Turquie grâce à un accord de coopération avec la Banque Ottomane. Une succursale a été créée en Belgique après la cession de Paribas Belgique au groupe Bacob.

Les services de sous-traitance de back-office offrent un important potentiel de développement. Nombre de sociétés de Bourse ou de filiales nationales de banques internationales, qui assuraient

elles-mêmes la compensation et la conservation de leurs titres, se recentrent aujourd'hui sur leur métier de base, c'est-à-dire le trading et la gestion de fonds. Après Paris et Francfort, Paribas a développé cette activité en 1997 à Milan. De nouvelles ouvertures sont prévues en 1998, notamment à Madrid et à Bruxelles.

En France, Paribas est devenue l'un des principaux sous-traitants pour l'accès à la plate-forme de paiements de gros montants (CRI). En Allemagne, Paribas a été la première banque à effectuer la compensation des opérations d'un membre délocalisé de la Bourse de Francfort (*remote broker*).

OBJECTIFS 1998

Être prêt

techniquement pour l'euro et pour l'an 2000

Transformer

cette opportunité en réussite commerciale et financière



L'euro constitue pour ce métier une formidable opportunité. Paribas a participé activement aux travaux des principaux groupes de place (France, Allemagne, Espagne). Sa qualité de leader en Europe et l'intégration réussie des activités européennes de JP Morgan dotent Paribas d'un avantage compétitif qui devrait lui permettre d'accroître encore son rayonnement. La clientèle voit de plus en plus la zone euro comme un marché domestique global. Paribas est une des très rares institutions capables de fournir un service de grande qualité dans six pays qui représenteront 86 % du PNB de la zone. D'importants investissements informatiques ont été lancés en 1997 ; une équipe dédiée au projet "euro" (60 personnes) a été mise en place ; une gamme de produits "euro" est en cours de développement et des supports de communication spécifiques ont été créés.

1997 : une très bonne année

En 1997, les recettes ont atteint 925 millions de francs, soit une progression de 21 % par rapport à 1996.

Paribas est aujourd'hui un acteur majeur en Europe. Elle est présente dans huit pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Grèce, Italie, Turquie) et couvre plus de cinquante marchés. Son leadership européen est confirmé par le montant des avoirs détenus en conservation (2 700 milliards de francs à fin 1997, + 30 % par rapport à 1996) et par le nombre de transactions dénouées (3 millions en 1997).

En 1997, comme les années précédentes, la qualité des prestations de Paribas lui a valu d'être l'institution la plus récompensée sur l'ensemble des places européennes.

Le magazine américain *Global Custodian* lui a décerné la mention "top rated" en France, en Italie, en Espagne, et la mention "Commended" en Belgique et en Allemagne. Et pour la première fois cette année, la Banque Ottomane s'est également vu décerner la mention "Top rated".

Par ailleurs, Paribas a été élue n° 1 des "clearing banks" en Europe par le magazine britannique *ICB*. Enfin, le magazine américain *Global Investor* l'a classée n° 1 des sous-dépositaires européens en Espagne et en Italie, et n° 2 en France et en Allemagne.

Développer

l'activité Titres sur de nouveaux marchés : Russie, Europe de l'Est, nouveaux pays dans la CEE

Étendre

l'offre produits de manière homogène à l'Europe



Paribas Affaires Industrielles

Un métier renouvelé

Paribas Affaires Industrielles (PAI) conduit la politique d'investissement de Paribas dans des entreprises industrielles et commerciales et dispose aujourd'hui d'un des premiers portefeuilles industriels en Europe.

Ces dernières années, ce métier a été profondément réorienté. Le portefeuille existant a été recentré. PAI privilégie l'investissement dans des entreprises moyennes (500 à 5 000 millions de francs de chiffre d'affaires) figurant parmi les leaders sur leur marché ou susceptibles de le devenir. Par ailleurs, dès 1996, PAI s'est résolument positionné sur le marché des opérations à effet de levier (LBO) en Europe et aux États-Unis.

PAI prend des positions significatives au capital des entreprises et contribue à leur réflexion stratégique grâce à l'expertise de ses équipes. PAI les suit dans leur développement, y compris dans les moments difficiles. Il inscrit ses interventions dans la durée, avec l'ambition d'accroître la valeur de l'entreprise dans l'intérêt de tous ses actionnaires.

L'expérience montre depuis quatre ans qu'avec un portefeuille diversifié et une vision à terme des participations, cette stratégie permet une rotation plus rapide des participations et conduit à dégager des résultats récurrents.

Une expertise sectorielle éprouvée

Afin d'anticiper les évolutions et de gérer activement ses participations, PAI s'attache à posséder une connaissance approfondie, à la fois locale et mondiale, géographique et sectorielle, des secteurs considérés comme prioritaires : agroalimentaire, chimie - cosmétiques - pharmacie - santé, distribution, électronique - informatique - télécommunications, énergie, équipement automobile - mécanique - plasturgie, médias - communication. Leader en Europe, PAI dispose d'équipes spécialisées en France, au Benelux et en

Grande-Bretagne. Sa présence se développe en Amérique du Nord et en Asie. Les entreprises dans lesquelles PAI détient une participation peuvent bénéficier de l'ensemble du réseau international de Paribas.

1997 : priorité à l'international et aux LBO

1997 a été la première année de pleine mise en œuvre de la stratégie renouvelée de PAI. Simultanément, ses équipes ont renforcé leur présence sur le marché des LBO.

LES RÉSULTATS DE PARIBAS AFFAIRES INDUSTRIELLES (en milliards de francs)

	1996	1997
Valeur estimative globale des participations	44,3	45,8
Valeur estimative en part du Groupe des participations	37,4	39,3
Résultat net	3,2	3,5
dont plus-values de cessions	3,1	2,6
dont contribution Cobepa	0,7	0,9

OBJECTIFS 1998

Poursuivre
le développement des opérations transfrontalières



La monnaie unique va permettre à PAI d'intervenir dans tous les pays européens sans risque de change et lui offre ainsi de nouvelles opportunités. En imposant à nombre de groupes industriels ou de services d'accéder à la taille européenne, l'euro constituera vraisemblablement un facteur d'accélération des opérations transfrontalières. Enfin, l'euro devrait tendre à stabiliser les taux d'intérêt vers le bas, ce qui sera de nature à encourager le recours aux techniques de financement à effet de levier maximum (LBO). Dans un tel contexte, PAI bénéficiera de sa forte présence en Europe et sera particulièrement bien placé.

Trois exemples illustrent en 1997 la manière dont PAI accompagne "activement" les entreprises :

- Royal Canin, où PAI a contribué, aux côtés du management, au développement de la société et à l'amélioration de sa rentabilité jusqu'à son introduction en Bourse, suivie d'une forte progression du titre,
- Fives-Lille, qui a élargi son champ d'action dans l'équipement automobile avec l'acquisition de Cinetic, tout en cédant des activités non stratégiques,
- Eiffage, où PAI a participé activement, aux côtés du management, à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de redressement.

Cette fidélité aux intérêts communs n'empêche pas PAI d'avoir une gestion active de son portefeuille. Cette année encore, les participations arrivées à maturité ont été cédées, comme celles dans lesquelles PAI, actionnaire très minoritaire, n'avait pas d'influence réelle.

À l'international, où le développement est un objectif majeur, la règle demeure la sélectivité. La mise en place d'une équipe

spécialisée sur le marché nord-américain a généré des opérations intéressantes, telles qu'une prise de participation de 39,2 %, à l'occasion d'un LBO dans Collins & Aikman Floorcoverings, une entreprise très performante dans les revêtements de sols.

En Asie, Paribas a fait preuve de prudence, ce qui lui a permis de limiter l'impact de la crise que connaît cette partie du monde.

En Europe, PAI poursuit sa diversification géographique comme l'illustre la prise de participation à hauteur de 11,9 % dans Bormioli Rocco, leader italien de la verrerie de table.

Simultanément, PAI a franchi une nouvelle étape de son développement sur le marché porteur des financements à effet de levier (LBO). Après le Royaume-Uni, celui-ci devrait croître fortement en Europe continentale. Plusieurs facteurs convergent en ce sens :

le souci de grands groupes de se recentrer, la multiplication des transmissions d'entreprises moyennes liées à la relève d'une classe d'âge de dirigeants, l'émergence d'une génération de managers motivés par une association entrepreneuriale avec des financiers, et l'impact sur les opérations transfrontalières de la construction d'un marché européen unifié doté d'une monnaie unique.

Ces phénomènes s'observent déjà en France, en Espagne, au Benelux et en Italie. En 1997, PAI a participé, entre autres, à la prise de contrôle en LBO de Seda (n° 2 du café soluble en Espagne) et a réalisé le deuxième plus gros LBO de l'année en France : le rachat auprès de Danone de Panzolim (marques Amora, Maille, Panzani, William Saurin...).

Au total, l'activité de PAI se traduit en 1997 par un bilan de trésorerie fortement positif de 5,4 milliards de francs hors dividendes après 3 milliards de francs d'investissements et des plus-values très significatives.

Cette année comme les précédentes, la valeur effective des cessions excède les valeurs estimatives présentées dans le précédent rapport annuel, ce qui témoigne de la prudence avec laquelle ces dernières sont établies. En 1997, l'excédent atteint 0,9 milliard de francs. Au 31 décembre, la valeur estimative du portefeuille en part du Groupe s'élève à 39,3 milliards de francs, en hausse de 1,9 milliard de francs sur l'année 1996. Les plus-values latentes progressent de 10,7 milliards au 31 décembre 1996 à 14,9 milliards de francs.

Multiplier

les opérations à effet de levier

Continuer

de renforcer les équipes consacrées à l'Europe, aux États-Unis et à l'Asie



Nouveaux investissements

- Acquisition de 50 % de Panzalin, leader français des sauces et condiments (Maille - Amora) et des pâtes et plats cuisinés (Panzani - William Saurin). Paribas a repris ces activités à Danone en décembre 1997, à la suite d'un LBO initié par PAI. Bénéficiant d'une très forte notoriété et de parts de marché dominantes, les sociétés concernées ont réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 6,5 milliards de francs, et plus de 400 millions de francs de résultat d'exploitation. Elles emploient 3 200 personnes. En revanche, leur caractère non stratégique au sein du groupe Danone ne leur permettait pas d'exploiter tout leur potentiel, en particulier à l'international. Cette acquisition d'un montant total de 4,2 milliards de francs a été financée grâce à un LBO comportant 1 milliard de francs d'apport en capital (dont 50 % fournis par PAI), un crédit vendeur de 400 millions de francs, une dette senior de 1 700 millions de francs, une dette subordonnée de 400 millions de francs et un crédit revolving de 700 millions de francs.
- Prise de participation à hauteur de 11,9 % de Bormioli Rocco

(4 milliards de francs de chiffre d'affaires), n° 2 mondial dans la verrerie de table, leader italien et acteur européen majeur de l'emballage en verre, notamment pour les industries pharmaceutique, alimentaire et pour la parfumerie. Paribas a pris une option permettant de porter cette participation à 15,3 %. L'entrée de Paribas a contribué au financement de l'acquisition par Bormioli de la filiale Arts de la Table du groupe Saint-Gobain (plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires).

- Acquisition de 7 % du capital de Bercy-Management (9,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, 3 500 restaurants et 25 000 collaborateurs en France et à l'étranger), leader français de la restauration collective (Générale de Restauration, Orly Restauration) et de la restauration publique de concessions (Elitair, HRC). Cette opération s'inscrit dans le cadre du refinancement du rachat par Bercy Management des participations, détenues par la Compagnie Générale des Eaux et par les

cadres associés dans Financière Générale de Restauration. Elle s'est accompagnée de l'acquisition de la société HRC.

Les principaux actionnaires envisagent d'introduire ultérieurement le groupe en Bourse.

- Acquisition de 39,2 % de Collins & Aikman Floorcoverings dans le cadre d'une opération à effet de levier aux côtés du financier américain Quad C. Le Groupe, qui affiche pour 1997 une croissance rapide de son chiffre d'affaires et de son résultat, est un des principaux fabricants américains de moquettes pour bureaux. Spécialisé dans les produits à forte valeur ajoutée, Collins & Aikman Floorcoverings occupe d'excellentes positions concurrentielles et bénéficie d'un leadership technologique reconnu.
- Renforcement de 20,2 % à 23,8 % de la participation dans Carbone Lorraine, à l'occasion du placement par Péchiney de 20 % du capital.
- Participation de 82,5 % dans Seda. Avec cette opération, PAI a réalisé le premier LBO en Espagne sur une société cotée. Le LBO a été effectué avec un montant en capital de 100 millions de francs, un crédit vendeur de 24 millions de francs et une dette senior de 140 millions de francs. Avec un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et un EBIT de 13 %, Seda réalise une activité importante à l'exportation (Espagne et France). Premier fournisseur en Espagne de café soluble vendu sous marque de distributeur, il est n° 2 pour la production de café instantané en Espagne et au Portugal.
- Prise de participation (10 %) dans le groupe anglais Jarvis Porter, leader européen du marché des étiquettes techniques.
- Acquisition par Cobepa (via Paribas Deelnemingen) de 8,4 % de HCI, Holland Chemical Industrie, à l'occasion de l'introduction en Bourse d'Amsterdam de cette société internationale de distribution de produits chimiques.
- Prise de participation (9 %) dans le groupe Lark International Entertainment, premier exploitant de salles de cinéma à Hong Kong.
- Prise de participation (12 %) dans le groupe américain Chatham, un des leaders de l'habillement de matériel électronique (armoires pour systèmes de télécommunications...).



- Prise de contrôle de 50 % de TLC, société américaine de gestion de personnel pour compte de tiers.
- Acquisition de 3,2 % du capital de Cosmos, n° 2 aux Philippines des boissons non alcoolisées.
- Prise de participation par Cobepa de 25 % du capital de Vegro Beheer, n° 1 aux Pays-Bas de la distribution d'équipement sanitaire et de chauffage.
- Acquisition de 3,9 % du capital du Groupe Prokom, troisième société informatique en Pologne et leader dans l'intégration de systèmes.

Principales cessions

- Vente de la deuxième tranche de l'opération de cession de Poliet au groupe Saint-Gobain (16,9 % du capital).
- À l'occasion de l'introduction en Bourse de Royal Canin, vente par Sagal de 18,7 % du capital de la société (participation ramenée à 80,5 %).
- Cession en Bourse de la participation de 1 % dans Elf.
- Cession en Bourse de la participation de 3,6 % dans Havas.
- Cession en Bourse de 2,7 % de LDC, n° 2 de la volaille en France.

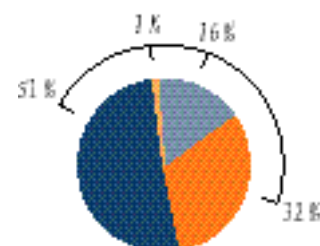
- Échange de la participation de 5,45 % dans Sphère contre des titres Accor revendus en Bourse durant l'exercice.
- Vente des murs et de la société d'exploitation de l'hôtel Four Seasons à Mexico à un consortium d'investisseurs.

Autres opérations significatives

- L'importante restructuration de Cobepa. La scission de Gevaert, suivie d'une absorption partielle, a permis de supprimer un niveau de holding et donc de décote, de faire progresser très sensiblement la valeur du portefeuille et d'appréhender en direct des actifs d'excellente qualité.

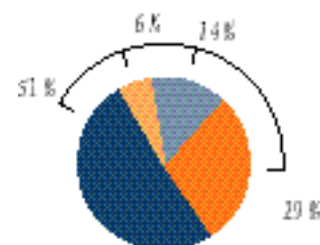
- La réunion dans la filiale GB des enseignes d'hypermarchés, de supermarchés et franchisés de GIB, principale société de distribution en Belgique dont Cobepa détient 19,5 %. GIB est active en distribution alimentaire (GB), bricolage (Brico) et restauration rapide (Quick). À l'occasion de cette opération, Promodès est devenu actionnaire de GB à hauteur de 27,5 %. Il est envisagé de coter la filiale GB dans un délai maximal de 5 ans.

RÉPARTITION
DU PORTEFEUILLE
AU 31 DÉCEMBRE 1997
(par type d'intervention)



■ Capital Développement
■ Capital Accompagnement
■ Participations minoritaires dans les grands groupes
■ Actionnaire de référence ou contrôle

RÉPARTITION
DU PORTEFEUILLE
AU 31 DÉCEMBRE 1997
(par zone géographique)



■ Reste du monde
■ Autres pays d'Europe
■ Benelux
■ France



PRINCIPALES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

AGROALIMENTAIRE

SAGAL

Le groupe Sagal, dont PAI détient 100 % du capital, a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires consolidé de 3 884 millions de francs et un résultat net part du Groupe de 318,3 millions de francs à travers ses trois pôles d'activités :

- **Royal Canin**, qui est le leader français (36 % de part de marché) et européen (18 % de part de marché) de l'aliment sec pour chiens.

Royal Canin a été introduite au second marché de la Bourse de Paris en mars 1997 et Sagal détient 81,35 % du capital.

- **Soprat**, qui est le leader en France des produits panés frais (48 % du marché) sous la marque Père Dodu et le n° 2 en spécialités asiatiques fraîches avec la marque Chip-Long.

- **Diana**, qui fabrique des ingrédients naturels pour l'industrie alimentaire et pharmaceutique (n° 1 mondial ou européen selon les produits).

GUYOMARC'H NA

Guyomarc'h NA est le premier fabricant français d'aliments pour animaux (11 % du marché). Sur le marché mondial, grâce à son réseau de firmes-services, il est implanté dans 9 pays. Il est de plus présent commercialement dans 40 pays.

Le Groupe a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 4 700 millions de francs pour un résultat net part du Groupe de 67,4 millions de francs. PAI détient via la holding NHG 66,8 % du capital de Guyomarc'h NA, coté au second marché depuis juin 1996.

BÂTIMENT - TRAVAUX PUBLICS

FINANCIÈRE SAE-FOUGEROLLE (EIFFAGE)

Parfici (100 % - Groupe Paribas) détient 49,8 % de Financière SAE-Fougerolle, qui détient 54,7 % d'Eiffage. Eiffage est l'un des principaux groupes européens de construction et le premier dans le domaine du bâtiment.

Le chiffre d'affaires d'Eiffage consolidé en 1997 s'élève à 33 760 millions de francs contre 32 796 millions de francs en 1996. L'activité en 1997 a été marquée par une conjoncture toujours très déprimée dans le secteur du bâtiment ; les performances des autres branches sont assez bien orientées.

Après les pertes constatées en 1996, le résultat 1997 s'est élevé à 604,9 millions de francs.

Des mesures ont été prises pour redresser la rentabilité et des cessions d'actifs non stratégiques ont été réalisées pour un montant global de l'ordre de 1 milliard de francs.

CIMENTS FRANÇAIS

Le Groupe Ciments Français est un des leaders européens dans les domaines du ciment, des granulats et du béton prêt-à-l'emploi.



Le chiffre d'affaires 1997 s'est élevé à 13 028 millions de francs, en sensible progression par rapport à 1996, grâce au très bon niveau d'activité aux États-Unis, en Turquie, au Maroc et en Espagne. Le Groupe a enregistré un résultat net part du Groupe de 602 millions de francs, en hausse par rapport à 1996 (318 millions de francs). PAI a cédé début 1998 sa participation de 23,6 % du capital au Groupe Italcementi.

COMPOSANTS INDUSTRIELS

CARBONE LORRAINE

Carbone Lorraine est l'un des principaux fabricants mondiaux de certains composants industriels (applications électriques, aimants permanents, protection électrique, spécialités en graphite). L'exercice 1997 a été marqué par de très bons résultats : chiffre d'affaires de 3 483 millions de francs et un résultat net part du Groupe de 217,7 millions de francs, en forte hausse par rapport à 1996

(respectivement + 13 % et + 60 %). Le Groupe a concrétisé fin 1997 plusieurs opérations de croissance externe significatives. Le Groupe Pechiney a cédé sa participation sur le marché en mars 1997 et PAI s'est renforcé à cette occasion de 20,2 % à 23,8 % du capital.

CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

FIVES-LILLE

Fives-Lille, dont PAI détient 29,3 % du capital, est l'un des principaux groupes français d'ingénierie et de mécanique. L'activité du Groupe s'est maintenue à un niveau satisfaisant avec une production en valeur de vente de 4 347 millions de francs.

La plupart des filiales ont dégagé des résultats satisfaisants, à l'exception de FCB qui a connu des difficultés conduisant à une perte d'exploitation de 87 millions de francs.

Les plus-values dégagées sur la cession de Thome Crépelle et Dragon ont contribué au redressement du résultat net part du

Groupe, qui s'est établi à 37 millions de francs. Fives-Lille poursuit son recentrage et vient d'acquérir le Groupe Cinétic (équipements de montage et de manutention pour le secteur automobile).

ÉNERGIE

COPAREX INTERNATIONAL

Coparex International, contrôlée à 95,3 % par PAI, se consacre depuis 40 ans à la recherche et à l'exploration d'hydrocarbures. La Société est active en France, au Canada, au Venezuela, aux Pays-Bas, en Indonésie, en Tunisie et en Albanie.

Le chiffre d'affaires s'élève en 1997 à 531 millions de francs et le résultat net part du Groupe à 50,5 millions de francs contre 45,8 millions de francs en 1996. L'année 1997 a été marquée par une importante découverte en Indonésie sur le permis de Lematang, et par la poursuite du programme de développement en Tunisie.



MATÉRIAUX

POLIET

En juillet 1997, PAI a vendu à Saint-Gobain 16,9 % du capital, conformément aux accords conclus en 1996, et sa participation a été de ce fait ramenée à 34,6 % du capital. Poliet a contribué pour 504 millions de francs en quote-part de SME au résultat 1997 de PAI.

PAPIER EMBALLAGE

NORD-EST

Le Groupe Nord-Est, dont PAI détient 43 % du capital, réalise dorénavant la totalité de son chiffre d'affaires dans l'Emballage, l'activité de J.B. Delpierre (production de poissons fumés) ayant été mise en équivalence en 1997 compte tenu de l'accord de cession de cette participation signé fin mars.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 1997 à 2 321 millions de francs contre 2 604 millions de francs en 1996, et le résultat net part du Groupe à - 67,8 millions de francs compte tenu d'un résultat exceptionnel de - 77 millions de francs.

Les performances de l'emballage ont à nouveau été décevantes en 1997 dans un contexte global de forte pression sur les prix de vente. La Société a engagé un ensemble de mesures pour redresser ses résultats.

LA ROCHETTE

La Rochette a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires consolidé de 3 304 millions de francs, en hausse de 10,6 % par rapport à 1996 suite à l'amélioration des prix de vente de la pâte en francs français et à la croissance en volume de la production. Dans ce contexte, le Groupe a dégagé un résultat courant de 7,5 millions de francs, contre une perte courante de 308 millions de francs en 1996. Le résultat net part du Groupe ressort à 0,9 millions de francs.

SERVICES INFORMATIQUES

SEMA GROUP

Sema Group est un des leaders européens dans le développement et l'intégration de grands

systèmes informatiques sur mesure et dans l'infogérance. Sema Group a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 1 130 millions de livres, en forte croissance (+ 22 %) par rapport à 1996, et a dégagé un résultat net part du Groupe de 44 millions de livres (+ 39 %). En 1997, le Groupe a poursuivi sa croissance externe dans le domaine de l'infogérance en procédant à l'acquisition de British Railways Business Systems au Royaume-Uni. À la suite de la restructuration de l'actionnariat (fusion-absorption de Financière Sema par Sema Group Plc et achat d'intérêts minoritaires détenus dans certaines filiales du Groupe), Paribas détient désormais une participation directe au capital de Sema Group Plc de 18,5 %. N'étant plus considéré comme la filiale d'un groupe bancaire au regard de la réglementation américaine, le Groupe peut désormais exercer l'ensemble de ses activités aux États-Unis, ce qui constitue une opportunité majeure de développement.



SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE

COBEPA

L'année 1997 a été marquée par une importante restructuration des actifs de Cobepa, dont PAI est désormais actionnaire à hauteur de 58 %. En premier lieu, Cobepa a concentré ses participations flamandes autour d'Ibel, notamment par l'absorption de Belvuco. En second lieu, Gevaert a été scindée en deux parties de même valeur, l'une fusionnée sur Cobepa et l'autre absorbée par Almanij. Par ces opérations, Cobepa se retrouve détenir et gérer directement un certain nombre d'actifs de Gevaert, notamment des participations dans Aegon, Bayer, KNP-BT...

Par ailleurs, plusieurs désinvestissements ont été réalisés, entre autres dans la Banque Paribas Belgique, Fountain, SOS, Ipso-Cissell. Mais de nouveaux investissements sont venus élargir le portefeuille en Belgique (All Tag, SpaasKarsen, NDS) comme aux Pays-Bas (Triple P, Holland Chemical, Ariane Beheer...). L'activité Banque d'Affaires s'est développée de manière satisfaisante.

Les résultats consolidés de Cobepa dégagent donc des plus-values d'un niveau exceptionnel, et le bénéfice net s'est élevé à 24 410 millions de francs belges (contribution de 916 millions de francs au résultat de PAI après retraitements de consolidation).

PRINCIPALES PARTICIPATIONS DE COBEPA

POWER CORPORATION

Power Corporation, détenu à 2,1 % par Cobepa et dont le principal actionnaire est la famille de M. Paul Desmarais Sr, déploie ses activités dans le domaine de l'assurance (Great-West Life), de la gestion d'actifs (Investors), de la presse, et contrôle également 25 % de Pargesa. Au cours de 1997, Power a mené à bien l'acquisition de London Life, l'une des principales compagnies d'assurance au Canada, pour une somme de 2,94 milliards de dollars canadiens, devenant ainsi le premier assureur vie du pays.

PARGESA

La société suisse Pargesa, détenue à 14,7 % par Cobepa et contrôlée à 50 % par les groupes Frère et Desmarais, possède des participations significatives dans le Groupe Bruxelles Lambert (Belgique), lui

donnant une influence importante sur Pétrofina, la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT) dans laquelle Berstelman détient 50 %, et dans Imétal dans le secteur des matériaux de construction. Au cours de l'année 1997, il faut noter la cession de la participation dans la Banque Bruxelles Lambert dans le cadre de l'offre publique d'échange par ING, conduisant à des plus-values substantielles.

GIB

GIB est détenue à 19,3 % par Cobepa. L'activité de distribution alimentaire a mis en place un programme d'unification des enseignes Nopri-Unic autour de l'enseigne GB. Le bricolage a continué son développement dans tous les pays où il est présent. Quick a encore connu une année de consolidation.



GESTION D'ACTIFS ET ÉPARGNE

La logique d'un rapprochement

La Gestion institutionnelle et privée de la Banque Paribas, Cardif (assurance vie et prévoyance) et Cortal (épargne des particuliers), sont désormais réunis au sein du secteur Gestions d'Actifs et Épargne au nom d'une même culture de spécialisation, d'innovation et d'attention au client.

Gestion
institutionnelle
et privée

Assurance-vie
et Prévoyance :
Cardif

Epargne
des particuliers :
Cortal

REVENUS 1997
(en millions de francs)

	GESTION INSTITUTIONNELLE ET PRIVÉE	CARDIF	CORTAL	TOTAL	97/96
Revenus	2 315	2 513	440	5 268	+ 26 %
Résultat avant impôt	404	484	100	988	+ 86 %
Rentabilité avant impôt				30 %	
Fonds propres moyens alloués				3 300	



Certes différents par leur clientèle et par leur approche marketing, ces métiers ont en commun d'être fondés sur la spécialisation et l'innovation. Portés par l'élévation du niveau de vie et par l'évolution démographique des sociétés occidentales, ils se développent grâce à la vague sociologique et économique qui stimule les placements et l'épargne. Tous connaissent une croissance forte. La comparaison des méthodes, le rapprochement de certains moyens, la synergie des fonctions devraient être créateurs de valeur.

Des liens existent déjà : Cardif fabrique l'assurance vie que Paribas distribue, Cortal diffuse des produits conçus par Paribas Asset Management, etc. Ces liens seront renforcés, tout en conservant des marques et un traitement distinct pour chacune des clientèles.

En 1997, les revenus du secteur ont représenté 16 % des revenus de Paribas. La croissance de la collecte d'épargne et des encours gérés a été soutenue dans les trois métiers. Le total des revenus a progressé de 26 % à 5 268 millions de francs. La rentabilité avant impôt ressort à 30 %. Le montant des encours gérés s'élève à 386,9 milliards de francs, en hausse de 20 %.



La Gestion institutionnelle et privée

Une offre sur mesure

Paribas propose à une clientèle institutionnelle (compagnies d'assurance, fonds de pension, entreprises, entités gouvernementales, associations...) ou à une clientèle de particuliers au patrimoine élevé, une approche individualisée de la gestion de leurs actifs.

La Banque considère la gestion pour compte de tiers comme un axe stratégique de développement :

- elle est source de résultats récurrents ;
- elle est peu capitalistique, présente des risques relativement faibles et offre un rendement sur capitaux investis élevé ;
- l'évolution démographique, économique et réglementaire des pays développés génère une demande accrue pour des produits de gestion.

Une organisation efficace

La force concurrentielle de Paribas repose sur l'intégration de la fabrication (recherche, conception et gestion de produits de placement regroupées dans Paribas Asset Management – PAM –), et de la distribution, organisée mondialement par type de clientèle.

Paribas Asset Management

270 personnes contribuent à la fabrication et à la gestion de la gamme de produits PAM. La politique d'investissement relève de décisions prises par des comités spécialisés par produits et par zones géographiques. Actives sur toutes les grandes places financières (Londres, Paris, Genève, Luxembourg, Francfort, New York, Hong Kong, Singapour, Tokyo), les équipes de PAM conçoivent une gamme de produits évolutive et diversifiée. Elles sont soutenues par des équipes de marketing dédiées.

Parvest est la première Sicav de droit luxembourgeois par le nombre de ses compartiments. Commercialisée dans plus de dix pays, elle constitue une référence sur le marché avec 30 milliards de francs d'actifs gérés. Les compartiments libellés en euro au sein de Parvest anticipent les besoins des investisseurs.

Les équipes de distribution

Paribas dispose d'une force de distribution puissante : les quelque 400 chargés de relation clientèle de la Gestion institutionnelle et privée sont organisés en fonction de leurs interlocuteurs (institutionnels, clientèle privée domestique ou internationale). Ils sont présents sur toutes les grandes places financières. Si l'Europe constitue bien sûr le cœur de cible, Paribas intervient également en Asie/Pacifique

(Singapour, Hong Kong, Taipei, Tokyo et Sydney), au Moyen-Orient (création des bureaux de Dubai et d'Abu Dhabi), aux États-Unis et en Amérique latine. Afin d'optimiser encore sa capacité de distribution et d'accroître les volumes d'actifs sous gestion, Paribas a initié une politique de partenariat. Une cinquantaine d'accords de distribution ont ainsi été conclus avec des institutions financières européennes (France, Italie, Allemagne essentiellement), et avec Merrill Lynch (pour l'ensemble du monde hors États-Unis). Les premiers résultats sont très satisfaisants.

OBJECTIFS 1998

*Miser sur
l'euro pour figurer parmi
les 10 meilleures maisons
de gestion en Europe*



La monnaie unique constitue pour la Gestion institutionnelle et privée une priorité absolue. Paribas entend figurer dans le peloton de tête dans une Europe devenue le deuxième marché financier mondial. Paribas s'est préparée de longue date à cette échéance : elle a été l'une des premières banques à proposer une offre diversifiée de produits de placements européens. Avec Parvest, elle sera à même dès 1999 d'offrir à ses clients une gamme complète de produits en euro : produits de placement spécifiques, tenue de compte et relevés, estimation de portefeuille, rapport de gestion, et ainsi de tirer profit de son avance dans ce domaine.

1997 : poursuite de la croissance

Le volume d'actifs gérés a augmenté de 20 % entre 1996 et 1997 pour s'établir à 290 milliards de francs. Les résultats sont meilleurs encore, avec une progression de 28 % des recettes à 2 315 millions de francs.

La gestion institutionnelle

a dépassé ses objectifs de recettes, en orientant ses actifs sous gestion vers des produits plus rémunérateurs (produits actions et diversifiés). Elle a enregistré des succès notables : en France, la CGR (caisse d'épargne) a signé un mandat pour la gestion de près de 700 millions de francs.

Carrefour a sélectionné Paribas pour la gestion de deux nouveaux FCP (Épargne Dynamique Carrefour et Carrefour Sélection) proposés à sa clientèle dans les stands financiers de ses hypermarchés. Hors de France, un mandat de gestion de 1,8 milliard de francs en obligations italiennes a été signé avec Consap en Italie, un autre d'environ 600 millions de francs avec la Banque centrale des Philippines pour la gestion d'obligations internationales.

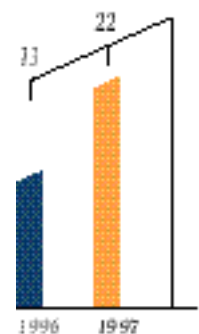
La gestion privée domestique

a été portée par l'orientation accrue des placements vers des produits long terme (OPCVM actions et diversifiés), le développement de la gestion par objectifs et des produits d'assurance. L'activité de Courcoux-Bouvet, société de Bourse de Paribas, a été particulièrement soutenue.

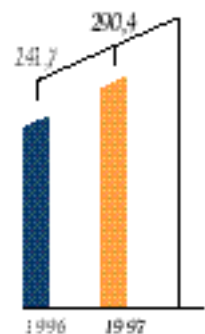
La gestion privée internationale

a connu une forte progression de ses résultats, liée à une importante collecte de capitaux et à l'accroissement du volume de transactions. Ce dernier a bénéficié du développement de l'offre en lignes directes avec des équipes dédiées, organisées au niveau mondial.

COLLECTE
(en milliards de francs)



ENCOURS GÉRÉS
(en milliards de francs)



Étendre

la force de distribution de Courcoux-Bouvet en France

Développer

la distribution externe grâce à de nouveaux partenariats

Accroître

les positions sur les marchés à fort potentiel : Asie, Moyen-Orient, Amérique latine



Assurance vie et prévoyance : CARDIF

Un spécialiste des multi-supports

L'évolution démographique, économique et sociologique des pays d'Europe de l'Ouest, et plus globalement de l'ensemble des pays à haut niveau de vie, fournit une base solide au développement et à la commercialisation des produits d'assurance vie. Filiale spécialisée dans ce métier, Cardif conçoit, gère et commercialise des contrats d'épargne et de prévoyance principalement pour les particuliers, mais également pour les entreprises.

En 1997, l'épargne collectée par Cardif progresse de 24 % (+ 51 % hors de France) et atteint au total 17,2 milliards de francs. Les encours gérés s'élèvent à 95,1 milliards de francs, en hausse de 16 %.

Parmi la gamme très complète des produits offerts par Cardif, on relève :

- pour les particuliers, des produits d'assurance vie sous forme de contrats multi-supports et des formules de retraite.

Pour aider les clients dans leur choix, Cardif a mis au point cette année des profils de gestion grâce auxquels l'assuré peut déterminer le niveau de risque et le type de placements les mieux adaptés à sa personnalité.

Cardif propose aussi des produits de prévoyance couvrant les risques classiques (décès, invalidité, incapacité, hospitalisation). À ce titre, Cardif est l'un des principaux acteurs du marché de l'assurance des emprunteurs.

- pour les entreprises et leur personnel, des contrats couvrant les charges futures de retraite, des plans d'épargne et des régimes de prévoyance collective.

En prévoyance, Cardif propose, entre autres, des contrats permettant à tous les salariés de personnaliser leur couverture décès, arrêt de travail et frais médicaux. Le Groupe est également un expert en matière de fonds de pension.

Un essor hors de France

S'appuyant sur la gamme de Sicav et de fonds communs de placement développée pour ses produits d'assurance et d'épargne, Cardif élargit son activité de gestion pour compte de tiers.

L'accord conclu avec le Crédit du Nord a été renouvelé pour une période de sept ans.

Depuis deux ans, le Groupe a accéléré son développement international. Les accords conclus en 1996 se développent favorablement, notamment en Italie. Déjà présent dans dix pays hors la France (Allemagne, Belgique, Espagne, Royaume-Uni, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, République tchèque), Cardif a étendu ses implantations à six autres pays en 1997 : l'Autriche et le Portugal en Europe, l'Argentine et le Chili en Amérique du Sud, Taiwan en Asie, et l'Afrique du Sud.

OBJECTIFS 1998

*Poursuivre
le développement, notamment
à l'international*



Une seule monnaie, un seul métier pour toute l'Europe avec un seul marché et la transparence des prix : l'introduction de l'euro ne peut que favoriser le développement international de Cortal et Cardif, qui pourront jouer à fond de leur esprit d'innovation et de leur savoir-faire. L'euro s'annonce ainsi comme un nouveau challenge, qui appellera aussi, dans un premier temps, un gros effort pédagogique pour habituer la clientèle particulière à l'euro. Un grand marché unifié devrait favoriser la conclusion de nombreux accords de partenariats en Europe.

Épargne des particuliers : CORTAL

La constitution et le développement d'un patrimoine correspond à un besoin grandissant dans nos sociétés développées. La distribution de produits d'épargne auprès des particuliers est le métier de la filiale spécialisée Cortal qui a opté pour le marketing direct. Aujourd'hui, les produits proposés sont essentiellement des actions et des Sicav.

1997 : l'année de Cortal

Neuf ans après sa création, Cortal confirme ses promesses et sa rentabilité. La démonstration est faite du bien-fondé du choix stratégique initial. Le nombre des clients dépasse 320 000, et le rendement des fonds propres atteint 20 %.

L'année a été particulièrement bonne pour la collecte, avec une progression de 93 % à 11 milliards de francs. Fin 1997, les encours gérés atteignaient 22,8 milliards de francs. Opérant sans guichet, Cortal fait appel à tous les outils de communication : téléphone, Minitel, serveur vocal, fax, ainsi que le micro-ordinateur à travers le service "Cortal Home Line".

L'innovation permanente

Après le Compte Optimal, Cortal a créé un autre produit phare, la "Centrale des Placements". Cette formule originale permet aux clients d'acheter toutes les Sicav existantes en France et d'intervenir directement et rapidement en Bourse.

Poursuivant dans la voie de l'innovation, la "Sicav des Sicav" regroupe depuis 1996 sur un même support une sélection des meilleures Sicav du marché – celles qui ont dégagé au cours des trois dernières années le rendement le plus élevé et le plus régulier dans leur catégorie. Le succès de ce produit a conduit à le décliner avec "Capital Dynamique" et "Palmarès PEA". Autre service en pleine expansion, "Actions Bourse" permet de passer des ordres sur le marché sans délai, à des prix attractifs.

Un déploiement en partenariat

Cortal multiplie les accords de partenariat pour élargir sa clientèle potentielle, soit avec des distributeurs, tel Continent, soit avec des établissements financiers comme American Express Bank. Cette dernière offre depuis cette année à ses clients français un catalogue semblable à la Centrale des Placements : "Réponse Express Placements". Déjà implantée en Belgique et au Luxembourg, Cortal s'est installée en 1997 en Afrique du Sud, en association avec ABSA, l'un des grands groupes bancaires locaux.

Multiplier
les partenariats

Proposer
une offre en euro



SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

UFB Locabail

Arval

Cetelem

Cofica

UCB

Banque Directe

Au sein de Paribas, les services financiers destinés aux particuliers et aux entreprises sont organisés en sociétés distinctes. Chacune assure un métier spécifique.

REVENUS
(en millions de francs)

	1997	97/96
Revenus	9 104	+ 6 %
Résultat avant impôt	2 277	NS
Rentabilité avant impôt	25 %	-
Fonds propres moyens alloués	9 200	-



Appuyées sur une connaissance approfondie de leurs clientèles, le professionnalisme de leurs collaborateurs et le progrès continu des technologies, ces sociétés ont choisi, pour distribuer leurs produits et services, de ne posséder qu'un nombre limité d'agences ou de points de vente et de recourir largement au marketing direct.

Elles ont aussi développé une forte culture de partenariat, dans la tradition de la Compagnie Bancaire, et noué de multiples associations afin d'allier leur savoir-faire à la force commerciale d'entreprises de distribution ou d'institutions

financières. Cette stratégie est devenue un instrument majeur du développement. Elle permet d'accélérer l'accès à de nouveaux marchés, en France et hors de France. L'expansion internationale déborde aujourd'hui l'Europe pour atteindre progressivement l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie.

Les Services Financiers Spécialisés rassemblent les sociétés UFB Locabail, Arval, Cetelem, Cofica, UCB, Banque Directe.

En 1997, ce secteur a généré 27 % des revenus de Paribas. Sa contribution, en hausse de 6 %, s'élève à 9 104 millions de francs. La rentabilité avant impôt atteint 25 %. Toutes les sociétés ont poursuivi leur expansion internationale, grâce à une politique de spécialisation, de qualité du service, d'innovation et de partenariat.



Services financiers aux entreprises

UFB LOCABAIL

Spécialiste du financement des investissements matériels, UFB Locabail propose également des services d'affacturage à une clientèle d'entreprises européennes. En France, ses quelque 80 000 clients appartiennent aux principaux secteurs d'activité de l'économie : commerce, industrie, travaux publics, agriculture, transports, professions libérales. En 1997, UFB Locabail a distribué 13,7 milliards de francs de crédits et le total des encours gérés en fin d'année atteignait 31,1 milliards de francs, avec un taux de risque très bas de 0,3 %.

Du crédit-bail à l'affacturage

La stratégie d'UFB Locabail repose à la fois sur l'enrichissement de la gamme de services offerts, la multiplication des partenariats et le développement hors de France. L'offre d'UFB Locabail comprend des solutions de crédit, de crédit-bail et de location financière. Formule de plus en plus recherchée par les entreprises, la location représente une partie croissante de la production.

Depuis 1984, UFB Locabail prend également en charge les besoins de financement à court terme des entreprises. Avec l'affacturage, elle propose un outil de gestion des comptes clients souple et efficace. Le *floor-plan*, qui applique cette formule aux financements des stocks entre les constructeurs ou les distributeurs et leurs concessionnaires, connaît un vrai succès. En 1997, UFB Locabail a signé de nouveaux accords, notamment avec les constructeurs Daewoo et Suzuki.

Pour commercialiser ses services, UFB Locabail s'appuie à la fois sur son réseau de 60 agences propres, qui travaillent directement avec plus de 10 000 vendeurs de biens d'équipement, et sur les constructeurs, distributeurs, banques, avec lesquels elle a conclu des partenariats. Présente dans cinq pays d'Europe hors de France, UFB Locabail a signé en 1997 un accord de

dimension européenne avec Case, le leader américain des machines agricoles et des matériels de travaux publics, et créé une filiale de financement commune, Case Credit Europe.

ARVAL

La location longue durée de flottes de véhicules d'entreprise est assurée par Arval, filiale d'UFB Locabail. Arval propose à sa clientèle de moyennes et grandes entreprises des formules de gestion de parc souples et évolutives, qui incluent de nombreux services : maintenance, réparations, assurance, assistance, gestion du carburant...

Arval gère déjà un parc de plus de 50 000 véhicules et construit progressivement un réseau européen avec des implantations en Belgique, en Espagne, en Italie et au Luxembourg. Le démarrage d'Arval est particulièrement prometteur en Espagne et en Italie, où Arval s'est vu confier en 1997 la gestion de la flotte de la première société italienne de production d'électricité.



Financement de l'équipement des particuliers

CETELEM

Leader européen du crédit à la consommation, Cetelem finance les besoins des ménages en biens d'équipement, en automobiles et en travaux. Avec ses filiales, la société distribue financements et services par marketing direct, dans ses 102 agences en propre et dans les points de vente de professionnels de la distribution ou du secteur financier. À titre d'exemple, But, Carrefour, Conforama, Darty, les Caisses d'Épargne ou les Banques Populaires figurent parmi ses partenaires.

Les crédits distribués en 1997 ont atteint 62,9 milliards de francs, avec un encours géré de 89,4 milliards.

Produit phare de Cetelem et de ses filiales, la carte Aurore est un vecteur majeur de cette stratégie

de partenariat. Acceptée dans plus de 200 000 points de vente et détenue par plus de 9 millions de particuliers, dont 2,8 millions hors de France, cette carte de crédit renouvelable est à la fois un moyen de paiement, une réserve d'argent et un support multi-service.

Numéro un du crédit à la consommation sur le marché français, Cetelem est également leader en Italie. Déjà présent dans huit pays hors de France (Belgique, Espagne, Italie, Portugal, Hongrie, République tchèque, Maroc et Turquie depuis 1997), Cetelem a signé avec Carrefour un important accord au terme duquel ce partenariat sera étendu à l'ensemble des pays dans lesquels le distributeur est déjà implanté ou envisage de s'installer.

Une marque forte

Qu'il s'agisse de prêts ou de cartes de crédit, les partenaires de Cetelem distribuent ses produits après les avoir adaptés à leurs besoins et, le cas échéant, labellisés. Cetelem leur apporte une connaissance affinée des risques selon les clients ainsi qu'une gestion automatisée et rapide des opérations de crédit grâce à la télématique, l'informatique et même Internet.

COFICA

Filiale spécialisée dans le financement d'achats automobiles de Cetelem, Cofica, met en œuvre une approche identique en nouant des accords avec les constructeurs et les concessionnaires.



Financements immobiliers

UCB

UCB finance l'acquisition ou la rénovation de biens immobiliers dans le secteur libre et concurrentiel, à l'exclusion des prêts aidés par l'État et des prêts d'épargne logement.

En 1997, malgré la morosité du marché, UCB a distribué 13,9 milliards de francs de crédits, pour un encours géré de 94,8 milliards de francs.

Après les provisions passées en 1996, l'année a été marquée par un retour aux bénéfices. Recentrée sur les crédits aux particuliers, la société a poursuivi sa réorganisation et sa politique de réduction des coûts.

Une clientèle de particuliers

Le cœur de cible d'UCB est la clientèle des particuliers. Pour l'atteindre, la société a noué des relations privilégiées avec un réseau national de prescripteurs : agents immobiliers, notaires, conseillers en gestion de patrimoine, réseaux bancaires, etc. Ces partenaires mettent leurs clients en relation avec l'une des 25 agences d'UCB ou l'un de ses

135 agents agréés indépendants, agents d'assurance pour la plupart. Les partenariats avec le Crédit du Nord et le Crédit lyonnais se sont développés, donnant à leurs déposants des conditions privilégiées d'accès aux prêts.

Le succès des taux variables

La grande majorité des crédits accordés par UCB sont des prêts à taux variable. Star'immo permet à l'emprunteur d'imbriquer jusqu'à six prêts différents (prêt à taux zéro, PEL, CEL...) et de moduler ses charges de remboursement.

Depuis 1993, les concours aux promoteurs ont été arrêtés et, plus récemment, les financements immobiliers aux entreprises ont été volontairement limités pour maîtriser les marges et les risques sur un marché atone et fortement concurrentiel. Depuis cette année, comme elle l'avait annoncé, UCB a cessé toute production de crédits immobiliers en Grande-Bretagne. Bien implantée en Espagne et en Italie, elle sert exclusivement une clientèle de particuliers.

Banque directe des particuliers

BANQUE DIRECTE

La création de la Banque Directe en France, en 1994, correspond à une option stratégique : pour Paribas, les services financiers à domicile constituent l'une des formes de la banque du futur. Les quelque 38 000 clients déjà fidèles (+ 25 % en un an) attestent du bien-fondé de ce choix et justifient la poursuite d'un important investissement informatique. Ouverte 24 heures sur 24, six jours sur sept, la Banque Directe offre à ses clients, sans qu'ils aient à se déplacer, tous les modes de communication – téléphone,

Minitel, fax, courrier – pour effectuer leurs opérations bancaires sans délai, en toute sécurité et à des prix compétitifs. La gamme de services offerts est déjà très complète (comptes chèques, produits de crédit et d'épargne...) et va encore s'enrichir.

Le nouveau serveur Internet, récompensé en 1997 par le "Clic d'or" du meilleur site grand public, permet aux clients qui le souhaitent de gérer eux-mêmes leurs comptes en direct sur ce réseau, en toute autonomie et en toute sécurité.



AUTRES ACTIVITÉS

Immobilier locatif

Dans ce domaine, le Groupe s'est spécialisé dans les bureaux et les centres commerciaux. La valeur de son patrimoine atteint aujourd'hui 7 milliards de francs. L'immobilier locatif est structuré depuis 1995 autour de Klécar, actionnaire majoritaire de Klépierre, société foncière cotée au règlement mensuel. Les 11 centres commerciaux dans lesquels le Groupe détient des parts sont réunis au sein de Klécetres.

KLÉCAR gère les investissements immobiliers, bureaux et centres commerciaux qui sont loués à des tiers.

KLÉPIERRE est propriétaire de locaux à usage professionnel, principalement des bureaux et des centres commerciaux, entièrement loués à des entreprises extérieures.

KLÉCENTRES rassemble les onze centres commerciaux dans lesquels Paribas détient des participations.

Des bureaux et des centres commerciaux

SÉGÉCÉ, leader français dans sa spécialité, intervient à toutes les étapes de la gestion des centres commerciaux, de leur conception à l'exploitation et à l'animation. Fin 1997, elle gérait 30 centres, soit près de 500 000 m². Ségécé a récemment emporté plusieurs nouveaux contrats, en particulier l'espace commercial international du futur centre urbain du Val d'Europe, près de Disneyland Paris.

SINVIM exerce une activité de promotion immobilière. Gravement affectée par la crise de l'immobilier, elle n'investit plus depuis 1993 dans de nouveaux projets de promotion à risque, mais achève ses programmes de logements et les commercialise. Elle s'oriente désormais vers la maîtrise d'ouvrage déléguée et la commercialisation de programmes immobiliers pour compte de tiers.



Participations immobilières

OGDI - COGEDIM

Pourcentage de capital détenu :

- 99,99 % par Paribas.

Pourcentage de COGEDIM SA détenu :

- 100 % par OGDI

Résultat net consolidé, part du Groupe : 27,4 millions de francs.

Dégagé du poids des difficultés nées de la crise immobilière, et doté des capitaux propres nécessaires à son redéploiement, le groupe OGDI - COGEDIM a poursuivi la politique engagée au cours de l'exercice précédent.

OGDI

OGDI a poursuivi sa politique active de recherche de locataires pour ses immeubles de bureaux et son activité de promotion à travers les opérations d'aménagement. Détenus dans une optique moyen terme, les bureaux et terrains portés par OGDI représentent au 31 décembre 1997 un volume d'actifs de 1 375 millions

de francs hors taxes (contre 1 458 millions de francs fin 1996).

Le taux d'occupation physique des immeubles achevés au 31 décembre 1997 atteint 98 %. Il était de 89 % au 31 décembre 1996.

L'évaluation par des experts indépendants de l'ensemble du patrimoine achevé a nécessité la constitution de provisions supplémentaires pour un montant total de 46 millions de francs.

Bien que le résultat de COGEDIM ait été positif sur 1997, le résultat consolidé de l'ensemble OGDI-COGEDIM SA est en perte de 27,4 millions de francs.

COGEDIM SA

L'activité de COGEDIM s'exerce désormais dans les secteurs de la promotion de logements, de la prestation de services, tant en bureaux qu'en logements, ainsi que dans la vente de logements tant pour compte propre que pour compte de tiers.

L'exposition au risque de promotion de COGEDIM SA s'élève fin 1997 à 959 millions de francs hors taxes en valeur de vente, contre 828 millions de francs en 1996, augmentation jugée nécessaire compte tenu du volume d'activité de la société.

Au cours de l'exercice, le placement global de COGEDIM s'est établi à 1,9 milliard de francs, correspondant à plus de 1 100 logements, chiffres sensiblement voisins de ceux de 1996 (1,8 milliard de francs et 1 055 logements).

Les ventes au détail ont représenté 1 492 millions de francs, dont 805 sur programmes COGEDIM et 687 pour compte de tiers. L'activité d'agence immobilière s'est élevée à 100 millions de francs et les contrats de maîtrise d'ouvrage déléguée ont porté sur 307 millions de francs.

COMPAGNIE FONCIÈRE

Pourcentage de capital détenu :

- 55% (61,6 % pour le Groupe Paribas).

Résultat net, part du Groupe : 22,4 millions de francs.

La Compagnie Foncière détient un patrimoine locatif constitué de près de 56 000 m² de bureaux, situés pour la plupart dans Paris, ainsi que des participations fortes dans de grands centres commerciaux de la région parisienne pour plus de 20 000 m².

Le Groupe Compagnie Foncière a enregistré une baisse sensible de son résultat annuel qui ne reflète pas le bon niveau d'occupation physique de son patrimoine. Il se situe à 93 % au 31 décembre 1997. Cette baisse de résultat est consécutive à une diminution du produit locatif. Elle trouve principalement sa cause dans la prise d'effet différé d'un bail sur l'un des actifs de la société.

Cette situation temporaire ne modifie en rien les perspectives générales de la société et cessera dès le début de l'année 1998.

Le résultat net consolidé part du Groupe est de 22,4 millions de francs, en forte diminution par rapport à 1996 (41,8 millions de francs).



Participations financières

ERBÉ

Pourcentage de capital détenu :

- 37,3 % par la Banque Paribas.

Erbé, holding belge commune aux groupes Frère-Bourgeois (55 %) et Paribas (45 %), est partie prenante aux accords stratégiques passés entre les groupes Frère et Power visant à assurer le contrôle conjoint du Groupe Pargesa-GBL-Parifinance.

Erbé est l'actionnaire de contrôle du Groupe Fibelpar dont il détient 57 % ; ce dernier détient à son tour près de 50 % en capital de la Compagnie nationale à portefeuille (CNP).

Erbé détient par conséquent – directement ou indirectement – des participations de contrôle ou de contrôle conjoint (Pétrofina, Royale Belge, CLT, Imétal, BBL, Bernheim-Comofi et Orior) ou significatives (Suez-Lyonnaise, Société Générale de Belgique, Cobepa, Elf Aquitaine, Compagnie Générale des Eaux, Paribas, et AXA-UAP) dans des groupes européens importants.

Le portefeuille a connu quatre évolutions principales au cours de l'exercice 1997 : la participa-

tion de 25 % dans le capital de BBL a été cédée, le rapprochement entre CLT et UFA a été finalisé, Electrafina a échangé avec Havas 17,7 % du capital d'Audiofina contre 40 % du capital de CLMM, holding de contrôle de cette dernière, et 5 % supplémentaires du capital de la Compagnie de Suez ont été acquis. Outre sa quote-part dans les actifs de la CNP, Erbé détient également en direct des intérêts dans le secteur viticole (Château Rieussec, Palais du Vin) et indirectement – via Fibelpar – dans Belgian Sky Shops, société exploitant les magasins hors taxes de l'Aéroport de Bruxelles.

Au cours de l'année 1997, ces participations de diversification n'ont pas connu d'évolution majeure.

FINAXA

Pourcentage de capital détenu :

- 23,3 %.

Résultat net consolidé, part du Groupe : 1 252 millions de francs.

Finaxa est la holding de contrôle du groupe AXA. Elle est elle-même contrôlée par les Mutuelles AXA. Le résultat net consolidé de Finaxa intègre pleinement l'offre publique d'échange d'AXA sur l'UAP, qui a été suivie par une fusion dans le courant de l'exercice 1997. De ce fait, la comparaison des exercices 1996 et 1997 n'est pas significative.

Le résultat a été marqué par les éléments suivants :

- l'assurance vie contribue à hauteur de 826 millions de francs au résultat net, part du Groupe,

notamment grâce aux résultats du Royaume-Uni, de la France, de la Belgique et des États-Unis ;

- la contribution de l'assurance dommage s'élève à 496 millions de francs ;
- les activités de réassurance participent à hauteur de 171 millions de francs au résultat net, part du Groupe ;
- les services financiers contribuent à hauteur de 511 millions au résultat net, part du Groupe.

Les capitaux propres consolidés, part du Groupe, s'élèvent à 14,8 milliards de francs au 31 décembre 1997.

Finaxa a procédé, en septembre 1997, à l'émission d'un emprunt convertible 2,75 % 1997 - 2005 pour un montant de 2,9 milliards de francs, destiné à renforcer sa structure financière.

SOMMAIRE

RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	53
COMPTES CONSOLIDÉS	68
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	120
RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL	121
VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE	124

RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1997

1 1997 : UNE ÉTAPE MAJEURE POUR PARIBAS

L'année 1997 a été à plusieurs titres une étape majeure pour Paribas.

L'exercice marque l'achèvement du programme de cessions des activités de banque traditionnelle de réseau :

- mars 1997 : cession du Crédit du Nord,
- août 1997 : cession de Paribas Belgique,
- novembre 1997 : signature du protocole de cession de Paribas Pacifique et Polynésie, qui devrait être finalisée dans le courant du premier semestre 1998,
- décembre 1997 : cession de Paribas Hollande.

Le deuxième fait marquant majeur est le rachat des minoritaires qui étaient présents dans certains des métiers de Paribas :

- fin juin 1997 : annonce des offres publiques d'achat de la Compagnie Bancaire sur Cardif et UFB Locabail ;
- 26 novembre 1997 : annonce de trois offres publiques d'échange de Paribas sur les titres Cetelem, Compagnie Bancaire et sur les CIP de la Banque Paribas. Ces offres publiques se sont déroulées dans le courant du mois de décembre.

À l'issue des OPA de juillet 1997, la Compagnie Bancaire contrôlait Cardif à hauteur de 99,62 % (contre 60,6 % avant les OPA) et UFB Locabail à hauteur de 99,36 %

(contre 72,5 %). Cardif a été absorbée par la Compagnie Bancaire en décembre 1998, son activité ayant été immédiatement apportée à une filiale détenue à 100 % qui a repris le nom de Cardif.

À l'issue des OPE de décembre 1997, la Compagnie Financière de Paribas détient 98,19 % du capital de la Compagnie Bancaire, 99,32 % du capital de Cetelem et 99,94 % du capital de la Banque Paribas.

Avant les OPE, la Compagnie Financière de Paribas détenait 98,9 % de la Banque Paribas et 50,3 % de la Compagnie Bancaire, qui détenait 66,7 % de Cetelem. Cet ensemble d'opérations sera suivi en mai 1998, sous réserve de l'approbation par les assemblées générales compétentes, par l'absorption de la Compagnie Financière de Paribas, de la Compagnie Bancaire, de la Compagnie de Navigation Mixte par la Banque Paribas. Les sociétés de portefeuille qui détenaient des titres d'autocontrôle seront également absorbées afin que celui-ci soit annulé.

Le nouveau groupe ainsi constitué, qui portera le nom de Paribas, sera organisé en trois secteurs d'activités : la Banque d'Affaires, la Gestion d'Actifs et Épargne, les Services Financiers Spécialisés, qui regroupent les quinze unités opérationnelles de Paribas, auxquels il convient d'ajouter le secteur Immobilier (hors immeubles d'exploitation) inclus dans le secteur "Autres" qui comprend en outre les fonctions centrales, le portefeuille financier et les participations de la Compagnie de Navigation Mixte.

L'organigramme fonctionnel du nouveau groupe est le suivant :



L'analyse des résultats de l'exercice 1997 est présentée synthétiquement par rapport à l'ancienne organisation du Groupe, l'activité étant essentiellement commentée dans le contexte du nouveau Paribas.

2 RÉSULTATS CONSOLIDÉS

En 1997, Paribas a réalisé un résultat net part du Groupe de 6 573 millions de francs, en progression de 51 % par rapport à 1996.

Le résultat des activités cédées représente 1 365 millions de francs en 1997 (contre 1 259 millions de francs en 1996) : il s'agit de la quote-part de résultat net de l'exercice jusqu'à la date de cession et des plus-values de cession après impôt sur les sociétés et intérêts minoritaires.

Sur la base du périmètre hors activités cédées, le résultat net part du Groupe est de 5 208 millions de francs,

soit 68 % de progression par rapport à 1996. Il représente une rentabilité sur fonds propres de 13 %.

Ces résultats intègrent deux éléments significatifs :

- un crédit d'impôt de 1 297 millions de francs correspondant à l'utilisation devenue probable de déficits fiscaux reportables, que permet l'extension du groupe d'intégration fiscale aux sociétés du groupe de la Compagnie Bancaire, désormais détenues à plus de 95 %, avec effet au 31 décembre 1997 ;

- une provision générale de 1 900 millions de francs, constituée pour faire face au risque asiatique.

Le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice 1997 s'établit à 110,7 millions d'actions, contre 109,5 millions en 1996.

Le résultat net par action s'établit à 59,4 francs, contre 39,7 francs en 1996. Hors activités cédées, il est de 47,1 francs, contre 28,2 francs en 1996.

CONTRIBUTION DES PÔLES AU RÉSULTAT NET (ANCIENNE STRUCTURE)

Le tableau suivant fait apparaître la contribution des différents pôles au résultat net hors activités cédées, dans l'ancienne structure du Groupe.

en millions de francs	1996	1997	1997/1996
Banque Paribas	802	1 034	+ 29 %
Paribas Affaires Industrielles	3 197	3 504	+ 10 %
Compagnie Bancaire	- 583	667	
Structure centrale	- 325	3	
Résultat net part du Groupe hors activités cédées	3 091	5 208	+ 68 %

L'amélioration du résultat porte sur l'ensemble des pôles.

La contribution de la Banque Paribas progresse de 29 % à 1 034 millions de francs. L'accroissement significatif des recettes issues de la clientèle permet le financement d'une croissance interne et externe significative : mise en œuvre du plan d'investissements à trois ans, qui se traduit entre autres par une augmentation des effectifs de 1 550 personnes, et poursuite de la stratégie d'acquisitions sélectives (Asia Equity).

Paribas Affaires Industrielles confirme la récurrence de ses résultats avec 3 504 millions de francs au titre de 1997, en progression de 10 %.

La contribution de la Compagnie Bancaire, qui représente environ 50 % du résultat net part du Groupe de la Compagnie Bancaire, passe de - 583 millions de francs à 667 millions de francs.

En effet, le résultat net global de la Compagnie Bancaire s'élève à 2 036 millions de francs, contre une perte de 468 millions de francs en 1996, perte qui était due à d'importantes provisions (2 480 millions de francs) passées sur les risques immobiliers. Le résultat net part du groupe de la Compagnie Bancaire est de 1 357 millions de francs en 1997.

Ainsi, la Compagnie Bancaire, avec une rentabilité nette sur fonds propres de 11 %, dépasse son objectif 1997 de 10 %, en dépit de nouvelles mesures fiscales qui accroissent la charge d'impôt de 230 millions de francs.

Dans les différentes contributions au résultat net global de la Compagnie Bancaire, il est important de noter :

- la contribution positive des activités immobilières au résultat (UCB et Sinvim),
- la contribution négative de la Banque Directe (- 158 millions de francs) qui a procédé à d'importants investissements informatiques constatés en charge au cours de l'exercice,
- la poursuite de la croissance de la contribution de Cetelem et Cardif.

LES COMPTES DE PARIBAS DANS LA NOUVELLE STRUCTURE

Les précédents résultats ne prennent en compte que 50 % des résultats de la Compagnie Bancaire, elle-même détenant 67 % de Cetelem, qui sont les pourcentages de détention avant les OPE, car celles-ci n'ont été réalisées qu'en fin d'exercice.

Sur la base du nouveau périmètre, les résultats de la Compagnie Bancaire et du Cetelem seraient pris en compte à 100 % sans aucun intérêt minoritaire, portant ainsi le résultat net hors activités cédées et hors intérêts minoritaires Compagnie Bancaire et Cetelem à 6 532 millions de francs, avant frais financiers liés aux opérations, amortissement de la survaleur et effets de synergie.

Compte tenu de ces éléments, les résultats consolidés hors activités cédées de la structure simplifiée de Paribas se présentent comme suit :

en millions de francs	1996	1997	1997/1996
Revenus des secteurs d'activités (1)	28 310	33 211	+ 17 %
Charges d'exploitation	- 17 654	- 20 617	+ 17 %
Provisions	- 4 763	- 2 013	- 58%
Résultat avant impôt hors Asie et survaleurs	5 893	10 581	+ 80 %
Provision générale Asie	-	- 1 900	-
Amortissement de survaleurs	- 392	- 343	-
Résultat avant impôt	5 501	8 338	+ 52 %
Activation des déficits du groupe fiscal CFP	-	1 297	-
Impôts et divers (1)	- 1 804	- 2 333	+ 29 %
Intérêts minoritaires hors CB et Cetelem	- 538	- 770	-
Résultat avant minoritaires CB et Cetelem	3 159	6 532	-
Intérêts minoritaires CB et Cetelem	- 68	- 1 324	-
Résultat net part mère hors activité cédées	3 091	5 208	+ 68 %

(1) Pour se raccorder au compte de résultat consolidé comptable, il faut tenir compte de deux différences de méthode significatives entre le groupe Compagnie Bancaire et Paribas :

- le traitement des impôts différés : la Compagnie Bancaire ne comptabilise les impôts différés correspondant à la réserve financière sur les opérations de crédit-bail de l'UFB Locabail qu'à hauteur de 50 %, comme le permet la réglementation bancaire française. Paribas les calcule sur la totalité de cette réserve comme le prévoient les normes internationales. Jusqu'à maintenant, ces impôts à payer ne pouvaient être compensés avec les déficits latents – représentant une économie fiscale potentielle de l'ordre de 1 milliard de francs – dont dispose la Compagnie Bancaire du fait des provisions immobilières précédemment constituées par UCB et Sinvim. En effet, UFB Locabail était détenue à moins de 95 % et n'était pas intégrable dans le groupe fiscal de la Compagnie Bancaire. Le succès des OPA sur UFB Locabail et Cardif permet l'intégration fiscale totale. Ceci conduit Paribas à extourner les impôts à payer enregistrés précédemment au titre de la réserve financière de crédit-bail à hauteur du déficit latent. Il en résulte un profit de 1 milliard de francs qui vient s'imputer sur la ligne Impôts du compte de résultat comptable ;
- le traitement des actifs immobiliers du patrimoine locatif : la Compagnie Bancaire a un portefeuille immobilier de 7 milliards de francs de valeur comptable, montant proche de la valeur d'expertise compte tenu de plus et moins-values latentes d'environ 1 milliard de francs qui se compensent. La Compagnie Bancaire a informé la Commission Bancaire de son intention d'engager un processus de restructuration de ses actifs immobiliers hors immeubles d'exploitation. En novembre 1997, le secrétariat de la Commission Bancaire a autorisé la Compagnie Bancaire à se prévaloir des dispositions prévues par les textes bancaires (instruction 86-05) qui permettent d'enregistrer dans les fonds propres l'effet net des réajustements de valeurs d'actifs. La Compagnie Bancaire a donc arrêté ses comptes selon les mêmes méthodes que les précédents exercices. La Compagnie Financière de Paribas, conformément à la méthode appliquée à son propre portefeuille, a valorisé ce portefeuille d'actifs ligne à ligne, ce qui l'amène à comptabiliser une provision totale de 1 milliard de francs, qui vient en déduction du produit global d'exploitation.

Le résultat avant impôt, hors provision générale Asie et amortissements des survaleurs, représente le résultat opérationnel des secteurs du nouveau Paribas.

3 CONTRIBUTION DES SECTEURS AU RÉSULTAT DE PARIBAS

Ce paragraphe détaille la contribution de chacun des secteurs de Paribas au résultat avant impôt, provision générale Asie et amortissements de survaleurs.

3.1 MÉTHODOLOGIE D'ALLOCATION DES FONDS PROPRES

Les fonds propres normatifs alloués à chaque secteur d'activité sont désormais présentés. Les revenus résultant du placement de ces fonds propres sont donc l'une des composantes des revenus des secteurs.

L'allocation des fonds propres est établie sur la base des besoins réglementaires augmentés de marges prudentielles correspondant à l'appréciation interne des risques encourus.

3.2 SYNTHÈSE DES REVENUS ET RÉSULTATS DES SECTEURS

Le tableau suivant est une synthèse des revenus des secteurs d'activité et de leur résultat opérationnel.

en millions de francs	Banque d'Affaires			Gestion d'Actifs et Épargne	Services Financiers Spécialisés	Autres	Total
	Banque d'Affaires hors PAI	PAI	Total				
Revenus (1)	12 488	3 615	16 103	5 268	9 104	2 736	33 211
% / 1996	+ 15 %	+ 25 %	+ 17 %	+ 26 %	+ 6 %	+ 47 %	+ 17 %
Résultat avant impôt (2)	2 853	3 448	6 301	988	2 277	1 016	10 581
% / 1996	- 5 %	+ 26 %	+ 10 %	+ 86 %	n.s.	+ 96 %	+ 80 %
Fonds propres moyens alloués (3) (MMF)	19,7	11,7	31,4	3,3	9,2	11,3	55,2
Rentabilité avant impôt	14 %	30 %	20 %	30 %	25 %	n.s.	19 %

(1) Y compris le placement des fonds propres moyens alloués.

(2) Résultat avant impôt, provision générale Asie et amortissement des survaleurs.

(3) Le chiffre total (55,2 milliards de francs) représente la moyenne des soldes de début, milieu, fin d'année des fonds propres comptables, minoritaires inclus (61 milliards de francs), desquels ont été déduits les fonds propres utilisés pour les activités cédées (5,8 milliards de francs) puisque les résultats sont présentés hors activités cédées.

3.3 ANALYSE DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DES SECTEURS

Les revenus de l'ensemble des secteurs d'activité s'élevaient à 33 211 millions de francs en 1997, soit une progression de 17 % par rapport à 1996.

Le résultat total avant impôt, provision générale Asie et amortissement des survaleurs est de 10 581 millions de francs, soit, rapporté à 55,2 milliards de francs de fonds propres moyens pendant l'exercice, une rentabilité de 19 %.

Les fonds propres sont ainsi alloués :

- pour la Banque d'Affaires hors PAI : en fonction des risques pondérés et de la valeur en risque des activités de marché,
- pour PAI : en fonction de la liquidité et des risques des titres en portefeuille,
- pour le secteur Gestion d'Actifs et Épargne : en fonction des risques pondérés, du montant des frais généraux et des fonds propres réglementaires de l'assurance vie,
- pour le secteur Services Financiers Spécialisés : en fonction des risques pondérés.

La rentabilité des fonds propres de chacun des secteurs est calculée sur la base de cette allocation.

BANQUE D'AFFAIRES HORS PAI

Les revenus

Les revenus de la Banque d'Affaires hors PAI sont en progression de 1 657 millions de francs à 12 488 millions de francs, qui représentent 38 % du total des revenus de Paribas.

Malgré le développement des recettes issues de la clientèle, cette croissance a été affectée par la forte volatilité des marchés financiers en fin d'année.

La croissance des revenus, hors revenus des fonds propres normatifs, se décompose comme suit :

Métier Bancaire :

Les recettes augmentent de 4 051 millions de francs à 4 457 millions de francs (+ 10 %). Les activités spécialisées représentent 65 % du total. Elles sont toutes en croissance, les meilleures performances étant réalisées dans les domaines *merchant banking*, crédits structurés et financement des médias.

Ces activités spécialisées étaient, il y a quelques années, fortement concentrées sur le territoire américain. Désormais, les recettes hors États-Unis représentent près de 47 % des recettes des activités spécialisées.

Titres :

Les recettes du métier enregistrent une forte croissance en 1997 (+ 22 %) pour atteindre 924 millions de francs. Cette croissance est due à l'augmentation de plus de 40 % des actifs sous conservation.

Activités de marché :

Les recettes atteignent 5 990 millions de francs, soit une croissance de 12 % sur 1996. Cette croissance est nuancée selon les produits : les dérivés actions, le marché secondaire obligataire hors emprunts d'État et les activités *d'emerging markets* ont été les plus affectés par la crise des marchés survenue au quatrième trimestre et consécutive aux incertitudes de la situation en Asie.

Les revenus des autres activités ont augmenté de façon sensible, en particulier les produits actions, les produits dérivés de taux et de change, les activités de change, le marché primaire obligataire.

Conseil :

Les recettes de ce métier connaissent une progression de 30 % et atteignent 410 millions de francs.

Les charges

Les charges générales du secteur augmentent de 28 % à 9 435 millions de francs. Si l'on exclut l'effet de change important du fait de la hausse de la livre sterling et l'incidence des rémunérations variables, cette croissance découle de la mise en œuvre du plan d'investissement à trois ans : les effectifs de ce secteur se sont accrus de 1 450 personnes, dont 220 au titre de l'acquisition d'Asia Equity, sans que le secteur ne bénéficie encore pleinement des recettes attachées à ces investissements.

Les provisions

Les provisions bancaires spécifiques diminuent. La dotation nette aux provisions s'établit à 200 millions de francs. Elle représente une charge du risque qui reste maîtrisée à 0,10 % de l'encours.

Ce solde est constitué de 307 millions de francs de dotations sur des dossiers asiatiques spécifiques. En dehors de la zone Asie, aucun sinistre significatif n'a été constaté en 1997.

Par ailleurs, la provision générale Asie s'élève à 1 900 millions de francs.

Elle représente 11 % de l'assiette de risques de Paribas, que nous avons définie comme l'encours de crédit sur les cinq pays considérés comme sensibles (Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Corée, Philippines), n'incluant pas les risques d'État *stricto sensu*, les risques liés au financement des matières premières, la part des crédits export garantis par la Coface et les crédits garantis par du cash.

L'exposition totale de Paribas sur ces pays est ainsi d'environ 16 milliards de francs, auxquels s'ajoutent 1,5 milliard de francs de portefeuille de titres de trading.

La provision globale constituée représente une évaluation prudente de la perte finale éventuelle pour Paribas, compte tenu de la situation actuelle en Asie.

Assiette de risques sur les cinq pays asiatiques sensibles.

en millions de USD	Indonésie	Thaïlande	Malaisie	Corée	Philippines	Total
Encours total	431	383	317	1 518	63	2 712
Corporate	391	342	278	815	63	1 889
Banques	40	41	39	703	0	823
Hors risques sur États, financement de négoce, part garantie Coface et nets des collatéraux cash.						
Portefeuille de titres de trading valorisé "marked to market" au 31.12.1997						258

Le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de l'ensemble des activités de la Banque d'Affaires hors PAI est en léger retrait (- 5 %) à 2 853 millions de francs, soit une rentabilité des fonds propres alloués de 14 %. Il représente 27 % du résultat opérationnel total. Les fonds propres alloués à ces activités sont de 19,7 milliards de francs.

Outre l'augmentation des charges générales, le fléchissement du résultat opérationnel est dû à des conditions défavorables sur les marchés financiers en fin d'année, dont l'impact sur les activités de trading a été estimé à - 800 millions de francs.

BANQUE D'AFFAIRES : PARIBAS AFFAIRES INDUSTRIELLES (PAI)

Les revenus

Les revenus dégagés par PAI au cours de l'exercice s'élèvent à 3 615 millions de francs, contre 2 883 millions de francs en 1996, soit une augmentation de 25 %.

Ils représentent 11 % du total des revenus des activités.

Les plus-values réalisées au cours de l'exercice s'élèvent à 2 654 millions de francs contre 3 105 millions de francs en 1996, les plus significatives ayant été dégagées sur la cession de la participation de PAI dans Poliet (924 millions de francs), Elf Aquitaine (359 millions de francs) et Havas (288 millions de francs).

La contribution de Cobepa représente 916 millions de francs, contre 704 millions de francs en 1996. Cette contribution intègre les opérations de l'exercice sur la holding Gevaert pour 367 millions de francs.

Le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel augmente de 26 % à 3 448 millions de francs, faisant ainsi apparaître une rentabilité des fonds propres alloués de 30 %. Il représente 33 % du résultat opérationnel des secteurs.

Les fonds propres alloués à PAI s'établissent à 11,7 milliards de francs.

L'activité de PAI et son résultat reflètent les principaux faits marquants suivants :

- la récurrence des résultats depuis 1994 est confirmée, mais 1997 s'affiche comme une année exceptionnelle,
- les plus-values latentes part du groupe sont en augmentation de 4,2 milliards de francs, malgré les cessions importantes réalisées en cours d'exercice, et s'établissent à 14,9 milliards de francs,

- la stratégie définie au cours des précédentes années a été activement poursuivie (développement des investissements à l'étranger, ciblage d'entreprises moyennes à fort potentiel de développement, positionnement sur le marché des LBO).

GESTION D'ACTIFS ET ÉPARGNE :

Ce secteur comprend Cardif (assurance vie et prévoyance), Cortal (épargne en direct) et l'activité de Gestion Institutionnelle et Privée de la Banque Paribas.

Les revenus

Les revenus du secteur s'élèvent à 5 268 millions de francs, en progression de 26 % par rapport à l'année 1996. Ils représentent 16 % du total des revenus des secteurs de Paribas.

Cette croissance trouve différentes explications selon les activités.

La collecte de la Gestion Institutionnelle et Privée est en forte croissance (+ 69 %). Au cours de l'exercice, les actifs gérés ont progressé de 22 %. Les revenus de l'activité ont progressé parallèlement de 28 % à 2 315 millions de francs.

Pour Cardif, les revenus progressent de 25 % à 2 513 millions de francs. Cette croissance est le reflet d'une progression de 24 % de la collecte et de 16 % des actifs gérés.

Les recettes de Cortal ont augmenté de 25 % pour atteindre 440 millions de francs. Cortal a en effet atteint 11 milliards de francs de collecte nouvelle, soit une augmentation de 93 % comparé à 1996. Les encours gérés, qui s'élèvent à 22,8 milliards de francs progressent de 15 %.

Les charges

Les charges générales s'établissent à 4 204 millions de francs, soit 18 % de progression par rapport au niveau de 1996.

L'augmentation résulte :

- de la croissance des effectifs de la gestion institutionnelle et privée (+ 100 personnes),
- d'une forte augmentation des commissions d'apporteurs d'affaires Cardif, notamment en Grande-Bretagne,
- de la croissance des effectifs de Cardif dans les implantations internationales (+ 45 %).

Le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de l'ensemble des activités du secteur s'établit à 988 millions de francs, en progression de 86 % par rapport à 1996, soit une rentabilité des fonds propres alloués de 30 %. Il représente 9 % du résultat opérationnel total. Les fonds propres alloués au secteur s'élèvent à 3,3 milliards de francs.

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

Le secteur des Services Financiers Spécialisés regroupe les activités des sociétés Arval, Banque Directe, Cetelem, UCB et UFB Locabail du groupe Compagnie Bancaire.

Les revenus

Les revenus du secteur s'établissent à 9 104 millions de francs, en progression de 6 % par rapport à l'exercice 1996.

Ils représentent 27 % de l'ensemble des revenus des secteurs de Paribas.

Cette croissance des revenus s'appuie sur une croissance de l'activité en volume de production de 8 %. Elle varie significativement selon les métiers exercés au sein du secteur.

UFB Locabail offre aux entreprises une gamme de services financiers (affacturation, crédit-bail...)

Ses revenus s'établissent en 1997 à 1 199 millions de francs contre 1 210 millions de francs en 1996, soit un retrait de 1 %.

Cette diminution est le reflet de la forte pression concurrentielle qui s'exerce sur ces marchés. Elle se traduit particulièrement par la diminution de l'encours moyen des crédits à moyen terme (- 4 %) et le renouvellement de crédits à des conditions de marges inférieures.

L'activité d'Arval est la gestion et la location de flottes de véhicules.

Les revenus ont progressé de 147 millions de francs en 1996 à 194 millions de francs en 1997, principalement sous l'effet de la hausse de l'encours moyen (+ 48 %) et la progression du parc géré de véhicules.

Cetelem, dont le métier est le financement de l'équipement des particuliers, voit ses revenus progresser de 16 % à 5 712 millions de francs en 1997.

Cette croissance reflète la hausse de l'encours moyen des crédits de 12 %, particulièrement remarquable à l'international (+ 41 %), qui s'ajoute aux bonnes performances des sociétés mises en équivalence dans le résultat de Cetelem (Cofinoga, S2P, Facet...).

UCB est spécialisée dans les financements immobiliers aux entreprises et aux particuliers.

En 1997, les revenus d'UCB ont diminué de 12 % pour s'établir à 1 981 millions de francs, essentiellement sous l'effet de la diminution des marges.

Enfin, les revenus de la Banque Directe atteignent 18 millions de francs en 1997. Elle compte 38 000 clients fin 1997, contre 30 000 fin 1996.

Les charges

Les charges générales du secteur des Services Financiers Spécialisés s'élèvent en 1997 à 5 550 millions de francs, soit une progression de 7 % par rapport à 1996.

Elles sont stables ou diminuent dans les sociétés dont l'activité subit un ralentissement (UFB Locabail et UCB).

La croissance des charges de Cetelem est liée à l'expansion internationale de son activité, mais reste globalement inférieure à la hausse des encours moyens.

Seule la Banque Directe, du fait d'investissements informatiques importants constatés sur l'année, voit ses charges augmenter de 80 millions de francs.

Les provisions

Hors provisions exceptionnelles, la charge du risque diminue de 12 % à 1 972 millions de francs, soit 1 % des encours. Les provisions exceptionnelles qui avaient été constituées en 1996 ont été consommées conformément aux prévisions (635 millions de francs en 1997 pour l'UCB).

Le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du secteur s'établit à 2 277 millions de francs en 1997 contre une perte de 901 millions de francs en 1996. Il représente 22 % du résultat opérationnel des secteurs.

La rentabilité nette avant impôt est de 25 %. Les fonds propres alloués au secteur s'élèvent à 9,2 milliards de francs.

Les faits marquants de l'exercice pour le secteur sont : le retour à une contribution positive des activités immobilières de l'UCB, la maîtrise du risque, la poursuite du développement international des sociétés, le développement de partenariats importants (comme l'exclusivité des nouveaux financements Carrefour par Cetelem dans le monde).

COMPOSITION DU SECTEUR "AUTRES"

Les activités regroupées dans ce secteur dégagent un résultat avant impôt de 1 016 millions de francs.

Pour l'essentiel, il s'agit des activités suivantes :

- le portefeuille immobilier, hors immobilier d'exploitation (Sinvim, Klécar, Klépierre), qui retrouve une contribution positive ;
- le portefeuille financier ;
- le portefeuille de la Compagnie de Navigation Mixte (plus-values sur la cession de Allianz Via Holding).

4 ÉVOLUTION DU RISQUE

RISQUES PAYS

Sur les pays autres que les cinq pays d'Asie analysés au paragraphe 3.3, les cessions sur le marché se sont poursuivies en 1997 et ont porté sur un montant de plus de 800 millions de francs en valeur nominale.

Ces cessions, et l'amélioration des risques sur les pays anciennement provisionnés, ont permis de dégager un profit de plus de 300 millions de francs.

Au 31 décembre 1997, le stock résiduel de provisions ou de décote (différence entre le nominal et le prix d'acquisition) s'élevait à 772,3 millions de francs, soit une couverture du risque pays représentant près de 40 % des encours provisionnés.

RISQUES DE MARCHÉ

Les risques de marché résultent de l'incertitude à laquelle sont exposés les résultats futurs en raison des variations de valeur des portefeuilles d'instruments financiers. Ils sont la conséquence des activités de Paribas dans les marchés de taux, change et actions.

Paribas assure la mesure, le suivi et la gestion des risques de marché à deux niveaux : par ses opérateurs, au sein des Métiers, et par une unité de gestion des risques indépendante au sein du Département des Risques, l'entité de Gestion des Risques de Marché et de Liquidité. Celle-ci, outre sa responsabilité de suivi des positions et des limites de trading, assure la mise en place de procédures et d'outils globaux de mesure et de gestion des risques, ainsi que la validation des modèles d'évaluation.

Mesure du risque

L'estimation des pertes potentielles qui pourraient apparaître à la suite de changements défavorables des conditions de marché est un élément crucial de la gestion des risques. Paribas utilise un système interne de valeur en risque pour estimer ces pertes potentielles.

L'unité de mesure utilisée est le montant de la perte probable ou "Gross Earnings at Risk" (GEaR). Cette mesure prend en compte de nombreuses variables qui sont susceptibles d'induire un changement de valeur des portefeuilles, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les prix de différents titres, et leurs volatilités ainsi que les corrélations entre ces variables.

Le système utilise les techniques de simulation les plus récentes et incorpore le traitement de positions non linéaires, ou convexes, ainsi que le risque de volatilité provenant des produits optionnels. Des mouvements quotidiens des différentes variables sont simulés pour estimer les pertes potentielles des activités de marché, dans le cadre d'une hypothèse de conditions normales de ces marchés et de leur liquidité.

Limites

Paribas utilise GEaR comme outil pour estimer les risques de marché de toutes ses activités. Le Comité des Risques, rassemblant les Métiers, le Département des Risques et des représentants du Directoire fixe des limites GEaR pour chaque activité ainsi que pour la combinaison de toutes les activités. Le niveau de risque attribué à chaque activité dépend des objectifs généraux, de l'expérience des gestionnaires d'activités, des exigences liées au service des clients, de la liquidité des marchés et de leur volatilité.

Aux limites de risque GEaR viennent s'ajouter des limites complémentaires, afin de réduire d'autres risques propres à ce type d'activité tels que les risques de concentration, de liquidité, d'événements ou de changements brusques des volatilités et corrélations historiques. Il s'agit, entre autres, de limites nominales, de sensibilité et de concentration.

Le GEaR est produit quotidiennement pour chaque activité et pour toutes les activités globalisées, et est passé en revue par l'équipe de Gestion des Risques de Marché et de Liquidité, en regard des limites correspondantes.

Valeur en risque au sein des activités Taux, changes et dérivés, et Actions

Les valeurs en risque fournies ci-dessous ont été établies sur base du modèle GEaR avec un paramétrage conforme à la méthode du Comité de Bâle d'estimation

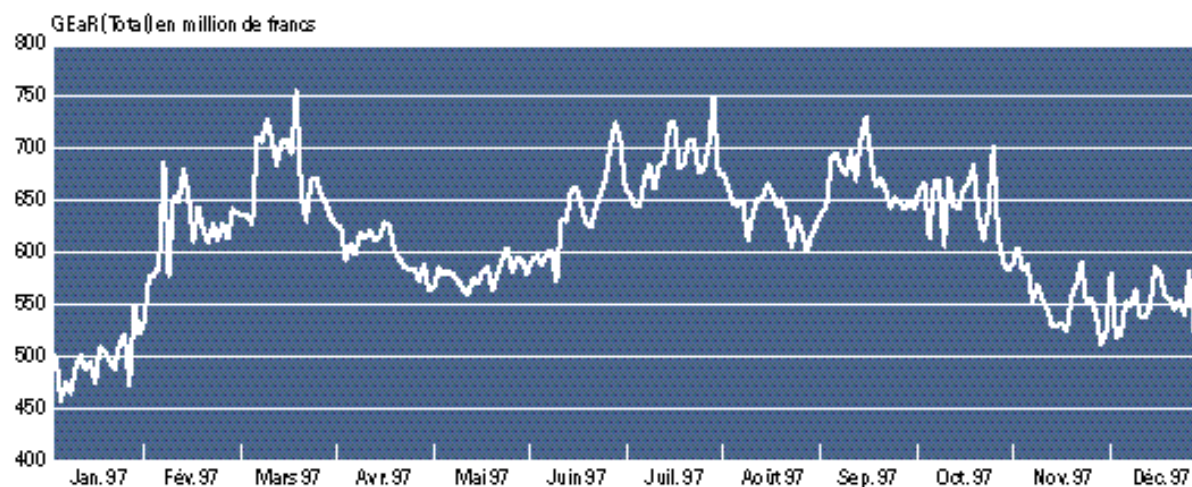
des montants exposés au risque (“Amendement à l’accord sur les fonds propres pour son extension aux risques de marché”) et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- variation du portefeuille sur une période de détention de 10 jours de trading,
- intervalle de confiance de 99 %,

- données historiques considérées sur 260 jours de trading.

Un intervalle de confiance de 99 % signifie que, sur un horizon de 10 jours, les pertes éventuelles devraient être inférieures dans 99 % des cas aux valeurs de GEaR correspondantes.

Valeur en risque (10 jours - 99 %) : évolution au cours de l’année 1997



Valeur en risque (10 jours - 99 %) : ventilation par facteur de risque

en millions de francs	Moyenne	Année 1997 Minimum	Maximum
Risque de taux	206	105	345
Actions	111	57	206
Marchés émergents	275	161	357
Change	18	9	41
Total*	614	*	*

* Le GEaR minimum (maximum) pour chaque facteur de risque a été observé à des moments différents, il n’est donc pas pertinent d’additionner les montants présentés ci-dessus. Les valeurs minimum et maximum pour le total des facteurs de risque étaient de 459 millions de francs et de 755 millions de francs respectivement.

Valeur en risque : (10 jours - 99 %) : ventilation par principaux secteurs d’activité

en millions de francs	Moyenne	Année 1997 Minimum	Maximum
Obligations	378	249	469
Produits dérivés	266	180	376
Change	21	7	44
Actions	113	49	218
Swaps	148	68	274

À titre de comparaison, la Valeur en risque moyenne totale calculée pour le dernier trimestre de l'année 1996 était de 415 millions de francs (avec un minimum de 389 millions de francs et un maximum de 471 millions de francs). L'augmentation sensible du risque au cours de l'année 1997 s'explique par le développement des activités de marché.

Il est important de noter que le modèle GEaR, s'il intègre les compensations entre les activités, ne tient pas compte des corrélations entre quatre grandes catégories de sous-jacents : marchés de taux, de change, d'actions et marchés émergents. Il reste par conséquent très conservateur. Cela est une des raisons pour lesquelles, pas une seule fois au cours de l'année, il ne s'est produit de perte supérieure au GEaR correspondant.

Valeur en risque au sein de la Gestion Actif-Passif

Le Comité de Gestion Actif-Passif et Liquidité, qui rassemble les responsables opérationnels de l'activité et des représentants du Directoire et du Département des Risques, gère et contrôle la sensibilité du bilan de Paribas aux variations des taux d'intérêt et autres paramètres de marché. Il s'assure que le risque de pertes de revenus provenant de mouvements adverses des marchés reste dans des limites jugées acceptables par Paribas.

Pour cela, différentes mesures du risque sont utilisées, selon le type des positions envisagées :

- pour les positions dont la méthode de comptabilisation est la réévaluation au prix de marché, le GEaR (intervalle de confiance de 99 %, période de détention de 10 jours de trading) est utilisé. En 1997, il était en moyenne de 21 millions de francs,
- pour les positions soumises aux règles de provisions comptables et dont les résultats sont comptabilisés en étalement, deux mesures sont effectuées dans le cadre d'un scénario hypothétique d'un mouvement défavorable de 1 % de tous les taux d'intérêt : l'impact comptable de provisions éventuelles à passer et la diminution des revenus de portage. Au cours de l'année 1997, ces deux mesures étaient en moyenne de 56 millions et 525 millions de francs respectivement.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Les risques de liquidité gérés par Paribas sont de deux types. Il y a, d'une part, l'éventuelle incapacité de financer le portefeuille d'actifs à des maturités et à des niveaux de taux appropriés et, d'autre part, le risque de ne pouvoir solder une position rapidement à un prix raisonnable.

En ce qui concerne le premier type de risque, le profil de liquidité est suivi quotidiennement et géré de façon conservatrice de manière à ce que, même dans des conditions défavorables, Paribas ait accès aux fonds nécessaires pour financer ses activités. La composition et l'origine des sources de financement est examinée mensuellement au sein du Comité de Gestion Actif-Passif et Liquidité.

En ce qui concerne le second type de risque, la liquidité des positions d'actifs de trading est continuellement suivie par les opérateurs au sein des Métiers. De plus, l'entité de Gestion des Risques de Marché et de Liquidité passe régulièrement en revue les inventaires des produits illiquides et détermine, le cas échéant, le montant d'ajustements de réévaluation à affecter à ceux-ci pour tenir compte d'un éventuel surcoût de liquidation.

Pour certains produits qu'elle est amenée à commercialiser, Paribas constitue des provisions forfaitaires lors de la transaction. Il s'agit principalement de contrats non standard évalués à l'aide de modèles mathématiques complexes et/ou dont les produits sous-jacents sont relativement illiquides.

RISQUE DE CONTREPARTIE SUR OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En 1997, le département des Risques a poursuivi et renforcé ce qui avait été initié en 1996 au titre du contrôle des risques de contrepartie sur opérations de marché.

L'élément-clé du succès de cette mission a été le développement en interne de l'outil informatique de suivi "CRM" (Credit Risk Management), qui a été conçu pour calculer, dans les cas d'exposition maximum, l'équivalent en risque de contrepartie des positions de marché basé sur des techniques de simulation "Value at Risk".

CRM est aussi devenu l'outil essentiel qui permet à l'Administration du Crédit de :

- centraliser, standardiser et piloter les autorisations de crédit et les utilisations ;
- resserrer les procédures de contrôle ;
- assurer une meilleure coordination avec les différents services de la Banque dans la prise en compte des collatéraux.

La fonction Risque de Crédit pour les opérations de marché dispose maintenant d'un niveau d'effectifs satisfaisant dans toutes les implantations majeures (Londres, Paris, New York, Singapour, Hong Kong, Tokyo), le management de cette équipe se situant à Londres.

Les encours de risque de contrepartie s'élèvent à la fin 1997 à 62 227 millions de francs, avant prise en compte

de collatéraux reçus. Après prise en compte de ces collatéraux, ce montant est de 55 143 millions de francs.

Au 31 décembre 1997, en millions de francs :

Risque de contrepartie de la Banque Paribas par niveau de notation

	Valeur liquidative positive	Collatéral reçu	Valeur liquidative positive nette de collatéral
AAA	7 261	229	7 032
AA	18 555	411	18 144
A	15 145	748	14 397
Non notées	21 266	5 696	15 570
Total risque de contrepartie	62 227	7 084	55 143

Risque de contrepartie de la Banque Paribas par pays d'origine de la contrepartie

	Valeur liquidative positive	Collatéral reçu	Valeur liquidative positive nette de collatéral
Japon	5 699	124	5 575
France	9 569	759	8 810
USA	12 538	3 631	8 907
Europe hors France	27 433	1 481	25 952
Reste du monde	6 988	1 089	5 899
Total risque de contrepartie	62 227	7 084	55 143

Risque de contrepartie de la Banque Paribas par secteur d'activité

	Valeur liquidative positive	Collatéral reçu	Valeur liquidative positive nette de collatéral
Établissements financiers	46 322	6 699	39 623
Sociétés industrielles	6 029	377	5 652
Gouvernements	9 409	0	9 409
Autres	467	8	459
Total risque de contrepartie	62 227	7 084	55 143

Les montants mentionnés représentent les valeurs liquidatives nettes (lorsqu'elles sont positives) des portefeuilles de contrepartie.

5 RATIO DE SOLVABILITÉ

Les éléments ci-après concernent les ratios de solvabilité du Groupe. Ils n'ont pas été soumis à la certification des Commissaires aux Comptes.

Le ratio Cooke total de la Compagnie Financière Paribas s'établit à 8,7 %, stable par rapport à 1996.

Évolution du ratio Cooke

en pourcentage	1996	1997
Ratio Cooke Global	8,7	8,7
Ratio Cooke Tier 1	7,9	8,6
Ratio Cooke Tier 2	0,8	0,1

Le ratio Cooke Tier 1 s'élève à 8,6 % contre 7,9 % en 1996, attestant d'une structure financière renforcée. Le ratio Cooke Tier 2 s'établit à 0,1 % contre 0,8 % en 1996.

Les encours pondérés s'élèvent à 592 milliards de francs, en diminution de 16 % par rapport à 1996, essentiellement due à la cession des activités de détail.

Les fonds propres Tier 1 s'établissent à 51 milliards de francs et les fonds propres Tier 2 se réduisent à 0,6 milliards de francs, soit une diminution de 4,8 milliards de francs entre décembre 1996 et décembre 1997.

Cette diminution s'explique, d'une part, par la baisse des emprunts à hauteur de 0,9 milliard de francs et, d'autre part, par l'augmentation des éléments en déduction à hauteur de 3,9 milliards de francs (titres subordonnés...).

6 VALEUR ESTIMATIVE DES PORTEFEUILLES DE PARTICIPATIONS

Les éléments ci-après concernent l'ensemble des participations du Groupe. Ces éléments n'ont pas été soumis à la certification des Commissaires aux Comptes.

Portefeuille titres (en part mère)

en milliards de francs	Plus-values latentes 31.12.96	Plus-values latente 31.12.97	Valeur estimée au 31.12.97
Paribas Affaires Industrielles	10,7	14,9	39,3
Portefeuille financier et divers	1,9	3,0	18,0
Total	12,6	17,9	57,3

Au total, la valeur estimative globale des portefeuilles de participations s'établit à 57,3 milliards de francs en part mère et comprend 17,9 milliards de francs de plus-values latentes contre 12,6 milliards de francs au 31 décembre 1996.

Le terme "participations du Groupe" désigne les participations au capital des sociétés non consolidées – qu'il s'agisse de titres de participation ou de titres de placement – et au capital des sociétés consolidées par mise en équivalence, détenues par les sociétés du Groupe intégrées globalement.

Les plus-values latentes sur participations hors effet d'impôt comprennent :

- les plus-values latentes sur les titres non consolidés ou les sociétés mises en équivalence cotés, estimés au cours de Bourse ;

- les plus-values latentes résultant d'estimations internes portant sur les titres ou sociétés mises en équivalence non cotés. Ces titres non cotés sont évalués à leur prix de revient lorsqu'il s'agit d'acquisitions récentes. Dans les autres cas, les évaluations sont faites par référence à des valeurs boursières de sociétés du même secteur d'activité ou à des prix retenus lors de transactions récentes.

La valeur estimative du portefeuille de participations de Paribas Affaires Industrielles s'établit, en part mère, à 39,3 milliards de francs en 1997, en hausse de 5,1 % par rapport à 1996. Cette évolution reflète principalement la hausse de 4,2 milliards de francs des plus-values latentes qui s'élèvent à 14,9 milliards de francs au 31 décembre 1997. Les cessions réalisées en 1997 ont été effectuées à des prix supérieurs aux valeurs estimatives de 1996. Malgré le volume important des cessions réalisées en 1997, le stock de plus-values latentes a poursuivi sa progression.

La valeur estimative du portefeuille financier se monte, en part mère, à 18 milliards de francs avec des plus-values latentes en progression à 3 milliards de francs en 1997 contre 1,9 milliard de francs en 1996.

En part globale, la valeur estimative du portefeuille financier se monte à 19,1 milliards de francs, celle de Paribas Affaires Industrielles à 45,80 milliards de francs.

7 DONNÉES BOURSIÈRES

Le dividende net qui sera distribué en 1998 au titre de l'exercice 1997 est de 14 francs par action.

Il est de 21 francs si l'on inclut l'avoir fiscal.

8 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter défavorablement et substantiellement la situation financière, l'activité ou les résultats de l'ensemble formé par la société et ses filiales.

9 ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES

L'année 1997 représente une étape majeure pour Paribas. L'intégration en une structure commune de l'en-

semble de ses métiers est créatrice de valeur, qui se traduira très rapidement par l'amélioration de la qualité de ses résultats.

Cette qualité, c'est-à-dire la récurrence, la régularité, et la croissance de ses résultats, permettra à Paribas d'atteindre plus rapidement son objectif de 15 % de rentabilité nette sur fonds propres récurrente dès l'an 2000.

Certaines actions sont déjà entreprises pour dégager tous les bénéfices de l'intégration des métiers. Il s'agit de :

- tirer parti des synergies commerciales,
- réaliser les économies potentielles de moyens,
- accélérer la croissance en améliorant la gestion des fonds propres.

La mise en œuvre de ces actions ne portera ses pleins bénéfices qu'à partir de 1999.

Les principales participations de Paribas Affaires Industrielles

	Pays	Pourcentage du capital détenu	Société consolidée	Nombre de titres possédés par le Groupe (1)	Résultats (en millions de francs) (2)	Dividende net par action (en francs) (3)
au 31 décembre 1997						
Agro-alimentaire						
Cosmos	Philippines	3,48		60 000 000	ND	-
Doux	France	20,20		11 090	243,7(5)	-
GNA (4)	France	66,75	*	1 692 489	44,98	6,31
LDC	France	5,11		185 475	7,06	7,06
Mestrezat et Domaines (4)	France	86,51	*	2 489 975	20,5	3
Navidul	Espagne	10,50		69 126	50,5	23,87
Sagal (4)	France	100,00	*	4 372 841	318,3	7,5
Société Bretonne de Salaisons	France	36,00		215 998	55,9(5)	-
Seda	Espagne	82,48		1 649 600	ND	NA
Panzalim (Somaref)	France	50,01		2 200 625	ND	NA
Automobile						
Groupe Cartier Industrie	France	22,18		276 357	28(6)	6
D'Ieteren (Cobepa)	Belgique	7,68		425 000	264,6(5)	8,16
MGI Coutier Poullain	France	19,75		528 128	76,8	14,0
Montupet	France	10,60		97 677	65(6)	6,20
Bâtiment et travaux publics						
Financière SAE-Fougerolle (4)	France	49,82	*	3 193 152	235 (6)	-

au 31 décembre 1997	Pays	Pourcentage du capital détenu	Société consolidée	Nombre de titres possédés par le Groupe (1)	Résultats (en millions de francs) (2)	Dividende net par action (en francs) (3)
Matériaux de construction						
Ciments Français (4)	France	23,55	*	8 933 588	615	5
Collins & Aikman	USA	39,20		2 180 000	8,4(6)	-
Concorde	Italie	15,00		12 000 000	24,2 (5)	0,05
Poliet (4)	France	34,52	*	9 192 026	1 158(6)	-
Constructions mécaniques						
BWI Plc	GB	10,05		4 800 000	38(10)	0,52
Fives Lille (4)	France	29,29	*	794 865	37	-
Télécommunications						
Bouygues Télécom	France	3,00		810 000	(1 247)	-
Mobistar (Cobepa)	Belgique	12,93		1 680 800	(703,9)	-
STH (via Santa Helena Inv.)	Pays-Bas	12,70		10 000 000	NA	ND
Tourisme - Restauration - Transport						
Bercy Management	France	6,71		8 299	NS	-
Far Eastern Air Transport	Taiwan	4,75		19 929 042	1,2	0,4
Sogeres	France	40,00		46 000	23,9	84
Emballage						
Bormioli Rocco	Italie	11,90		11 900 000	27,9(5)	-
Jarvis Porter	GB	10,27		4 820 000	92(6)	0,80
La Rochette (4)	France	26,89	*	6 802 910	0,9	-
Nord Est (4)	France	43,04	*	6 060 237	(57,8)	5,5
Distribution						
GIB (Cobepa)	Belgique	19,34		6 538 799	473,5	6,85
President Chain Store	Taiwan	2,54		8 975 908	201	ND
Matériel électrique						
Carbone Lorraine (4)	France	23,80	*	469 752	218	25
Chatam	USA	12,00		120 000	23,4(11)	-
Sait - Radio Holland (Cobepa) (4)	Belgique	64,46	*	1 378 569	16,6 (5)	3,43
Schneider	France	3,16		4 633 854	2 198	5
Pétrole - Mines - Énergie						
Cofathec	France	19,35		924 115	14,4	8
Coparex International (4)	France	95,31	*	1 548 751	50,6	15
Total	France	0,51		1 226 329	7 600	13
Chimie - Pharmacie - Santé						
Alphamed	France	12,37		246 621	63	11,54
CEPA	Espagne	58,20		278 160	16	-
Jouan	France	25,58		61 000	15(5)	-
Cortecs Plc	GB	10,58		15 594 834	111	-

au 31 décembre 1997	Pays	Pourcentage du capital détenu	Société consolidée	Nombre de titres possédés par le Groupe (1)	Résultats (en millions de francs) (2)	Dividende net par action (en francs) (3)
Services						
Atos (ex-Axime)	France	13,09		1 365 194	176	-
Cipe	France	12,91		1 380 069	57,5(5)	2,5
Prokom	Pologne	3,94		500 000	ND	-
Sema Group (4)	GB	18,52	*	21 270 224	422,5	0,7
Sogeparc	France	3,89		274 386	90,3	15,26
TLC (8)	USA	50,00		11 870	5,5	-
Swets et Zeitlinger (Cobepa)	Belgique	15,76		673 800	94,5(5)	11,45
Textile						
Dewavrin	France	6,93		8 257	69(5)	250
Uco Textile (Cobepa) (4)	Belgique	57,77	*	443 444	66,6	39,15
Communication						
Audiofina	Luxembourg	8,77		5 398 494	539,1	3,6
Lark International	Hong Kong	9,88		2 110	4 (5)	-
Infogrames Entertainment	France	4,05		422 530	39,2(9)	-
Sté Rochefortaise Communication	France	13,09		407 276	32(5)	4
UGC SA	France	13,42		5 142 323	173,4(5)	0,24
Assurances						
AGF Assubel Holding (Cobepa)	Belgique	8,61		133 926	350,4(5)	167,69
Financière de l'Erdre	France	18,65		80 093	63(6)	145 (6)
Groupe Josi (Cobepa) (4)	Belgique	23,61	*	21 490	196,1(5)	16,4
Winterthur Europe (Cobepa)	Belgique	4,82		89 458	218,6	18,76
Sociétés de portefeuille						
ACP/CDC	Hong Kong	16,10		1 000	ND	ND
Asphales (Cobepa)	Belgique	6,60		39 850	264,9	122,34
Electrafina (y compris Cobepa)	Belgique	3,10		1 149 648	1 718,4	23,2
Fremont Partners	USA	5,21		8 633 619	NA	ND
Aegon (Cobepa) (4)	Belgique	2,74	*	7 896 388	6 600,8	9,43
Indeck North American Power Partners	USA	21,00		2 000	31,0	20 866
Merone (Groupe GAN)	France	42,97		2 634	72 (5)	-
Pargesa Holding (Cobepa) (4) (a)	Suisse	14,72	*	241 270	1 094,4(5)	242,8
Power Corp, (Cobepa)	Canada	2,06		2 638 996	1 229,1 (5)	2,95

(1) Part des sociétés du Groupe Paribas consolidées par intégration globale.

(2) Résultat net consolidé part du Groupe au titre de 1997 (taux de change moyen de 1997 utilisé pour les sociétés étrangères).

(3) Dividende versé en 1997 sauf indications contraires.

(4) Sociétés consolidées par mise en équivalence.

(5) Au titre de 1996 (taux de change moyen de 1996 utilisé pour les sociétés étrangères).

(6) Estimé au titre de 1997.

(7) Exercice au 30 septembre 1997 - 15 mois.

(8) Exercice au 30 août 1997.

(9) Exercice au 30 juin 1997.

(10) Exercice au 30 juillet 1997.

(11) Résultat avant impôt.

(a) Le Groupe Paribas détient au total 18,6 % du capital de Pargesa Holding.

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

en millions de francs	Notes	1997	1996*	1995*
Intérêts et produits assimilés	4	67 977	69 726	68 991
Intérêts et charges assimilées	5	- 60 657	- 62 295	- 61 615
Commissions nettes	6	5 018	3 607	2 900
Produits nets sur opérations financières et diverses	7	9 933	8 625	7 341
Produits des opérations d'assurance	9	2 486	2 036	1 557
Autres revenus nets		1 433	1 133	927
Cessions d'immeubles et de titres de participation	10	4 487	5 633	1 713
Dotations et reprises de provisions sur titres de participation et immeubles		- 1 241	- 1 525	- 709
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	11	2 775	1 370	- 2 257
Produit global d'exploitation		32 211	28 310	18 848
Charges générales d'exploitation	12	- 19 588	- 16 653	- 14 487
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		- 1 059	- 892	- 713
Amortissement des écarts d'acquisition	13	- 313	- 501	- 1 028
Résultat brut d'exploitation		11 251	10 264	2 620
Excédent des dotations sur les reprises de provisions d'exploitation	14	- 3 913	- 4 763	- 4 198
Résultat courant avant impôt		7 338	5 501	- 1 578
Impôt sur les sociétés	15	- 36	- 1 804	- 1 898
Résultat net global		7 302	3 697	- 3 476
Intérêts minoritaires		- 2 094	- 606	- 1 184
Résultat net part du Groupe hors activités cédées		5 208	3 091	- 4 660
Résultat net d'impôt et de minoritaires sur activités cédées	3	569	707	662
Plus-values de cession nettes d'impôt sur activités cédées	3	847	998	0
Intérêts minoritaires sur plus-values sur activités cédées	3	- 51	- 446	0
Résultat net part du Groupe des activités cédées		1 365	1 259	662
Résultat net part du Groupe		6 573	4 350	- 3 998
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice		110 670 396	109 512 409	117 832 745
Résultat net par action (en francs)		59,39	39,72	- 33,93

* Montants retraités pour tenir compte de l'évolution du périmètre du Groupe (voir note 3).

BILAN

CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE

en millions de francs	Notes	1997	1996*	1995*
ACTIF				
Opérations de trésorerie et interbancaires	16	125 179	140 373	181 114
Opérations avec la clientèle	17	322 068	310 421	282 971
Opérations de crédit-bail	18	32 697	32 860	32 259
Placements des compagnies d'assurance	19	90 162	77 321	58 819
Titres reçus en pension livrée	21	332 618	288 409	169 761
Titres de transaction	22	291 360	286 072	203 023
Titres de placement	23	76 425	65 022	61 826
Titres d'investissement	24	23 386	25 955	37 571
Autres comptes d'opérations sur titres	26	16 318	14 583	19 787
Titres de participation	27	19 631	18 268	15 410
Part dans l'actif net des sociétés mises en équivalence	28	25 417	27 414	28 955
Part dans l'actif net des activités cédées		1 186	6 128	6 491
Immobilisations	29	19 670	20 056	16 631
Ecart d'acquisition	30	8 273	2 352	3 174
Comptes de régularisation et divers	31	83 821	58 388	51 004
Total de l'actif		1 468 211	1 373 622	1 168 796

en millions de francs	Notes	1997	1996*	1995*
PASSIF				
Opérations de trésorerie et interbancaires	32	312 106	329 164	322 773
Opérations avec la clientèle	33	130 013	106 645	105 707
Provisions techniques des compagnies d'assurance	34	87 373	72 090	60 790
Titres donnés en pension livrée	35	360 631	339 801	227 662
Titres de transaction	36	220 223	195 209	113 520
Emprunts obligataires et autres dettes représentées par un titre	37	177 185	175 049	183 575
Autres comptes d'opérations sur titres	38	28 461	19 394	20 264
Comptes de régularisation, provisions et divers	39	79 335	66 667	66 578
Dettes subordonnées	40	11 052	10 198	10 495
Fonds propres consolidés		53 114	54 003	60 246
• Part du Groupe		47 089	35 979	44 164
• Part des minoritaires		6 025	18 024	16 082
Résultat consolidé		8 718	5 402	- 2 814
• Part du Groupe		6 573	4 350	- 3 998
• Part des minoritaires		2 145	1 052	1 184
Total du passif		1 468 211	1 373 622	1 168 796
Engagements hors-bilan	45			

* Montants retraités pour tenir compte de l'évolution du périmètre (voir note 3).

VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

en millions de francs	Fonds propres du Groupe				Total	Part des intérêts minoritaires	Total
	Capital émis	Primes d'émission d'apport ou de fusion	Réserves et bénéfices non distribués	Actions d'auto-contrôle			
Solde au 31 décembre 1994	5 796	25 673	12 750	- 673	43 546	16 965	60 511
Résultat net 1994			1 715		1 715	1 412	3 127
Distribution au titre de 1994*			- 1 367		- 1 367	- 572	- 1 939
Activités cédées					0	- 1 586	- 1 586
Solde au 1 ^{er} janvier 1995	5 796	25 673	13 098	- 673	43 894	16 219**	60 113**
Augmentation de capital de la Compagnie Financière de Paribas :							
• Levée d'options de souscription	1	3			4		4
• Paiement du dividende en actions	214	962		- 23	1 153		1 153
• Dotation réserve légale		- 94	94				
• Achats et ventes d'actions d'autocontrôle			- 2	- 330	- 332		- 332
Prélèvement sur les réserves des provisions à caractère durable et des provisions retraites des sociétés d'assurance (note 1 D)			- 148		- 148	- 72	- 220
Différence de conversion			- 407		- 407	- 134	- 541
Variations de structure						69	69
Solde au 31 décembre 1995	6 011	26 544	12 635	- 1 026	44 164	16 082**	60 246**
Résultat net 1995			- 3 998		- 3 998	1 184	- 2 814
Distribution au titre de 1995*			- 1 278		- 1 278	- 508	- 1 786
Solde au 1 ^{er} janvier 1996	6 011	26 544	7 359	- 1 026	38 888	16 758	55 646
Augmentation de capital de la Compagnie Financière de Paribas :							
• Levée d'options de souscription	9	45			54		54
• Paiement du dividende en actions	188	826		- 126	888		888
• Dotation réserve légale		- 19	19				
• Achats et ventes d'actions d'autocontrôle (1)			7	- 3 737	- 3 730		- 3 730
• Fusion Parelec- Pareli		72	- 72				
Différence de conversion			- 121		- 121	145	24
Variations de structure (2)						1 121	1 121
Solde au 31 décembre 1996	6 208	27 468	7 192	- 4 889	35 979	18 024**	54 003**
Résultat net 1996			4 350		4 350	1 052	5 402
Distribution au titre de 1996*			- 1 425		- 1 425	- 783	- 2 208
Solde au 1 ^{er} janvier 1997	6 208	27 468	10 117	- 4 889	38 904	18 293	57 197
Augmentation de capital de la Compagnie Financière de Paribas :							
• Levée d'options de souscription	54	299			353		353
• Conversion d'obligations en actions	11	96			107		107
• Offre Publique d'Échange sur la Cie Bancaire, le Cetelem et les titres CIP de la Banque Paribas :							
– Augmentation de capital	2 028	14 979			17 007	- 12 544	4 463
– Imputation de la survaleur sur les capitaux propres (3)							
			- 9 833		- 9 833		- 9 833
• Achats et ventes d'actions d'autocontrôle			69	62	131		131
• Fusion Paribas Europe		408	- 408		0		0
Différence de conversion			420		420	16	436
Variations de structure						260	260
Solde au 31 décembre 1997	8 301	43 250	365	- 4 827	47 089	6 025	53 114

* (après élimination des dividendes versés aux actions d'autocontrôle).

** Montants retraités pour tenir compte de l'évolution du périmètre (voir note 3).

(1) Dont 3 590 millions de francs relatifs à l'annulation de 10 513 238 actions de la Compagnie Financière de Paribas détenues par la Compagnie de Navigation Mixte au 1^{er} janvier 1996.

(2) L'augmentation de 1 121 millions de francs des intérêts minoritaires résulte essentiellement de l'entrée dans le périmètre de la Compagnie de Navigation Mixte et de ses filiales bancaires.

(3) En l'absence d'imputation sur les capitaux propres, l'amortissement de cette survaleur aurait été calculé sur 20 ans à partir de 1998.

1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

En raison de la prise de contrôle totale de la Compagnie Bancaire et de ses filiales, Paribas établit désormais, à partir de 1997, ses comptes consolidés en intégrant globalement aussi bien les sociétés bancaires que les sociétés d'assurance afin de donner une représentation complète de l'ensemble des activités du Groupe. L'impact de l'intégration des sociétés d'assurance sur les comptes de 1995 et 1996 est détaillé en note 3.

Cette présentation est dérogatoire aux règles de consolidation spécifiques aux établissements de crédit en matière de périmètre, qui imposent la mise en équivalence des sociétés d'assurance et des sociétés à caractère non financier.

Hormis cette différence de méthode de consolidation, les comptes consolidés de la Compagnie Financière de Paribas, qui a le statut d'établissement de crédit, sont établis conformément aux dispositions du règlement du 27 novembre 1985 modifié par le règlement 91.02 du 16 janvier 1991 du Comité de Réglementation Bancaire, applicable aux comptes consolidés des établissements de crédit. Les particularités de présentation, autres que celles qui découlent de l'intégration des sociétés d'assurance, sont décrites à la note 2 A. Les bilans et comptes de résultats publiés au Bulletin d'Annonces Légales et qui résultent de la stricte application des textes réglementaires sont présentés en note 48.

A) PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif, ou dont la détention est provisoire, sont exclues du champ de consolidation.

a) Sociétés intégrées globalement

Sont intégrées globalement les sociétés bancaires, financières, de portefeuille et d'assurance contrôlées pour au moins 50 % par le Groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire des sociétés déjà intégrées globalement.

b) Sociétés mises en équivalence

Sont mis en équivalence les banques, établissements financiers, sociétés de portefeuille et d'assurance dans lesquels le Groupe détient une participation comprise entre 20 et 50 %, à condition que celle-ci lui assure une influence réelle et durable sur la gestion.

Par ailleurs, conformément aux dispositions du règlement du Comité de Réglementation Bancaire, les sociétés

industrielles ou commerciales et les sociétés de promotion immobilière dans lesquelles le Groupe détient une participation au moins égale à 20 % sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

c) Principales variations de périmètre

Cession de la banque de réseau :

La principale variation de périmètre est la cession, commencée en 1996 et poursuivie en 1997 par le Groupe Paribas, de son activité de banque de réseau :

- le Crédit du Nord et ses filiales, auparavant détenus à 100 % et intégrés globalement, sont mis en équivalence à partir du 1^{er} janvier 1997 au taux de 34 %, jusqu'à leur cession complète, fin septembre 1997,

- le Groupe Paribas Belgique, qui était contrôlé à 77,4 %, est déconsolidé au 30 juin 1997, à la suite de la cession de 57,5 % de cette participation. En complément de cette transaction, la part de Banque Paribas Nederland non détenue par Paribas Belgique est également cédée, son résultat étant par conséquent également appréhendé par intégration globale jusqu'au 30 juin 1997,

- en 1996, Osmanli Bankasi, qui était mise en équivalence, avait été cédée durant le premier semestre.

La Banque Continentale du Luxembourg, auparavant intégrée globalement, avait été cédée au deuxième semestre.

- la Banque Paribas Pacifique et la Banque Paribas Polynésie sont consolidées jusqu'au 31 décembre 1997 ; le protocole de cession a été signé en novembre 1997 et sera réalisé au cours du premier semestre 1998.

Compte tenu de l'importance de cette cession d'une branche d'activité du Groupe, et comme détaillé en note 2 A, les états financiers sont présentés en isolant l'incidence des activités cédées afin de donner une image fidèle de la nouvelle structure du Groupe.

Achat des minoritaires de la Compagnie Bancaire, du Cetelem et de la Banque Paribas :

La Compagnie Financière de Paribas a racheté, par offre publique d'échange close le 24 décembre 1997, les intérêts minoritaires de la Compagnie Bancaire, du Cetelem et de la Banque Paribas, portant leurs pourcentages de contrôle respectifs à 98,2 %, 99,3 % et 99,9 %.

Durant le premier semestre, la Compagnie Financière avait racheté 3,9 % de la Compagnie Bancaire, portant son pourcentage de détention à 50,4 %. Par ailleurs, la Compagnie Bancaire a racheté par offre publique d'achat, au mois de juillet 1997, l'essentiel des minoritaires de Cardif et de l'UFB Locabail.

Autres variations :

Les autres mouvements de périmètre ont été, en 1997, l'achat de Paribas Asia Equity, intégré globalement à partir du 1^{er} juillet, et de Paribas Indonesia à partir du 1^{er} avril, la poursuite de la cession de Poliet par la vente de 17 % des titres, les 34 % restants pouvant être cédés en 1998 et 1999, et la déconsolidation d'Axime, dans lequel Paribas a été fortement dilué du fait de la fusion avec Sligos. L'Union Bancaire du Nord, auparavant consolidée par intégration globale, a été cédée au deuxième semestre.

Enfin, Gevaert, auparavant mise en équivalence au taux de 35,5 %, a fait l'objet d'une scission-absorption par Cobepa, conduisant à une diminution de pourcentage d'intérêt dans Cobepa de 64,3 % à 58,2 %.

En 1996, les principales entrées de sociétés consolidées par intégration globale au 1^{er} janvier 1996 étaient celles de la Compagnie de Navigation Mixte, dont la Compagnie Financière de Paribas a pris le contrôle par l'OPA du 26 février 1996, et de l'Omnium de Gestion et de Développement Immobilier, société qui a repris le parc immobilier locatif de la Cogedim, celle-ci conservant l'activité de promotion immobilière et demeurant consolidée par mise en équivalence.

Les sociétés mises en équivalence avaient enregistré la sortie d'Audiofina, dont 14 % avaient été cédés, le solde de la participation étant déconsolidé, et celle de la Compagnie de Navigation Mixte et de ses filiales bancaires, ses filiales industrielles restant mises en équivalence.

En 1995, il n'y avait pas eu de variation significative du périmètre de consolidation.

B) DATE D'ARRÊTÉ DES COMPTES

Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été arrêtés au 31 décembre.

C) ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de l'acquisition d'une participation, la différence entre la valeur nette comptable des titres de participation dans l'entreprise consolidée, éventuellement majorée des frais d'acquisition de titres, et la part que ces titres représentent dans la situation nette de l'entreprise est, après analyse, répartie entre corrections de valeur des éléments du bilan de l'entreprise consolidée et un écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif sous une rubrique propre et les écarts d'acquisition négatifs sont inclus au passif dans le poste "comptes de régularisation". Ils font l'objet d'un amor-

tissement ou d'une reprise au compte de résultat selon un plan préalablement fixé sur une durée déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut en aucun cas excéder 40 ans.

Il est en général appliqué une durée de 20 ans pour les banques, de 10 ans pour les sociétés spécialisées dans les activités de marché, de 15 ans pour les sociétés industrielles, et de 30 ans pour les sociétés du secteur d'assurance.

Selon l'article D248.3 et la 7^e Directive européenne, l'écart d'acquisition peut être imputé sur les capitaux propres, en cas d'acquisition rémunérée par émission d'action.

Conformément à ces dispositions, les écarts d'acquisition suite aux offres publiques d'échange sur la Compagnie Bancaire et le Cetelem ont été constatés au bilan pour la fraction payée en numéraire. Le solde a été imputé sur les réserves, le paiement ayant été réalisé par création d'actions qui a entraîné une dilution consentie par les anciens actionnaires.

D) RETRAITEMENTS ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Préalablement à la consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après. Notamment, les fonds pour risques bancaires généraux comptabilisés par certaines filiales bancaires sont inclus dans les fonds propres, et, s'il existe des risques identifiés, des provisions spécifiques sont constituées. Les règles spécifiques à certains secteurs industriels en matière d'évaluation ou de principes comptables ne sont pas retraitées au niveau du Groupe Paribas. De même, les règles d'évaluation spécifiques aux activités d'assurance sont maintenues dans les comptes consolidés.

En 1995, les sociétés d'assurance du Groupe Paribas ont constitué par prélèvement sur leurs fonds propres des provisions pour dépréciation à caractère durable de leurs immeubles et de leurs portefeuilles actions et obligations (article RR332-20 du Nouveau Code des assurances) et des provisions pour couvrir les engagements résiduels résultant de la modification du régime chapeau des retraites des sociétés d'assurance. L'impact de ces prélèvements sur les fonds propres du Groupe Paribas a été de 148 millions de francs en part du Groupe sur l'exercice 1995.

Après cumul des bilans et comptes de résultats, les soldes réciproques, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre sociétés du Groupe, sont éliminés.

2 PRINCIPES COMPTABLES

A) PRÉSENTATION DES COMPTES

Comme détaillé en note 1 A c, Paribas a cédé en 1997 la totalité de son activité de banque de réseau. Compte tenu du caractère significatif de cette cession et afin de donner une image du Groupe fidèle à sa nouvelle réalité économique, l'ensemble des états financiers est présenté hors activités cédées.

En application de l'article 11 du Code de commerce, les effets de ce changement de présentation par rapport aux années antérieures sont détaillés dans la note 3 ci-après.

Par ailleurs, afin de mieux refléter les différentes activités du Groupe Paribas, le compte de résultat est présenté avec les soldes intermédiaires suivants :

- le produit global d'exploitation qui, outre les produits et charges d'exploitation bancaire, inclut les produits accessoires, les produits des opérations d'assurance, les résultats de cession et les provisions sur titres de participation et immeubles, ainsi que la quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (hors amortissement des écarts d'acquisition chez les sociétés détentrices),

- le résultat brut d'exploitation obtenu après prise en compte des charges générales d'exploitation et des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts d'acquisition,

- le résultat courant avant impôts obtenu après déduction des dotations nettes de reprises aux provisions d'exploitation,

- le résultat net global obtenu après prise en compte de la charge d'impôt et, lorsqu'il y a lieu, des résultats exceptionnels.

Au bilan, les valeurs mobilières détenues (titres, bons du Trésor et valeurs assimilées) sont classées par type de portefeuille correspondant à la finalité de leur détention, et les titres reçus ou donnés en pension livrée apparaissent comme une catégorie distincte des opérations sur titres.

Depuis 1997, les immeubles en location simple du groupe de la Compagnie Bancaire, auparavant inclus dans les opérations de crédit-bail, figurent dans la rubrique immobilisations. Les montants des années antérieures ont été reclassés.

B) CONVERSION DES COMPTES ET ÉTATS FINANCIERS EN DEVISES

a) Les créances et dettes libellées en devises figurant au bilan sont converties au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les plus ou moins-values non réalisées qui en résultent étant enregistrées dans le compte de résultat.

b) Les bilans des sociétés et succursales étrangères sont convertis en francs français aux cours de fin d'exercice et les comptes de résultats aux cours moyens de l'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont portés directement dans les fonds propres consolidés.

c) Dans le cas de pays à forte inflation, les valeurs immobilisées sont converties au taux historique, et les écarts de conversion sont pris en résultat.

C) IMMOBILISATIONS

a) Marques et parts de marché

Les marques et parts de marché constatées, par affectation d'écarts de première consolidation, chez certains groupes industriels ou dans des sociétés d'assurance font l'objet d'une évaluation annuelle ; lorsque celle-ci est inférieure à celle retenue lors de l'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. Les méthodes spécifiques retenues par chaque groupe industriel en matière d'amortissement de leurs parts de marché ne sont pas retraitées dans le cadre de la consolidation.

b) Autres immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement et les droits au bail sont pris en charge dès le premier exercice, et les logiciels acquis sont amortis sur une période de douze mois à partir de la date de mise en service. Les logiciels développés en interne sont enregistrés en charges, à l'exception de ceux développés dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle activité, pour lesquels les charges sont réparties sur cinq ans.

Les frais d'augmentation de capital des filiales constituent une charge de l'exercice ; ceux de la Compagnie Financière de Paribas sont imputés, nets de l'économie d'impôt correspondante, sur les primes d'émission.

Les primes d'émission et de remboursement des emprunts obligataires ainsi que les frais occasionnés par ces émissions sont immobilisés et amortis de manière linéaire sur la durée des emprunts.

Les fonds de commerce achetés font l'objet d'un amortissement sur une durée n'excédant pas 10 ans.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au prix de revient ou, pour les sociétés françaises, à la valeur retenue lors de la réévaluation légale de 1978. Elles sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire. Les immeubles sont généralement amortis sur 30 ans, les installations, agencements, matériel et mobilier sur 10 ans, le matériel informatique sur 3 ans.

D) OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Les opérations de crédit-bail sont classées avec les crédits à la clientèle. Les revenus de ces opérations sont inclus dans les intérêts et produits assimilés et les amortissements, calculés sur une base financière, inclus dans les intérêts et charges assimilés.

E) PLACEMENTS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Les titres et parts affectés à la couverture des engagements en unité de compte sont présentés à leur valeur de réalisation à la clôture.

Parmi les autres placements, les titres à revenus fixes sont enregistrés selon des règles comparables à celles retenues, en matière bancaire, pour les titres d'investissement.

Les placements qui ne font pas partie des deux catégories ci-dessus sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, diminué des provisions à caractère durable (comme décrit en note 1 D), et, si la valeur de marché globale de l'ensemble de ces placements est inférieure à leur valeur nette comptable, d'une provision pour risque d'exigibilité.

F) TITRES, BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES

La méthode de comptabilisation et d'évaluation des titres, bons du Trésor et valeurs assimilées dépend de l'intention du gestionnaire lors de leur acquisition.

Ils sont classés comme :

- titres de transaction quand l'intention est de les revendre ou les racheter, ou de les placer auprès de la clientèle, après une courte période de détention qui ne peut excéder 6 mois et s'il existe un marché liquide permettant une valorisation objective en fonction des cours cotés ou des taux de marché. Les obligations et les bons détenus au titre de la protection contre les risques de

taux liés aux opérations d'échange de taux ou de devises ou à des contrats d'instruments financiers à terme sont classés dans cette catégorie,

- titres de placement lorsqu'ils ont été acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value avec l'intention de les détenir pour une période de plus de six mois. Cette catégorie comprend les obligations non placées à l'issue des opérations d'émission, les titres de transaction détenus depuis plus de six mois, les parts de SICAV et Fonds Communs de Placement,

- titres d'investissement (seulement titres à revenus fixes) lorsque l'intention est de les détenir de façon durable en principe jusqu'à l'échéance et pour lesquels il existe des ressources de financement de durée au moins équivalente ou une couverture du risque de taux.

Les **titres de transaction** sont entrés en comptabilité à leur prix d'acquisition, y compris les frais d'achat et les éventuels intérêts courus. À la clôture de l'exercice, les titres non vendus ou vendus à découvert sont évalués au prix de marché et le solde global résultant de variations de cours est porté au poste "Soldes des opérations sur titres de transaction", inclus dans les "Produits nets sur opérations financières et diverses". Ce poste comprend également les dividendes encaissés et le solde net des résultats de cession.

Lors de leur acquisition, les **titres de placement** sont enregistrés à leur prix d'acquisition hors frais d'achat ou éventuels coupons courus. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie au compte de résultat sur la durée résiduelle, par application d'une méthode actuarielle pour les obligations à coupons zéro ainsi que pour les titres de créances négociables, et d'une méthode linéaire dans les autres cas.

À la clôture de l'exercice, les moins-values latentes résultant de la comparaison entre valeur de marché et valeur comptable font l'objet de provisions par ensemble homogène de titres de même nature ; les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Pour les titres non cotés, la valeur de marché correspond à la valeur probable de négociation.

Les **titres d'investissement** sont enregistrés à leur prix d'acquisition hors frais d'achat ou éventuels coupons courus. Lorsque la valeur comptable de ces obligations est différente de la valeur de remboursement, l'écart ainsi constaté est amorti *pro rata temporis* sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. À la date d'arrêt, il n'est pas constaté de provision pour couvrir la moins-value éventuelle entre la valeur de marché et la valeur nette comptable, sans préjudice des provisions à constituer s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur de titres.

G) TITRES DONNÉS OU REÇUS EN PENSION LIVRÉE

Les titres reçus en pension livrée sont portés dans un compte d'actif représentatif de la créance sur le cédant. De façon similaire, les titres donnés en pension livrée sont enregistrés dans un compte de passif matérialisant la dette à l'égard du cessionnaire.

Les frais relatifs aux titres donnés et reçus sont rapportés au résultat de l'exercice *pro rata temporis*.

Pour le calcul des résultats, les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables appliqués à la catégorie des portefeuilles-titres dont ils sont issus.

H) TITRES DE PARTICIPATION

Sont considérés comme titres de participation tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Cette rubrique comprend aussi les prêts participatifs et les créances rattachées à des participations. Les titres de participation sont comptabilisés au prix de revient ou, dans les sociétés françaises, à leur valeur retenue lors de la réévaluation légale de 1978. Pour les acquisitions entraînant des frais importants, le prix de revient inclut des frais d'acquisition. À la clôture de l'exercice, afin de déterminer les dépréciations éventuelles à constater, il est procédé à une évaluation de ces titres soit sur la base de l'actif net de la société corrigé des plus ou moins-values latentes et de sa capacité bénéficiaire, soit sur la base de leur valeur boursière. Les titres de participation sont comptabilisés en fin d'exercice au plus bas du prix de revient ou de cette évaluation.

I) PROVISIONS TECHNIQUES DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Les provisions techniques de l'assurance vie sont constituées de provisions mathématiques (différence entre la valeur actuelle des engagements pris respectivement par l'assureur et l'assuré). En assurance non vie, des provisions de primes (fraction des primes émises correspondant aux exercices suivants) et pour sinistres à payer, incluant les frais de gestion, sont constituées.

J) PROVISIONS D'EXPLOITATION

Des provisions affectées sont constituées pour couvrir les pertes probables pouvant résulter soit du non-recouvrement total ou partiel de créances douteuses, soit de la mise en jeu d'engagements hors-bilan. Elles sont évaluées en fonction des risques réels connus lors de l'arrêté des comptes. Sont également constituées des

provisions pour risques pays, qui s'appliquent à l'ensemble des risques situés dans les pays ayant obtenu ou sollicité un rééchelonnement de leur dette ou ayant interrompu tout paiement au titre de leur endettement. Ces risques comprennent à la fois les encours de crédit, les titres et les garanties données. Les provisions affectées à des créances douteuses sont classées en déduction des postes d'actif. Les provisions pour engagements hors-bilan et pour risques pays sont classées au passif ainsi que celles qui couvrent des risques déterminés en fonction des perspectives d'évolution de certains secteurs économiques et qui ne sont pas nécessairement affectées à des créances individualisées.

K) PROVISIONS ASSIMILÉES À DES RÉSERVES

Sont assimilées à des réserves, les provisions qui ne couvrent aucun risque latent d'exploitation et peuvent avoir été constituées pour satisfaire des dispositions réglementaires ou fiscales. Ces provisions, nettes de l'effet fiscal, sont incorporées à la situation nette. Les mouvements de l'exercice ne sont pas considérés comme des dotations ou des reprises au compte de résultat mais comme des affectations du résultat.

L) ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE ET ACTIONS PROPRES

Les actions de la Compagnie Financière de Paribas détenues de façon durable par elle-même ou par des sociétés contrôlées sont qualifiées d'autocontrôle et sont déduites des fonds propres consolidés pour la totalité du prix de revient figurant dans les comptes des détentrices. Les dividendes reçus au titre de ces actions sont déduits, également pour leur totalité, et du compte du résultat consolidé et du montant distribué par la société-mère. Parallèlement, le nombre de titres concernés est déduit du nombre de titres émis par la Compagnie Financière de Paribas afin de déterminer le nombre de titres en circulation. En cas de cession, les plus ou moins-values, nettes d'impôt, sont créditées ou débitées aux réserves consolidées.

M) RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen d'actions est déterminé en considérant que les actions nouvelles sont créées à la date de la mise à disposition des fonds pour des augmentations de capital contre espèces et à la date de valeur de l'opération pour les fusions ou les apports. Les actions créées à l'occasion

du réinvestissement du dividende sont réputées émises au 1^{er} janvier. En cas d'attribution gratuite d'actions, le résultat par action des années précédentes est retraité en tenant compte du coefficient d'attribution et présenté à côté des chiffres antérieurement publiés. Les actions propres et les actions d'autocontrôle sont annulées à la date de l'achat par la Compagnie Financière de Paribas ou ses filiales.

N) PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION

a) Opérations de trésorerie ou interbancaires et avec la clientèle

Les intérêts et agios sont comptabilisés au compte de résultat *prorata temporis*. Les intérêts sur créances douteuses sont compris dans les produits d'intérêts et les dotations correspondantes aux comptes de provisions sont inscrits dans l'excédent des dotations sur les reprises de provisions d'exploitation. Les commissions sont en revanche enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de certaines commissions liées aux crédits à moyen et long terme à l'exportation et à l'es-compte de papier commercial, assimilées à des intérêts. Les commissions de garantie sur émissions d'emprunts obligataires sur le marché français ou international sont enregistrées au compte de résultat dès la clôture de l'émission.

b) Obligations et autres titres à revenu fixe

Les revenus sur obligations sont comptabilisés sur la base des intérêts courus correspondant à la durée de détention effective de ces obligations au cours de l'exercice.

c) Revenus des titres de participation et autres titres à revenu variable

Les revenus d'actions comprennent les dividendes et les acomptes sur dividendes encaissés ou mis en paiement avant la date d'arrêt ainsi que les retenues à la source afin que les produits comptabilisés correspondent aux coupons déclarés. Dans le cas des sociétés françaises, est également inclus l'avoir fiscal attaché aux dividendes qui suivent le régime ordinaire.

d) Produits des opérations d'assurance

Ils correspondent aux primes diminuées des prestations, frais généraux de règlement de sinistre, dotations techniques et participation des assurés aux résultats.

e) Autres revenus nets

Ce poste comprend les revenus nets sur les immeubles en location, c'est-à-dire loyers moins charges d'amortissement.

O) RÉSULTATS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE

Les opérations de change au comptant sont évaluées au cours du comptant de la fin de l'exercice. Les opérations de change à terme sont évaluées :

- pour les opérations couvertes, au cours du comptant de la fin de l'exercice avec, à la conclusion du contrat, un enregistrement de reports ou déports amortis *prorata temporis* dans les résultats,
- pour les autres opérations, au cours du terme restant à courir en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les gains et pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont enregistrés au compte de résultat.

P) RÉSULTATS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

Les banques du Groupe, et principalement la Banque Paribas, interviennent sur l'ensemble des marchés d'instruments financiers à terme ; ces interventions peuvent être classées selon les deux catégories suivantes :

- celles dites "activité de transaction", dont l'objectif est d'arbitrer des cours acheteur/vendeur vis-à-vis de la clientèle ou des contreparties de marché, ce qui implique une rotation rapide des opérations et un volume limité des positions résiduelles,
- celles, dites de "gestion de trésorerie", effectuées dans le cadre de la gestion et de la couverture des positions de taux et de change liées aux actifs, passifs et engagements hors-bilan du Groupe.

La détermination des résultats sur les instruments financiers à terme est fonction de la nature des interventions et de la nature des marchés. Ces instruments se négocient sur des marchés organisés ou assimilés et sur des marchés de gré à gré. Sur les marchés organisés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes, ou lorsque les cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

Pour l'**activité de transaction**, il est procédé à la réévaluation au prix de marché des opérations conclues "ferme" (tels les accords futurs de taux) et des opérations

conditionnelles (tels les accords de taux plafond ou plancher), négociées en francs et en devises. Les variations de valeur sont enregistrées dans le compte de résultat. Dans le cas des opérations de gré à gré, la valeur de marché tient compte d'une réfaction au titre des risques de contrepartie et de liquidité afférents à ces opérations ainsi que des charges futures liées à la gestion de ces contrats.

La **gestion de trésorerie** est généralement exercée au travers d'instruments de gré à gré dont les produits et les charges sont enregistrés *prorata temporis* au compte de résultat ; lorsque sont utilisés des instruments sur marché organisé, le résultat de la période correspond à la variation de la valeur de marché ; dans le cas d'instruments affectés à des opérations de couverture, la règle de prise en compte des résultats est symétrique à celle de l'élément couvert.

Tous les produits et charges dérivés de ces opérations figurent en compte de résultat pour leur montant net dans les "Produits nets sur opérations financières et diverses" sur la ligne "Solde des opérations sur instruments financiers à terme", à l'exception de ceux sur opérations de couverture affectée contractées dans le cadre de la gestion de trésorerie, qui sont inscrits dans les "Intérêts et produits ou charges assimilés relatifs aux éléments couverts".

Q) CHARGE D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôts pouvant être utilisés en règlement de l'impôt, ceux-ci étant par ailleurs comptabilisés sous la même rubrique que le produit auquel ils se rattachent,

- l'impôt différé résultant aussi bien des déficits reportables que des décalages temporaires d'imposition existant dans les comptes sociaux ou dus à des ajustements de consolidation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable sur la totalité des décalages temporaires et notamment sur les réserves financières. L'option autorisée par la Commission Bancaire depuis 1989, permettant un calcul partiel, n'est pas utilisée. Les actifs d'impôt différé ne sont constatés que si leur probabilité de réalisation est jugée élevée.

Au 31 décembre 1997, les montants d'impôts différés dans les sociétés françaises ont été déterminés en appliquant la contribution de 10 % sur l'impôt sur les sociétés instaurée par la loi de finance rectificative pour 1995 ainsi que la majoration temporaire instituée par la loi du 10 novembre 1997, au taux de 15 %, sur la totalité des impositions différées car il est considéré que l'essentiel

des reversements interviendra dans un horizon de 2 années en moyenne. En 1996, il avait également été tenu compte de la contribution de 10 % instaurée par la loi de finance rectificative pour 1995.

L'impôt afférent aux plus-values sur activités cédées correspond à la charge applicable à ce type d'opérations, diminuée de l'économie liée à l'utilisation de reports fiscaux déficitaires pour la part que représentent ces plus-values dans le total des plus-values et provisions sur titres réalisées par le groupe fiscal concerné.

La Compagnie Financière de Paribas a opté, à partir du 1^{er} janvier 1994, pour le régime de fiscalité de Groupe pour certaines de ses filiales françaises contrôlées directement ou indirectement à 95 % au moins.

R) ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE

a) Régimes de retraite

En France, et dans la plupart des pays où les sociétés du Groupe exercent leur activité, les engagements au titre des régimes de retraite obligatoires sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions. À la suite des accords signés en 1993 entre les banques françaises et les caisses ARRCO-AGIRC du régime général de retraite, les sociétés du groupe Compagnie Bancaire restent engagées pour des montants résiduels vis-à-vis des retraités actuels et, pour leur période d'activité dans le Groupe avant le 31 décembre 1993, vis-à-vis des agents en activité. Ces engagements sont entièrement provisionnés selon la méthode actuarielle décrite au paragraphe suivant.

Dans diverses sociétés du Groupe, le personnel bénéficie de plans de retraite supplémentaires à prestations définies, de régimes de prévoyance, ainsi que des indemnités de départ et autres avantages liés à l'ancienneté. Les engagements non couverts par des contrats d'assurances sont provisionnés en prenant en compte les probabilités de mortalité et de maintien dans le Groupe jusqu'à l'âge de départ à la retraite, un taux d'actualisation de 6 % et une érosion monétaire de 3 %. Les écarts d'évaluation dus à la modification des hypothèses actuarielles sont étalés sur une période de 15 ans.

b) Autres engagements

Les charges liées aux plans de cessations anticipées d'activité ou de restructuration sont provisionnées l'année au cours de laquelle ces mesures sont décidées.

3 EFFET DE L'EXCLUSION DES ACTIVITÉS CÉDÉES ET DE L'INTÉGRATION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

En 1995 et 1996, les colonnes activités cédées correspondent aux comptes d'actifs et de passifs et comptes de résultat du Crédit du Nord et de ses filiales, de la Banque Paribas Belgique et de ses filiales, de la Banque Paribas Nederland, de la Banque Paribas Pacifique, de la Banque Paribas Polynésie, de la Banque Continentale du Luxembourg et de Osmanli Bankasi. La Banque Continentale du Luxembourg et Osmanli Bankasi ont été cédées en 1996.

Sur l'exercice 1997, les résultats des activités cédées correspondent à six mois d'opérations pour la Banque Paribas Belgique et pour la Banque Paribas Nederland, et à douze mois d'opérations pour les banques Paribas Pacifique et Paribas Polynésie.

Les plus-values de cession portent sur les cessions totales du Crédit du Nord, de Paribas Nederland et sur la cession de 57,5 % de Paribas Belgique sur les 77,4 % détenus.

RAPPROCHEMENT ENTRE MONTANTS PUBLIÉS ET MONTANTS RETRAITÉS DES ANNÉES 1995 ET 1996

en millions de francs	31.12.1996				31.12.1995			
	Montants publiés	Intégration des sociétés d'assurance	Activités cédées	Montants retraités	Montants publiés	Intégration des sociétés d'assurance	Activités cédées	Montants retraités
ACTIF								
Opérations de trésorerie et interbancaires	169 650	491	- 29 768	140 373	224 436	- 312	- 43 010	181 114
Opérations avec la clientèle	408 761	- 1	- 98 339	310 421	376 140	0	- 93 169	282 971
Opérations de crédit-bail	35 257 *	0	- 2 397	32 860	34 450 *	0	- 2 191	32 259
Placements des compagnies d'assurance	0	77 321	0	77 321	0	58 819	0	58 819
Titres reçus en pension livrée et titres de transaction	582 832	- 99	- 8 252	574 481	370 938	0	1 846	372 784
Titres de placement	123 243	- 183	- 58 038	65 022	119 168	- 129	- 57 213	61 826
Titres d'investissement	43 831	0	- 17 876	25 955	55 778	0	- 18 207	37 571
Autres comptes d'opérations sur titres	16 741	0	- 2 158	14 583	22 404	0	- 2 617	19 787
Titres de participation	18 633	0	- 365	18 268	15 876	0	- 466	15 410
Part dans l'actif net des sociétés mises en équivalence	29 353	- 1 812	- 127	27 414	30 775	- 1 378	- 442	28 955
Part dans l'actif net des activités cédées	0	0	6 128	6 128	0	0	6 491	6 491
Immobilisations	21 715 *	68	- 1 727	20 056	18 411 *	11	- 1 791	16 631
Écarts d'acquisition	2 656	0	- 304	2 352	3 355	0	- 181	3 174
Comptes de régularisation et divers	69 828	1 134	- 12 574	58 388	62 115	784	- 11 895	51 004
Total de l'actif	1 522 500	76 919	- 225 797	1 373 622	1 333 846	57 795	- 222 845	1 168 796
PASSIF								
Opérations de trésorerie et interbancaires	386 958	372	- 58 166	329 164	390 583	25	- 67 835	322 773
Opérations avec la clientèle	218 374	- 2 406	- 109 323	106 645	213 572	- 2 615	- 105 250	105 707
Provisions techniques des compagnies d'assurance	0	72 090	0	72 090	0	60 790	0	60 790
Titres donnés en pension livrée et titres de transaction	534 090	9 947	- 9 027	535 010	335 085	2 225	3 872	341 182
Emprunts obligataires et autres dettes représentées par un titre	198 395	- 4 167	- 19 179	175 049	211 787	- 3 518	- 24 694	183 575
Autres comptes d'opérations sur titres, de régularisation, provisions et divers	109 550	1 043	- 24 532	86 061	109 721	876	- 23 755	86 842
Dettes subordonnées	13 986	20	- 3 808	10 198	13 866	0	- 3 371	10 495
Fonds propres consolidés	55 545	20	- 1 562	54 003	61 781	12	- 1 547	60 246
• Part du Groupe	35 979	0	0	35 979	44 164	0	0	44 164
• Part des minoritaires	19 566	20	- 1 562	18 024	17 617	12	- 1 547	16 082
Résultat consolidé	5 602	0	- 200	5 402	- 2 549	0	- 265	- 2 814
• Part du Groupe	4 350	0	0	4 350	- 3 998	0	0	- 3 998
• Part des minoritaires	1 252	0	- 200	1 052	1 449	0	- 265	1 184
Total du passif	1 522 500	76 919	- 225 797	1 373 622	1 333 846	57 795	- 222 845	1 168 796

en millions de francs	31.12.1996				31.12.1995			
	Montants publiés	Intégration des sociétés d'assurance	Activités cédées	Montants retraités	Montants publiés	Intégration des sociétés d'assurance	Activités cédées	Montants retraités
COMPTE DE RÉSULTAT								
Intérêts et produits assimilés	84 332 *	- 18	- 14 588	69 726	85 503 *	- 17	- 16 495	68 991
Intérêts et charges assimilées	- 72 014 *	304	9 415	- 62 295	- 73 389 *	357	11 417	- 61 615
Commissions nettes	5 928	- 35	- 2 286	3 607	4 931	- 20	- 2 011	2 900
Produit nets sur opérations financières et diverses	10 131	- 1 072	- 434	8 625	8 751	- 809	- 601	7 341
Produits des opérations d'assurance	0	2 036	0	2 036	0	1 557	0	1 557
Autres revenus nets	1 236 *	49	- 152	1 133	1 041 *	33	- 147	927
Cessions d'immeubles et de titres de participation	6 661	0	- 1 028	5 633	1 717	0	- 4	1 713
Dotations et reprises de provisions sur titres de participation et immeubles	- 1 525	0	0	- 1 525	- 726	0	17	- 709
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	1 693	- 264	- 59	1 370	- 1 932	- 229	- 96	- 2 257
Produit global d'exploitation	36 442	1 000	- 9 132	28 310	25 896	872	- 7 920	18 848
Charges générales d'exploitation	- 21 504	- 857	5 708	- 16 653	- 19 217	- 735	5 465	- 14 487
Amortissement des écarts d'acquisition et des immobilisations	- 1 719	- 8	334	- 1 393	- 2 096	- 4	359	- 1 741
Résultat brut d'exploitation	13 219	135	- 3 090	10 264	4 583	133	- 2 096	2 620
Excédent des dotations sur les reprises de provisions d'exploitation	- 5 581	- 7	825	- 4 763	- 4 981	- 24	807	- 4 198
Résultat courant avant impôt	7 638	128	- 2 265	5 501	- 398	109	- 1 289	- 1 578
Impôt sur les sociétés	- 2 036	- 128	360	- 1 804	- 2 151	- 109	362	- 1 898
Résultat net global	5 602	0	- 1 905	3 697	- 2 549	0	- 927	- 3 476
Intérêts minoritaires	- 1 252	0	646	- 606	- 1 449	0	265	- 1 184
Résultat net part du Groupe hors activités cédées	4 350	0	- 1 259	3 091	- 3 998	0	- 662	- 4 660
Résultat net d'impôt et de minoritaires sur activités cédées	0	0	707	707	0	0	662	662
Plus-values de cession nettes d'impôt sur activités cédées	0	0	998	998	0	0	0	0
Intérêts minoritaires sur plus-values sur activités cédées	0	0	- 446	- 446	0	0	0	0
Résultat net part du Groupe des activités cédées	0	0	1 259	1 259	0	0	662	662
Résultat net part du Groupe	4 350	0	0	4 350	- 3 998	0	0	- 3 998

* Après reclassement des revenus et charges sur immeubles en location simple du groupe Compagnie Bancaire en "Autres revenus nets".

Analyse des activités cédées sur le compte de résultat de l'exercice 1997 :

	Total y compris activités cédées	Activités cédées	Total hors activités cédées
Intérêts et produits assimilés	71 493	- 3 516	67 977
Intérêts et charges assimilées	- 63 043	2 386	- 60 657
Commissions nettes	5 187	- 169	5 018
Produits nets sur opérations financières et diverses	9 919	14	9 933
Produits des opérations d'assurance	2 486	0	2 486
Autres revenus nets	1 455	- 22	1 433
Cessions d'immeubles et de titres de participation	5 711	- 1 224	4 487
Dotations et reprises de provisions sur titres de participation et immeubles	- 1 246	5	- 1 241
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	3 010	- 235	2 775
Produit global d'exploitation	34 972	- 2 761	32 211
Charges générales d'exploitation	- 20 186	598	- 19 588
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	- 1 094	35	- 1 059
Amortissement des écarts d'acquisition	- 314	1	- 313
Résultat brut d'exploitation	13 378	- 2 127	11 251
Excédent des dotations sur les reprises de provisions d'exploitation	- 3 952	39	- 3 913
Résultat courant avant impôt	9 426	- 2 088	7 338
Impôt sur les sociétés	- 594	558	- 36
Résultat net global	8 832	- 1 530	7 302
Intérêts minoritaires	- 2 259	165	- 2 094
Résultat hors activités cédées	6 573	- 1 365	5 208
Résultat net d'impôt et de minoritaires sur activités cédées	0	569	569
Plus-values de cession nettes d'impôt sur activités cédées	0	847	847
Intérêts minoritaires sur plus-values sur activités cédées	0	- 51	- 51
Résultat net part du Groupe des activités cédées	0	1 365	1 365
Résultat net part du Groupe	6 573	0	6 573

L'impact des activités cédées sur les postes du bilan n'est pas significatif au 31 décembre 1997.

4 INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

en millions de francs	Note	1997	1996	1995
Opérations avec les établissements de crédit		20 731	19 887	19 879
Opérations avec la clientèle		26 471	26 379	28 029
Obligations et autres titres à revenu fixe		6 241	8 317	6 564
Revenu des titres à revenu variable :		999	1 002	812
• Titres de placement		232	157	245
• Participations et autres titres de l'activité de portefeuille		767	845	567
Opérations de crédit-bail et assimilées		13 532	14 051	13 546
Autres intérêts et produits assimilés		3	90	161
Total	43 b	67 977	69 726	68 991

5 INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

en millions de francs	1997	1996	1995
Opérations avec les établissements de crédit	- 29 818	- 31 055	-28 221
Opérations avec la clientèle	- 6 280	- 5 232	- 6 687
Obligations et autres titres à revenu fixe	- 13 171	- 14 414	- 15 967
Dettes subordonnées	- 605	- 633	- 684
Opérations de crédit-bail et assimilées	- 10 772	- 10 952	- 10 056
Autres intérêts et charges assimilées	- 11	- 9	-
Total	- 60 657	- 62 295	- 61 615

6 COMMISSIONS

en millions de francs	Note	1997	1996	1995
Commissions (produits)				
Opérations avec les établissements de crédit		0	19	13
Opérations avec la clientèle		2 116	1 933	1 757
Opérations sur titres		1 206	724	788
Opération de change		28	30	26
Engagements sur titres		866	390	337
Opérations sur instruments financiers à terme		101	107	148
Prestations de service pour compte de tiers		3 204	2 245	1 615
Sous-total		7 521	5 448	4 684
Commissions (charges)				
Opérations avec les établissements de crédit		- 183	- 230	- 63
Opérations avec la clientèle		- 44	- 79	- 50
Opérations sur titres		- 846	- 605	- 583
Opération de change		- 110	- 98	- 52
Engagements sur titres		- 271	- 249	- 448
Opérations sur instruments financiers à terme		- 685	- 514	- 315
Prestations de service pour compte de tiers		- 364	- 66	- 273
Sous-total		- 2 503	- 1 841	- 1 784
Total	43 b	5 018	3 607	2 900

7 PRODUITS NETS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES ET DIVERSES

en millions de francs	Notes	1997	1996	1995
Gains ou pertes sur opérations financières				
Solde des opérations sur titres de transaction		3 235	4 657	8 597
Solde des opérations sur titres de placement		531	398	161
• Mouvement net de provisions sur titres de placement		- 3	- 54	162
• Plus-values nettes de cession sur titres de placement		534	452	- 1
Solde des opérations de change		1 181	- 145	697
Solde des opérations sur instruments financiers	8	4 825	3 512	- 2 482
Sous-total		9 772	8 422	6 973
Autres charges d'exploitation bancaire		- 1 631	- 1 855	- 1 397
Autres produits d'exploitation bancaire		1 792	2 058	1 765
Total	43 b	9 933	8 625	7 341

8 IMPACT SUR LE RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

en millions de francs	Note	1997	1996	1995
Solde net sur instruments financiers de couverture inclus dans les intérêts et produits ou charges assimilés		- 951	- 1 202	- 199
Solde net des autres opérations sur instruments financiers incluses dans les produits nets sur opérations financières et diverses	7	4 825	3 512	- 2 482
Total		3 874	2 310	- 2 681

La ventilation de ces résultats en fonction de la nature des instruments et de la nature des interventions (activité de transaction et de gestion de trésorerie) est présentée ci-après, étant entendu que la partie du résultat de ces activités liées aux opérations sur les marchés physiques est comprise soit dans les gains nets sur titres de transaction ou opérations de change, soit dans les produits ou charges d'intérêts.

en millions de francs	Activité de transaction	Gestion de trésorerie	Exercice 1997	Exercice 1996	Exercice 1995
Opérations fermes					
Opérations sur marchés organisés :					
• Contrats à terme (taux, change, actifs financiers)	215	195	410	- 231	2 443
Opérations de gré à gré :					
• Accords de taux futurs	68	28	96	41	- 145
• Swaps	- 320	1 006	686	1 441	- 3 297
• Autres	351	1 390	1 741	840	259
Opérations conditionnelles					
Opérations sur marchés organisés :					
• Options de taux	311	10	321	- 472	- 455
• Options de change	- 2		- 2	- 22	- 299
• Autres	- 140	27	- 113	49	- 231
Opérations de gré à gré :					
• Contrats de taux plafond et plancher	819	- 91	728	340	118
• Swaptions et options (taux, change et autres)	259	- 252	7	324	- 1 074
Total	1 561	2 313	3 874	2 310	- 2 681

9 PRODUITS DES OPÉRATIONS D'ASSURANCE

en millions de francs	1997	1996	1995
Solde technique	1 472	1 035	1 010
Solde financier	920	793	562
Autres charges techniques nettes	- 127	- 113	- 96
Charges d'acquisition et de gestion des contrats	- 1 821	- 1 364	- 1 140
Sous-total	444	351	336
Retraitement des frais généraux et des éléments internes au Groupe	2 042	1 685	1 221
Produits des opérations d'assurance	2 486	2 036	1 557

Les produits des opérations d'assurance tels qu'ils figurent dans le produit global d'exploitation sont présentés avant déduction des frais généraux, qui figurent dans d'autres rubriques du compte de résultat, et notamment des commissions aux apporteurs d'affaires.

10 CESSIIONS D'IMMEUBLES ET DE TITRES DE PARTICIPATION

en millions de francs	1997	1996	1995
Résultat sur cessions de titres de participation non consolidés	3 310	990	974
Résultat sur cession de filiales consolidées	1 121	4 586	737
Résultat sur cessions d'immeubles	56	57	2
Total	4 487	5 633	1 713

En 1997, les plus-values les plus significatives ont été réalisées sur les cessions de Elf, Havas, Accor, Allianz, Total, sur la fusion-scission Gevaert et sur la cession partielle de Poliet, pour un montant total de 3 441 millions de francs.

En 1996, les cessions les plus significatives portaient sur UGC-Droits Audiovisuels, la Compagnie Française de Sucrierie, Power, un portefeuille de créances hypothécaires en Grande-Bretagne, ainsi que sur les cessions partielles de Cetelem, Audiofina, Axime et Poliet pour un montant total de 4 427 millions de francs.

11 PART DANS LE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les principales contributions des sociétés mises en équivalence correspondent à la quote-part de résultat obtenue par application du taux de mise en équivalence au résultat des sociétés après prise en compte des écritures de consolidation.

en millions de francs	1997	1996	1995
Banques et sociétés financières			
Finaxa	279	264	227
Compagnie de Navigation Mixte	-	-	- 1 320
Cofinoga	181	163	139
Gevaert	265	238	167
Pargesa	394	268	124
Autres	304	197	122
Sous-total banques et sociétés financières	1 423	1 130	- 541
Sociétés industrielles et commerciales			
Audiofina	-	159	-
Cogédim	24	2	- 1 891
Coparex	51	46	34
Eiffage	211	- 232	37
Poliet	504	431	425
SCOA	-	-	- 301
Sinvim et Cie	11	- 658	- 565
Autres	551	492	545
Sous-total sociétés industrielles et commerciales	1 352	240	- 1 716
Total	2 775	1 370	- 2 257

La quote-part de résultat des sociétés industrielles et commerciales mises en équivalence augmente de manière significative en 1997 grâce au retour à l'équilibre de Sinvim et aux fortes contributions de Eiffage et Poliet.

Elle était devenue positive en 1996 du fait du recentrage de Cogédim, dont les activités sont désormais limitées à la promotion de logement, et de la cession de SCOA début 1996.

La contribution positive des banques et sociétés financières se maintient à un niveau élevé en 1997 grâce aux quote-parts des résultats de Pargesa, Finaxa, Gevaert et Cofinoga.

En 1995, la perte provenait essentiellement de la quote-part dans les résultats négatifs de la Compagnie de Navigation Mixte, augmentée des provisions sur titres Allianz Via Holding et Paribas. Depuis l'OPA sur la Compagnie de Navigation Mixte intervenue au début de l'année 1996, la société et ses filiales financières sont intégrées globalement.

12 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en millions de francs	1997	1996	1995
Frais de personnel			
• Salaires et traitements	- 8 024	- 6 503	- 5 552
• Charges sociales	- 2 272	- 2 105	- 1 912
• Charges de retraite	- 576	- 546	- 505
• Intéressement et participation	- 108	- 129	- 13
Sous-total	- 10 980	- 9 283	- 7 982
Impôts et taxes	- 338	- 331	- 294
Commissions aux apporteurs d'affaires	- 1 157	- 857	- 735
Autres charges d'exploitation	- 7 113	- 6 182	- 5 476
Total	- 19 588	- 16 653	- 14 487

En 1996, les charges générales d'exploitation comprenaient une provision de 225 millions de francs destinée à couvrir les coûts de développement (frais de personnel, intervenants externes) pour l'adaptation des systèmes informatiques au passage à l'euro qui représentent une surcharge par rapport au budget habituel des banques du Groupe. Cette provision a été comptabilisée à hauteur de 175 millions de francs par des sociétés de la Banque Paribas, 50 millions de francs par la Compagnie Bancaire. Sur l'exercice 1997, une dotation complémentaire de 152 millions de francs a été effectuée, qui concerne les sociétés de la Banque Paribas pour 111 millions de francs et la Compagnie Bancaire pour 41 millions de francs.

13 AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION

en millions de francs	Note	1997	1996	1995
Écarts d'acquisition positifs	30	- 365	- 579	- 1 044
Écarts d'acquisition négatifs		52	78	16
Total		- 313	- 501	- 1 028

En 1996, l'augmentation des amortissements d'écarts d'acquisition négatifs s'expliquait principalement par l'amortissement de la totalité de l'écart sur UFB Locabail pour 56 millions.

Les amortissements d'écarts d'acquisition positifs comprenaient l'impact du solde en résultat des écarts résiduels sur Pargesa et le Cetelem pour 164 millions de francs.

Le montant élevé des amortissements des écarts d'acquisition positifs en 1995 était dû à l'amortissement exceptionnel de la totalité de l'écart résiduel sur la Compagnie de Navigation Mixte, pour 699 millions de francs.

14 EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DE PROVISIONS D'EXPLOITATION

en millions de francs	Note	1997	1996	1995
Dotations aux provisions d'exploitation :				
• Clientèle et établissements de crédit		- 4 079	- 4 425	- 5 458
• Hors-bilan		- 214	- 248	- 107
• Risques pays et autres provisions		- 3 108	- 3 111	- 1 120
Total dotations		- 7 401	- 7 784	- 6 685
Reprises de provisions d'exploitation :				
• Clientèle et établissements de crédit		2 022	1 722	1 938
• Hors-bilan		48	100	34
• Risques pays et autres provisions		1 573	1 418	540
Total reprises		3 643	3 240	2 512
Dotation nette aux provisions d'exploitation	20	- 3 758	- 4 544	- 4 172
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		- 363	- 375	- 281
Récupération sur créances amorties		209	156	255
Total		- 3 913	- 4 763	- 4 198

En 1997, les dotations aux autres provisions d'exploitation comprennent notamment 1 900 millions destinés à couvrir les risques sur la zone Asie.

En 1996, les dotations aux autres provisions d'exploitation comprenaient 2 250 millions constitués par la Compagnie Bancaire pour couvrir les risques sur crédits aux promoteurs et financements immobiliers en Italie et en France, ainsi que les charges d'exploitation liées à la gestion de ces risques.

15 ANALYSE DE LA CHARGE FISCALE

La charge d'impôt du Groupe s'analyse de la façon suivante par rapport au résultat avant impôt des sociétés intégrées globalement :

en millions de francs	1997	1996	1995
Résultat avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	4 876	4 632	1 707
<i>Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises</i>	33,33 %	33,33 %	33,33 %
Charge (produit) théorique d'impôts	1 625	1 544	569
Impact des revenus exonérés et des dividendes distribués déductibles	- 50	- 102	- 94
Effet de l'écart de taux entre sociétés françaises et sociétés étrangères	98	35	14
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	- 80	111	- 117
Effet de la non-utilisation des pertes fiscales de l'exercice et de l'utilisation de pertes fiscales d'exercices antérieurs	- 1 837	268	1 094
Impact sur l'impôt courant et sur les impositions différées de la majoration de l'impôt sur les sociétés françaises de 25 % en 1997 et 10 % en 1995 et 1996	259	18	225
Divers	21	- 70	207
Charge réelle d'impôt du Groupe	36	1 804	1 898
Taux effectif d'imposition	0,7 %	38,9 %	111,2 %

Sur les années 1996 et 1995, la charge d'impôt représentée par la non-utilisation des pertes fiscales de l'exercice résulte de la non-reconnaissance d'actifs d'impôts différés sur la majeure partie des pertes de la période encourues par certaines

sociétés du Groupe. Elle est partiellement compensée par l'économie fiscale dont ont bénéficié d'autres sociétés du Groupe en raison de l'imputation de déficits fiscaux d'exercices antérieurs.

En 1997, l'économie fiscale relative à l'utilisation de pertes d'exercices antérieurs inclut un montant de 2 284 millions de francs (987 millions au niveau de la Compagnie Bancaire et 1 297 millions au niveau de la Banque Paribas, soit 1 793 millions en part du Groupe Paribas) au titre des déficits reportables et différences temporaires du nouveau groupe fiscal. En effet, la constitution du nouveau groupe fiscal rend la probabilité d'utilisation de ces déficits et différences temporaires suffisamment élevée dans les années futures. L'élargissement du groupe fiscal résulte de l'intégration dans son périmètre d'une part de Cardif et UFB Locabail à la suite de l'offre publique d'achat réalisée par la Compagnie Bancaire en juillet 1997, et d'autre part, de la Compagnie Bancaire et du Cetelem à la suite des offres publiques d'échange par la Compagnie Financière de Paribas et closes le 24 décembre 1997. L'activation des impôts différés a été constatée à hauteur des impôts différés passifs existant notamment sur les réserves financières de crédit bail et des bénéfices prévisionnels du groupe fiscal sur les deux années futures.

16 OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES

en millions de francs	Note	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Comptes à vue et au jour le jour		39 607	33 744	31 491
Comptes à terme		80 842	92 204	142 211
Pensions reçues au jour le jour		493	1 755	547
Pensions reçues à terme		3 184	11 066	4 295
Intérêts à recevoir		774	1 078	1 470
Créances douteuses, montant brut		313	575	1 269
Créances douteuses, provisions	20	- 34	- 49	- 169
Total		125 179	140 373	181 114

L'échéancier des créances à terme sur établissements de crédit (comptes à terme et pensions reçues à terme) est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	167 315	40 930	8 791	7 145	- 140 155	84 026

17 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

en millions de francs	Note	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Créances commerciales		3 869	3 536	2 131
Créances à terme		294 743	277 757	254 755
Comptes ordinaires débiteurs		11 309	14 731	10 216
Intérêts à recevoir		2 450	2 241	2 272
Créances immobilisées, douteuses et litigieuses, montant brut		26 903	33 913	35 241
Créances immobilisées, douteuses et litigieuses, provisions	20	- 17 206	- 21 757	- 21 644
Total		322 068	310 421	282 971

En 1997, l'augmentation des opérations avec la clientèle provient de la Banque Paribas pour 24 milliards de francs compensée par une diminution des opérations avec la clientèle de la Compagnie Bancaire.

En 1996, elle provenait pour 9,2 milliards de francs de la consolidation par intégration globale de la Compagnie de Navigation Mixte au 1^{er} janvier 1996, partiellement compensée par les sorties d'un portefeuille de crédits hypothécaires en Grande-Bretagne pour 2,4 milliards de francs.

L'échéancier des créances à terme sur la clientèle (créances commerciales et créances à terme) est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	64 468	46 296	127 462	71 732	- 11 346	298 612

18 OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Crédit-bail et locations simples - Montants bruts	50 930	50 607	48 332
Crédit-bail et locations simples - Amortissements et provisions spéciales	- 20 056	- 19 809	- 18 915
Créances douteuses, montant brut	3 292	3 749	4 683
Créances douteuses, provisions	- 1 469	- 1 687	- 1 841
Total	32 697	32 860	32 259

L'échéancier des créances de crédit-bail nettes est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	2 688	6 841	17 193	4 152	0	30 874

19 PLACEMENTS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

en millions de francs	Valeur nette au bilan au 31 décembre			Plus ou moins-values latentes	
	Placements affectés aux contrats en unités de compte	Autres placements	Total	Autres placements	
Placements immobiliers	2 133	1 589	3 722	-	
Obligations et autres titres à revenus fixe	3 944	43 754	47 698	2 960	
OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe	13 370	3 618	16 988	166	
Autres OPCVM	16 912	941	17 853	114	
Autres placements et créances rattachées	2 270	1 631	3 901	-	
Total 1997	38 629	51 533	90 162	3 240	
Total 1996	28 389	48 932	77 321	2 775	
Total 1995	23 810	35 009	58 819	1 396	

La réalisation des plus ou moins-values latentes donnerait lieu à l'attribution d'une participation aux assurés et, dans le cas des obligations, à une dotation (reprise) à la réserve de capitalisation.

20 PROVISIONS D'EXPLOITATION BANCAIRE

en millions de francs	Notes	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Solde au 1 ^{er} janvier		31 800	28 567	29 463
Dotation nette aux provisions de l'exercice	14	3 758	4 544	4 172
Amortissement de créances irrécupérables antérieurement provisionnées		- 6 604	- 4 436	- 3 670
Différences de change		516	447	- 627
Variations de périmètre et divers		- 1 589	2 678	- 771
Solde au 31 décembre		27 881	31 800	28 567
Les soldes de fin d'exercice se décomposent comme suit :				
• Établissements de crédit	16	34	49	169
• Clientèle	17	17 206	21 757	21 644
• Crédit-bail		1 796	1 896	1 993
• Autres provisions		175	125	78
Provisions déduites de l'actif		19 211	23 827	23 884
• Engagement hors-bilan		364	582	402
• Risques pays	39	772	1 424	2 369
• Autres provisions		7 534	5 967	1 912
Provisions inscrites au passif		8 670	7 973	4 683
Provisions d'exploitation bancaire		27 881	31 800	28 567

Le montant de la provision pour risques pays apparaissant dans les provisions d'exploitation concerne essentiellement la Banque Paribas ainsi que ses filiales. Au 31 décembre 1997, les encours de crédit correspondants se montent à 2 milliards de francs contre 2,8 milliards de francs en 1996, en raison des cessions de la période sur le marché. À la fin 1997, la provision de 772 millions de francs représente un taux de couverture de 39 % contre 52 % en 1996. Cette variation est due à la révision de certains taux de provisionnement et à l'augmentation de certains encours sur des pays faiblement provisionnés.

L'augmentation des autres provisions inscrites au passif résulte essentiellement de la provision de 1 900 millions de francs constituée en 1997 pour faire face à d'éventuels risques sur les pays considérés comme sensibles de la zone Asie (Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Corée, Philippines). Ces provisions s'appliquent à un encours de crédit de 16 240 millions de francs.

21 TITRES REÇUS EN PENSION LIVRÉE

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Établissements de crédit - comptes au jour le jour	47 769	15 966	9 839
Établissements de crédit - comptes à terme	276 592	260 717	150 988
Clientèle - comptes à terme	8 257	11 726	8 934
Total	332 618	288 409	169 761

L'échéancier des titres reçus en pension livrée à terme est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Échéance	545 406	23 686	4 900	4 160	- 293 303	284 849

22 TITRES DE TRANSACTION

en millions de francs	Titres cotés	Titres non cotés	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996	Total 31.12.1995
Effets publics et assimilés	27 872	0	27 872	38 851	28 605
Obligations et autres titres à revenu fixe	150 820	10 962	161 782	176 444	118 178
Actions et autres titres à revenu variable	35 061	1 529	36 590	32 342	35 780
Sous-total	213 753	12 491	226 244	247 637	182 563
Instruments conditionnels			65 116	38 435	20 460
Total			291 360	286 072	203 023

Les titres d'OPCVM inclus dans les "autres titres à revenu variable" s'élèvent à 1 886 millions de francs au 31 décembre 1997, contre 1 465 millions de francs au 31 décembre 1996 et 1 501 millions de francs au 31 décembre 1995.

Le montant des titres de transaction prêtés s'élève à 18 378 millions de francs au 31 décembre 1997, contre 39 077 millions de francs au 31 décembre 1996 et 20 886 millions de francs au 31 décembre 1995.

23 TITRES DE PLACEMENT

en millions de francs	Titres cotés	Titres non cotés	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996	Total 31.12.1995
Effets publics et assimilés	28 923	2 539	31 462	28 385	32 971
Obligations et autres titres à revenu fixe	37 018	4 726	41 744	33 723	26 083
Actions et autres titres à revenu variable	1 094	2 125	3 219	2 914	2 772
Total	67 035	9 390	76 425	65 022	61 826

Les titres d'OPCVM inclus dans les "autres titres à revenu variable" représentent un montant net de 2 264 millions de francs au 31 décembre 1997, contre 2 031 millions de francs au 31 décembre 1996 et 1 834 millions de francs au 31 décembre 1995.

Le montant des titres de placement prêtés est nul au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1996 et de 235 millions de francs au 31 décembre 1995.

Les plus et moins-values latentes sur titres de placement s'élèvent, au 31 décembre 1997 à :

en millions de francs	Actions	Titres à revenu fixe	Total titres de placement
Valeur brute des titres	3 408	73 644	77 052
Moins-values provisionnées	- 389	- 238	- 627
Sous-total : valeur nette au bilan	3 019	73 406	76 425
Plus-values latentes	186	3 669	3 855
Total : valeur estimative au 31 décembre 1997	3 205	77 075	80 280

L'échéancier des titres de placement à revenu fixe (effets publics et obligations) est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	28 721	24 389	15 101	12 533	- 7 338	73 406

24 TITRES D'INVESTISSEMENT

en millions de francs	Titres cotés	Titres non cotés	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996	Total 31.12.1995
Effets publics et assimilés	1 489	12	1 501	1 507	4 252
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 863	8 022	21 885	24 448	33 319
Total	15 352	8 034	23 386	25 955	37 571

Le montant des titres d'investissement prêtés s'élève à 521 millions de francs au 31 décembre 1997, contre 521 millions de francs au 31 décembre 1996 et 809 millions de francs au 31 décembre 1995.

En 1997, un portefeuille de titres d'investissement d'un montant de 1 770 millions de francs a été reclassé en titres de placement. En 1996, un reclassement de 14 557 millions de francs avait été effectué.

L'échéancier des titres d'investissement est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	5 505	5 756	11 457	1 869	- 1 201	23 386

25 VALEURS DE REMBOURSEMENT

au 31 décembre 1997 en millions de francs	Valeur brute au bilan	Valeur de remboursement	Décote restant à amortir
Titres de placement à revenu fixe	73 644	73 410	- 234
Titres d'investissement	23 387	23 548	161

26 AUTRES COMPTES D'OPÉRATIONS SUR TITRES

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Intérêts à recevoir :			
• Titres reçus en pension livrée	1 897	2 266	2 046
• Titres de placement à revenu fixe	1 302	1 393	1 273
• Titres de placement à revenu variable	153	113	195
• Titres d'investissement	635	750	1 061
Sous-total intérêts à recevoir	3 987	4 522	4 575
Compte de règlement relatif aux opérations sur titres	12 330	10 054	15 205
Créances douteuses nettes	1	7	7
Total	16 318	14 583	19 787

27 TITRES DE PARTICIPATION

en millions de francs	31.12.1997			31.12.1996	31.12.1995
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Titres de participation	21 742	- 2 731	19 011	17 653	14 739
Avances d'actionnaires, titres participatifs et créances rattachées aux titres de participation	1 049	- 429	620	615	671
Total	22 791	- 3 160	19 631	18 268	15 410

La variation de la valeur nette comptable des titres de participation s'analyse comme suit :

en millions de francs	1997	1996	1995
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	17 653	14 739	15 011
Acquisitions de l'exercice	7 982	4 082	3 119
Cessions de l'exercice :			
• Prix de cession	- 11 107	- 6 055	- 3 812
• Plus et moins-values	1 007	611	326
• Prix de revient des titres cédés	- 10 100	- 5 444	- 3 486
• Reprise de provisions sur titres cédés	2 303	379	648
• Mouvement net dû aux cessions	- 7 797	- 5 065	- 2 838
Variation de la provision pour dépréciation	501	- 1 068	- 408
Mouvements du périmètre de consolidation	520	4 211	- 118
Autres mouvements	152	754	- 27
Valeur nette au 31 décembre	19 011	17 653	14 739

Au 31 décembre 1997, les titres de participation d'une valeur comptable supérieure à 700 millions de francs sont les titres Agon, Banca Commerciale Italiana, AGF, Schneider et GIB.

La valeur estimative au 31 décembre 1997 des titres de participation se compare avec les valeurs comptables de la façon suivante :

en millions de francs	Valeur nette comptable	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées :		
• A la valeur nette comptable	3 520	3 520
• Au cours de Bourse	10 070	19 239
• Autres méthodes (actif net réévalué, valeur de négociation...)	5 421	7 894
Total	19 011	30 653

28 PART DANS L'ACTIF NET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Quote-part des sociétés financières mises en équivalence	10 538	11 017	14 372
Quote-part des sociétés industrielles et commerciales mises en équivalence	14 879	16 397	14 583
Total	25 417	27 414	28 955

En 1997, la diminution de la quote-part d'actif net dans les sociétés industrielles et commerciales provient essentiellement de la cession partielle de Poliet et l'échange par Cobepa de sa participation dans Gevaert contre une partie des actifs détenus par cette société.

En 1996, l'augmentation était due à l'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés mises en équivalence chez la Compagnie de Navigation Mixte, ainsi que de l'augmentation de capital de Cogédim, compensée partiellement par la sortie d'UGC-Droits Audiovisuels, les cessions partielles de Axime, Poliet, GNA et la déconsolidation de Audiofina.

La diminution de la quote-part d'actif net des sociétés financières s'explique par l'intégration globale de Nouvelle Holding Guyomarc'h en 1997 et par l'intégration globale de la Compagnie de Navigation Mixte, suite à l'OPA. en 1996.

29 IMMOBILISATIONS

en millions de francs	31.12.1997			31.12.1996	31.12.1995
	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	6 752	- 792	5 960	5 987	5 534
Immeubles en location simple	10 246	- 2 833	7 413	8 433	7 213
Autres immobilisations	10 719	- 4 422	6 297	5 636	3 884
Total	27 717	- 8 047	19 670	20 056	16 631

Les amortissements et provisions sur immeubles en location ont été augmentés en 1997 de 1 milliard de francs pour couvrir, en application du principe de prudence, les lignes en moins-values latentes du parc immobilier locatif du groupe Compagnie Bancaire.

Les autres immobilisations comprennent les stocks de promotion immobilière et les immobilisations en emploi de créances : soit 2 067 millions et 129 millions au 31 décembre 1997.

30 ÉCARTS D'ACQUISITION

en millions de francs	Note	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Valeur nette au 1 ^{er} janvier		2 352	3 174	4 316
Écarts d'acquisition de l'exercice		6 269	- 274	- 67
Dotations aux amortissements	13	- 365	- 579	- 1 044
Différence de conversion		17	31	- 31
Valeur nette au 31 décembre		8 273	2 352	3 174

Le rachat de 47,8 % de la Compagnie Bancaire et 33 % du Cetelem en 1997 a généré une survaleur globale de 14 048 millions de francs, qui a été imputée sur les fonds propres du Groupe au prorata de la partie financée par l'émission de capital pour 9 833 millions de francs, soit une survaleur résiduelle de 4 214 millions de francs.

Par ailleurs, les acquisitions de 39,5 % de Cardif et 27,9 % d'UFB Locabail ont généré une survaleur totale de 1 169 millions de francs.

La décomposition des écarts d'acquisition par secteur d'activité des filiales concernées est la suivante au 31 décembre :

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Banques et sociétés financières et de portefeuille	8 090	2 003	2 511
Sociétés industrielles et commerciales	183	349	663
Total	8 273	2 352	3 174

31 COMPTES DE RÉGULARISATION ET DIVERS (ACTIF)

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Valeur reçues à l'encaissement	9 310	7 820	9 857
Impôt différés actifs	2 360	0	0
Autres comptes de régularisation et divers	72 151	50 568	41 147
Total	83 821	58 388	51 004

32 OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES (PASSIF)

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Comptes à vue et au jour le jour	67 490	69 452	51 189
Comptes à terme	228 499	225 674	232 669
Valeurs données en pension au jour le jour	5 120	13 144	14 317
Valeurs données en pension à terme	7 694	17 321	20 867
Intérêts à payer	3 303	3 573	3 731
Total	312 106	329 164	322 773

Au 31 décembre 1997, les valeurs données en pension sont constituées pour 9 195 millions de francs d'effets privés (24 543 millions de francs au 31 décembre 1996), pour 3 619 millions de francs d'obligations et de titres à revenus fixes (5 135 millions de francs au 31 décembre 1996), et sont nulles pour les effets publics (786 millions de francs au 31 décembre 1996).

L'échéancier des dettes à terme envers les établissements de crédit (comptes à terme et valeurs données en pension à terme) est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	263 144	99 129	15 875	6 265	- 148 220	236 193

33 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (PASSIF)

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Comptes à vue et au jour le jour	34 858	28 204	22 072
Comptes à terme	92 753	76 515	81 158
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	543	367	99
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	1 127	997	1 484
Intérêts à payer	732	562	894
Total	130 013	106 645	105 707

Au 31 décembre 1997, les valeurs données en pension incluses dans les comptes à vue et au jour le jour, et dans les comptes à terme sont constituées en totalité d'effets privés pour 256 millions de francs (1 059 millions de francs au 31 décembre 1996), et ne comprennent pas d'effets publics.

L'échéancier des dettes à terme envers la clientèle (comptes ordinaires et comptes d'épargne à régime spécial) est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	80 124	5 585	5 448	5 045	- 2 322	93 880

34 PROVISIONS TECHNIQUES DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Provisions techniques brutes vie	83 491	69 133	58 546
Provisions techniques brutes non-vie	3 882	2 957	2 244
Total	87 373	72 090	60 790

Le poste inclut la réserve de capitalisation, alimentée lors de la vente de valeurs mobilières amortissables, et dont l'objet est de réserver une partie des plus-values nettes dégagées pour maintenir le rendement actuariel des titres.

Son montant au 31 décembre 1997 est de 804 millions de francs (1996 : 718 millions, 1995 : 568 millions).

35 TITRES DONNÉS EN PENSION LIVRÉE

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Établissements de crédit - Comptes au jour le jour	46 368	38 812	26 162
Établissements de crédit - Comptes à terme	288 337	282 821	191 995
Clientèle - Comptes au jour le jour	3 169	299	1 378
Clientèle - Comptes à terme	22 757	17 869	8 127
Total	360 631	339 801	227 662

Au 31 décembre 1997, les titres donnés en pension livrée concernant les établissements de crédit sont constitués pour 304 182 millions de francs d'effets publics (281 329 millions de francs au 31 décembre 1996), pour 30 517 millions de francs d'obligations et de titres à revenus fixes (40 298 millions de francs au 31 décembre 1996) et pour 6 millions de francs de titres à revenus variables en 1997 et 1996.

Les titres donnés en pension livrée clients sont constitués pour 13 470 millions de francs d'effets publics (2 377 millions de francs au 31 décembre 1996) et pour 12 456 millions de francs d'obligations et de titres à revenus fixes (15 791 millions de francs au 31 décembre 1996).

L'échéancier des titres donnés en pension livrée à terme est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	545 807	27 614	8 185	2 117	- 272 629	311 094

36 TITRES DE TRANSACTION (PASSIF)

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Instruments conditionnels vendus	65 250	40 880	20 732
Ventes de titres à découvert et dettes sur titres et créances empruntés	154 973	154 329	92 788
Total	220 223	195 209	113 520

37 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Emprunts obligataires	108 095	85 978	79 800
Titres du marché interbancaire, titres de créances négociables et autres dettes représentées par un titre	69 090	89 071	103 775
Total	177 185	175 049	183 575

Au 31 décembre 1997, l'échéancier des emprunts obligataires du Groupe par devise et par nature de taux selon les clauses des contrats d'émission est le suivant :

Devises d'émission en millions de francs	Taux moyen	Encours	1998	1999	2000	2001	2002	2003 2007	Au-delà de 2007
Franc français	Variable	8 781	3 225	400	155	-	-	1 340	3 661
	7,55 %	55 911	13 788	2 935	7 866	1 972	5 100	18 250	6 000
Dollar US	Variable	19 283	5 720	-	-	3 084	8 084	2 395	-
	5,85 %	1 790	1 371	299	-	-	120	-	-
Deutsch Mark	Variable	5 550	97	183	1 088	-	2 509	1 673	-
	5,56 %	1 204	167	33	1 004	-	-	-	-
Livre sterling	Variable	3 996	30	-	-	1 983	-	1 983	-
	5,29 %	1 488	-	1 488	-	-	-	-	-
Yen	Variable	506	46	-	-	460	-	-	-
	7,33 %	1 381	368	783	-	230	-	-	-
ECU	Variable	1 349	26	-	-	-	-	1 323	-
	7,25 %	4 178	986	1 323	198	661	18	992	-
Dollar canadien	Variable	0	-	-	-	-	-	-	-
	9,05 %	168	-	84	-	84	-	-	-
Autres devises	Variable	400	153	247	-	-	-	-	-
	7,40 %	2 912	447	360	243	135	65	1 413	249
Sous-total		108 897	26 424	8 135	10 554	8 609	15 896	29 369	9 910
Détenus par des sociétés intégrées		- 802							
Encours net		108 095							

L'échéancier des autres dettes représentées par un titre (titres du marché interbancaire et titres de créances négociables) est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	30 882	15 688	19 404	9 637	- 6 521	69 090

38 AUTRES COMPTES D'OPÉRATIONS SUR TITRES (PASSIF)

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Intérêts à payer :			
• Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	2 125	1 862	1 977
• Obligations	3 357	3 168	3 298
• Titres donnés en pension livrée	2 680	2 843	962
Sous-total intérêts à payer	8 162	7 873	6 237
Bons de caisse et bons d'épargne	433	428	728
Compte de règlement relatif aux opérations sur titres	19 866	11 093	13 299
Total	28 461	19 394	20 264

L'échéancier des bons de caisse et bons d'épargne est le suivant au 31 décembre 1997 :

en millions de francs	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Eliminations intra-groupe	Total 31.12.1997
Echéance	78	68	253	34	0	433

39 COMPTES DE RÉGULARISATION, PROVISIONS ET DIVERS

en millions de francs	Note	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Comptes de régularisation et créiteurs divers		65 245	54 548	58 240
Impôts différés		2 234	1 796	1 265
Écarts d'acquisition négatifs		272	316	481
Provisions pour engagements hors-bilan, risques d'exploitation bancaire et risques sur titres de participation		9 710	7 368	3 046
Provisions pour risques pays	20	772	1 424	2 369
Provisions pour retraites et avantages assimilés		1 102	1 215	1 177
Total		79 335	66 667	66 578

Les provisions pour retraites couvrent les engagements résiduels résultant de l'intégration des banques françaises dans le régime ARRCO-AGIRC, les indemnités de départ, les autres avantages liés à l'ancienneté, les engagements au titre des régimes supplémentaires ainsi que ceux liés aux cessations anticipées d'activité. Elles ne comprennent pas les écarts actuariels étalés sur 15 ans, qui se montent à 161 millions de francs au 31 décembre 1997.

L'augmentation, en 1997, des provisions pour engagements hors-bilan, risques d'exploitation bancaire et risques sur titres de participation résulte essentiellement des provisions pour risques constituées par la Banque Paribas pour couvrir le risque asiatique, pour 1,9 milliard de francs.

En 1996, elle provenait essentiellement des provisions constituées par la Compagnie Bancaire, à hauteur de 2 250 millions, au titre des risques de crédit et des charges d'exploitation sur ses activités arrêtées et des entrées de périmètre consécutives à l'intégration de OGDI (société qui a repris l'activité foncière de Cogédim) pour 0,6 milliard de francs et de la Compagnie de Navigation Mixte et ses filiales bancaires pour 1,1 milliard de francs.

La provision constituée par la Compagnie Bancaire a fait l'objet d'une reprise de 729 millions de francs, dont 562 millions en excédent des provisions d'exploitation, 95 millions en réduction des autres charges d'exploitation bancaire et 72 millions en réduction des frais de personnel.

40 DETTES SUBORDONNÉES

Au 31 décembre 1997, l'échéancier des dettes subordonnées par devise, selon les clauses des contrats d'émission, est le suivant :

Devises d'émission en millions de francs	Encours	1998	1999	2000	2001	2002	2003 2007	Au-delà de 2007	Indé- terminée
Dettes subordonnées et titres remboursables :									
• Franc français	2 300	-	-	2 000	-	-	300	-	-
• Dollar US	4 862	-	-	-	-	-	323	3 293	1 246
• Franc luxembourgeois	2 084	422	-	324	-	365	-	973	-
• Autres devises	333	15	-	268	-	-	-	50	-
Sous-total	9 579	437	0	2 592	0	365	623	4 316	1 246
Titres participatifs et titres subordonnés à durée indéterminée :									
• Franc français	2	-	2	-	-	-	-	-	-
• Dollar US	1 198	-	-	-	-	-	-	1 198	-
• Livre sterling	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	1 200								
Intérêts à payer	273								
Total	11 052								

Au 31 décembre 1997, deux émissions effectuées par le Groupe représentent individuellement plus de 10 % du total des dettes subordonnées : 250 millions de dollars (1 497 millions de francs) émis en juin 1992 au taux de 8,35 %, à échéance juin 2007, et 300 millions de dollars (1 796 millions de francs) émis en janvier 1994 au taux de 6,87 % à échéance mars 2009.

41 CAPITAL SOCIAL

a) Répartition du capital

nombre de titres	Actions émises	Autocontrôle	Net en circulation
Au 31 décembre 1994	115 906 308	1 940 331	113 965 977
Levées d'options	13 877	-	13 877
Réinvestissement de dividendes	4 277 924	84 673	4 193 251
Mouvements sur actions d'autocontrôle et actions propres	-	1 246 591	- 1 246 591
Au 31 décembre 1995	120 198 109	3 271 595	116 926 514
Levées d'options	179 095	-	179 095
Réinvestissement de dividendes	3 770 674	468 291	3 302 383
Mouvements sur actions d'autocontrôle et actions propres	-	10 959 738	- 10 959 738
Au 31 décembre 1996	124 147 878	14 699 624	109 448 254
Levées d'options	1 079 989	-	1 079 989
Remboursement d'obligations en actions	220 188	-	220 188
Émission d'actions	40 558 235	-	40 558 235
Mouvements sur actions d'autocontrôle et actions propres	-	- 410 261	410 261
Au 31 décembre 1997	166 006 290	14 289 363	151 716 927

b) Options de souscription et d'achat d'actions

Il existait, au 31 décembre 1997, 3 027 446 options de souscription et 5 085 150 options d'achat d'actions accordées aux mandataires sociaux et aux salariés au cours des exercices 1990 à 1997, en application des autorisations données par les Assemblées Générales Mixtes des 29 avril 1987 et 27 mai 1992.

42 OPÉRATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

au 31 décembre 1997 en millions de francs	Sociétés liées	Sociétés avec lien de participation
Actif		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	968
Opérations avec la clientèle	1 263	1 632
Titres de transaction	-	-
Titres d'investissement	-	40
Titres de placement	14	-
Avances d'actionnaires	-	-
Passif		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	15
Opérations avec la clientèle	2 429	225
Hors-bilan		
Engagements donnés, établissements de crédit :		
• Engagements de garantie	-	24
Engagements donnés, clientèle :		
• Engagements de financement	5 828	3 267
• Engagements de garantie	7 425	1 648

Au 31 décembre 1997, les montants concernant les sociétés avec lien de participation à l'actif comportent des prêts subordonnés pour un montant de 27 millions de francs.

43 INFORMATIONS SECTORIELLES**a) Contributions par sous-groupe et zone d'implantation géographique**

au 31 décembre 1997 en millions de francs	Zone d'implantation	Banque Paribas	Compagnie Bancaire	Structure et Portefeuille	Total
Produit global d'exploitation bancaire	France	5 358	9 928	4 372	19 658
	Étranger	8 313	2 256	1 984	12 553
Total		13 671	12 184	6 356	32 211
Crédits à la clientèle	France	54 984	117 085	5 927	177 996
	Étranger	121 922	21 960	190	144 072
Total		176 906	139 045	6 117	322 068
Dépôts de la clientèle	France	30 825	7 930	778	39 533
	Étranger	88 882	1 487	111	90 480
Total		119 707	9 417	889	130 013
Total du bilan	France	364 419	262 426	33 058	659 903
	Étranger	745 272	49 218	13 818	808 308
Total		1 109 691	311 644	46 876	1 468 211
Effectifs des sociétés intégrées globalement	France	3 864	7 059	276	11 199
	Étranger	5 554	1 876	87	7 517
Total		9 418	8 935	363	18 716

b) Produit d'exploitation bancaire selon les principaux pays d'implantation

en 1997 en millions de francs	Note	Intérêts et produits assimilés	Note	Commissions nettes	Note	Gains ou pertes sur opérations financières et diverses
France		34 272		2 926		5 473
Belgique		368		64		2
Espagne		1 929		130		23
Italie		3 733		316		717
Luxembourg		2 266		124		264
Pays-Bas		15		0		0
Royaume-Uni		9 825		513		1 950
Suisse		1 092		424		370
Autres pays de l'Europe de l'Ouest		1 090		130		60
Amérique du Nord		9 680		343		773
Asie		2 888		12		252
Autres		819		36		49
Total	4	67 977	6	5 018	7	9 933

c) Répartition géographique des encours de trésorerie et interbancaires, des crédits à la clientèle, du crédit-bail et des titres reçus en pension

La décomposition par origine géographique des débiteurs (ou le cas échéant de l'organisme garantissant l'engagement) fait apparaître la répartition suivante :

en pourcentage	31.12.1997				Total	31.12.1996	31.12.1995
	Opérations de trésorerie et interbancaire	Opérations avec la clientèle	Opérations de crédit-bail	Titres reçus en pension livrée		Total	Total
France	26,7	51,1	83,0	14,7	43,8	41,3	42,2
Allemagne	6,1	1,2	0,9	1,9	1,9	0,9	2,0
Belgique	7,7	0,6	0,8	3,9	3,3	1,6	2,0
Espagne	2,0	3,6	0,7	0,7	1,8	2,6	2,6
Italie	3,6	3,2	5,2	0,5	3,1	2,9	3,0
Royaume-Uni	8,7	5,3	9,4	8,1	8,6	15,7	15,9
Autres pays de l'Europe de l'Ouest	12,9	4,7	–	7,6	6,3	2,0	2,4
Amérique du Nord	14,6	14,4	–	45,3	18,5	22,1	18,8
Amérique Centrale et du Sud	1,2	2,5	–	–	0,9	1,1	0,8
Asie	14,3	7,4	–	17,0	9,6	6,4	7,0
Autres	2,2	6,0	–	0,3	2,2	3,4	3,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

44 DÉCOMPOSITION DES ENCOURS PAR DEVISE

au 31 décembre 1997 en millions de francs	Franc français	Mark allemand	Livre sterling	ECU	Dollar US	Franc suisse	Franc belge et luxemb.	Yen	Autres devises	Total
Actifs	546 693	99 943	48 221	17 467	358 637	16 662	39 066	168 738	172 785	1 468 211
Passifs	- 512 910	- 115 112	- 51 005	- 19 574	- 401 332	- 16 261	- 36 002	- 160 721	- 155 293	- 1 468 211
Hors-bilan ferme	- 42 132	17 484	6 993	737	44 398	2 336	2 544	- 9 521	- 12 630	10 209
Différentiel	- 8 348	2 314	4 210	- 1 369	1 704	2 736	5 607	- 1 505	4 862	10 209
Positions conditionnelles	- 5 790	- 1 946	- 74	301	2 615	2 850	- 7	1 584	556	89
Crédits à la clientèle	152 059	5 137	14 560	4 460	106 069	3 757	1 411	5 775	28 840	322 068
Dépôts à la clientèle	- 26 426	- 8 949	- 6 268	- 1 321	- 53 381	- 4 421	- 5 685	- 5 600	- 17 962	- 130 013

La ligne "Différentiel" regroupe à la fois les positions structurelles (fonds propres des filiales et succursales étrangères), dont les variations n'affectent pas en tout état de cause le résultat, et les positions opérationnelles. Compte tenu de la gestion dynamique de ces dernières, la situation présentée ci-dessus est susceptible de variations substantielles en cours d'exercice.

45 ENGAGEMENTS HORS-BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

a) Engagements de financement, de garanties, sur titres et opérations de change

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Engagements donnés			
Engagements de financement :			
• Engagements en faveur d'établissements de crédit	34 071	30 312	10 102
• Engagements en faveur de la clientèle	199 448	179 583	134 172
Engagements de garantie :			
• Engagements d'ordre d'établissements de crédit	43 942	28 762	13 467
• Engagements d'ordre de la clientèle	82 524	76 917	66 549
Engagements sur titres :			
• Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	-	-	-
• Autres titres à livrer	29 711	32 442	35 321
Engagements reçus			
Engagements de financement :			
• Engagements reçus d'établissements de crédit	75 078	68 642	41 494
Engagements de garantie :			
• Engagements reçus d'établissements de crédit	15 975	22 513	16 128
Engagements sur titres :			
• Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-	-
• Autres titres à recevoir	30 244	36 206	28 613
Opérations de change fermes :			
• À recevoir	1 186 550	835 580	772 331
• À livrer	1 182 865	838 546	781 385

b) Instruments financiers à terme

en millions de francs	Activité de transaction	Gestion de trésorerie	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996	Total 31.12.1995
Opérations fermes					
Opérations sur marchés organisés :					
• Contrats à terme (taux, change, actifs financiers)	1 841 966	197 662	2 039 628	1 676 684	545 998
Opérations de gré à gré :					
• Accords de taux futurs	270 445	36 563	307 008	175 794	387 372
• Swaps de taux	5 832 677	604 967	6 437 644	4 625 151	3 869 110
• Swaps de change	503 324	42 490	545 814	466 099	417 883
• Autres	52 066	536	52 602	19 011	13 905
Opérations conditionnelles					
Opérations sur marchés organisés :					
• Achat, options de taux	211 406	–	211 406	257 784	481 499
• Vente, options de taux	368 685	–	368 685	109 971	102 768
• Achat, options de change	116	–	116	962	–
• Vente, options de change	–	–	0	1 365	–
• Achat, autres options	19 021	–	19 021	13 197	13 343
• Vente, autres options	19 773	–	19 773	14 583	16 308
Opérations de gré à gré :					
• Achat, contrats de taux plafond et plancher	497 181	16 105	513 286	380 778	307 241
• Vente, contrats de taux plafond et plancher	638 168	860	639 028	530 467	448 497
• Achat, swaptions de taux	484 390	836	485 226	279 755	214 790
• Vente, swaptions de taux	556 053	–	556 053	357 445	220 314
• Achat, swaptions de devises	794	–	794	1 630	3 713
• Vente, swaptions de devises	–	–	0	268	1 378
• Achat, options de taux	38 684	775	39 459	48 109	24 050
• Vente, options de taux	63 445	833	64 278	45 557	24 274
• Achat, options de change	519 952	6 485	526 437	191 301	145 552
• Vente, options de change	543 866	6 706	550 572	201 268	163 366
• Achat, autres	149 603	39	149 642	101 464	58 768
• Vente, autres	124 192	–	124 192	99 134	64 200

Les montants ci-dessus ne reflètent que le seul volume d'intervention du Groupe dans chacun des types d'instruments distingués et ne donnent pas d'indications sur les risques de marché qui y sont attachés, certains instruments étant utilisés en couverture d'autres. Les sociétés du Groupe contrôlent leurs risques de contrepartie, de taux et de change sur ces instruments au moyen de procédures internes limitant le montant des engagements par type de contrepartie ainsi que le montant des positions résiduelles de taux et de change.

Pour les opérations fermes et conditionnelles, les engagements représentent l'addition des montants notionnels d'achats et de ventes d'instruments (toutefois, pour les swaps, seule la contrevaletur du montant prêté est prise en compte). La rubrique "Autres" comprend les instruments du type options sur matières premières et métaux précieux et options sur indices boursiers et actions.

Les opérations sur marchés organisés sont présentées après compensation entre achats et ventes de contrats de même nature et de même échéance.

c) Litiges fiscaux

Au sein des sociétés intégrées globalement, la Compagnie Financière de Paribas et la Banque Paribas, et ses succursales de Milan et Madrid notamment, ont fait l'objet de vérifications fiscales ayant abouti à des notifications de redressement. Les discussions, qui ont eu lieu avec les administrations fiscales ou qui sont en cours, ont permis de déterminer les provisions nécessaires. Certains points de ces notifications sont par ailleurs contestés par le Groupe Paribas et font donc l'objet de contentieux.

46 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations de toutes natures, perçues au cours de l'exercice par les membres du Conseil de Surveillance au titre des fonctions qu'ils exercent dans l'ensemble des sociétés du Groupe, s'élèvent à 10,8 millions de francs ; celles du Directoire s'établissent à 42,4 millions de francs, dont 3,1 millions de francs de jetons de présence.

47 OPÉRATIONS INTERVENUES DEPUIS LA CLÔTURE DES COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 1997

Le 19 février 1998, le Directoire a décidé du principe de l'absorption de la Compagnie Financière de Paribas et de la Compagnie Bancaire par la Banque Paribas, fusions qui s'inscrivent dans la suite des offres publiques d'échange lancées par la Compagnie Financière et qui sont l'aboutissement du processus de simplification de la structure du groupe Paribas, et a décidé également, pour permettre l'annulation de l'autocontrôle, l'absorption des structures suivantes : Compagnie de Navigation Mixte, CNM-Finance, Kléber Portefeuille et Klécinq.

Ces fusions auront pour effet sur les fonds propres de réduire les intérêts minoritaires de 554 millions de francs et d'augmenter la part du Groupe du même montant.

La participation de 23,5 % dans Ciments Français a été vendue le 2 mars 1998.

48 BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIÉS AU BALO

Les bilans et comptes de résultats présentés ci-dessous correspondent à l'application stricte des dispositions réglementaires, sans séparation des activités cédées ni intégration des filiales d'assurance contrôlées (Groupe Cardif).

Bilan consolidé publié au BALO

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
ACTIF			
Caisse, Banques centrales, CCP	940	2 046	1 653
Effets publics et valeurs assimilées	61 133	81 117	78 926
Créances sur les établissements de crédit :			
• À vue	87 389	62 494	55 780
• À terme	363 463	384 472	325 509
Créances sur la clientèle :			
• Créances commerciales	4 225	11 329	9 036
• Autres concours à la clientèle	315 081	378 935	349 676
• Comptes ordinaires débiteurs	12 301	32 735	28 215
Opérations de crédit-bail et assimilées	39 723	42 351	41 177
Obligations et autres titres à revenu fixe	237 872	313 510	244 195
Actions et autres titres à revenu variable	29 341	29 734	40 008
Participations, activités de portefeuille et parts dans les entreprises liées	20 158	19 000	16 257
Participations et parts dans les entreprises liées, mises en équivalence :			
• Non financières	17 133	18 209	15 961
• Financières	10 538	11 144	14 814
Immobilisations incorporelles	508	690	666
Immobilisations corporelles	12 698	13 564	10 637
Autres actifs	90 665	65 934	46 279
Comptes de régularisation	67 415	52 580	51 702
Écarts d'acquisition	8 273	2 656	3 355
Total de l'actif	1 378 857	1 522 500	1 333 846

en millions de francs	Note	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
PASSIF				
Banques centrales, CCP		1 429	3 419	3 188
Dettes envers les établissements de crédit :				
• À vue		109 575	135 201	96 605
• À terme		529 662	565 163	503 292
Comptes créditeurs de la clientèle :				
• Comptes d'épargne à régime spécial				
- À vue		617	14 951	10 656
- À terme		1 132	24 037	19 548
• Autres dettes				
- À vue		40 831	68 228	62 341
- À terme		117 882	133 849	130 457
Dettes représentées par un titre :				
• Bons de caisse		468	13 806	13 611
• Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		76 508	109 769	129 032
• Emprunts obligataires		111 452	94 153	88 528
• Autres dettes représentées par un titre		- 1 189	0	0
Autres passifs		257 570	224 762	139 202
Comptes de régularisation		48 101	47 600	55 479
Écart d'acquisition		272	316	494
Provisions pour risques et charges		11 618	12 113	8 315
Dettes subordonnées		10 997	13 986	13 866
Capital souscrit		8 300	6 207	6 011
Primes d'émission, d'apport et de fusion		43 251	27 468	26 544
Situation nette :				
• Part du Groupe				
- Réserves		- 4 476	2 304	11 609
- Résultat		6 573	4 350	- 3 998
• Part des minoritaires				
- Réserves		6 025	19 566	17 617
- Résultat		2 259	1 252	1 449
Total du Passif		1 378 857	1 522 500	1 333 846

Engagements hors-bilan

45

Compte de résultat publié au BALO

en millions de francs	31.12.1997	31.12.1996	31.12.1995
Intérêts et produits assimilés :	71 190	83 968	85 211
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	21 300	21 985	22 562
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	27 391	33 345	36 074
• Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	8 245	13 414	11 838
• Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	14 251	15 204	14 576
• Autres intérêts et produits assimilés	3	20	161
Intérêts et charges assimilées :	- 63 682	- 72 251	- 73 599
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	- 31 437	- 34 413	- 31 972
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	- 7 027	- 9 051	- 11 512
• Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	- 14 178	- 17 300	- 19 590
• Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	- 11 029	- 11 478	- 10 525
• Autres intérêts et charges assimilées	- 11	- 9	0
Revenus des titres à revenu variable	1 041	1 062	888
Commissions (produits)	7 773	7 960	7 014
Commissions (charges)	- 2 553	- 2 032	- 2 083
Gains sur opérations financières :	9 799	8 887	7 564
• Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction	3 356	4 879	8 571
• Solde en bénéfice (perte) des opérations sur titres de placement	695	682	647
• Solde en bénéfice des opérations de change	1 308	154	956
• Solde en bénéfice (perte) des opérations sur instruments financiers	4 440	3 172	- 2 610
Autres produits d'exploitation bancaire :	3 048	3 168	2 891
• Autres produits d'exploitation bancaire	1 844	2 270	2 085
• Autres produits d'exploitation non bancaire	1 204	898	806
Charges générales d'exploitation :	- 19 029	- 21 504	- 19 217
• Frais de personnel	- 11 375	- 13 243	- 11 857
• Autres frais administratifs	- 7 654	- 8 261	- 7 360
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 1 389	- 1 719	- 2 096
Autres charges d'exploitation :	- 739	- 1 078	- 1 043
• Autres charges d'exploitation bancaire	- 739	- 1 070	- 1 043
• Autres charges d'exploitation non bancaire	0	- 8	0
Solde en perte des corrections de valeur des créances et du hors-bilan	- 3 934	- 5 581	- 4 981
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur immobilisations financières	4 410	5 065	985
Résultat ordinaire avant impôt	5 934	5 945	1 534
Résultat exceptionnel avant impôt	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	- 399	- 2 036	- 2 151
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	3 297	1 693	- 1 932
• Non financières	1 639	504	- 1 487
• Financières	1 658	1 189	- 445
Résultat de l'exercice	8 832	5 602	- 2 549
Part du Groupe	6 573	4 350	- 3 998
Part des intérêts minoritaires	2 259	1 252	1 449

49 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE PARIBAS

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996	1995
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Compagnie Financière de Paribas	France	1	100,0	100,0	100,0	100,0
Banque Paribas						
Antin Bail	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Antin Contrepartie	France	1			98,8	98,7
Antin Gérance	France	2	95,0	95,1	98,9	98,7
Asia Equity Holdings Ltd	Bermudes	2	99,9	100,0		
Asia Equity Limited	Hong kong	2	99,9	100,0		
Bank Paribas BBD Indonesia	Indonésie	1	76,0	76,0		
Banque Continentale du Luxembourg	Luxembourg	1				89,1
Banque Paribas	France	1	99,9	99,9	98,8	98,7
Banque Paribas Belgique SA	Belgique	1			71,7	71,5
Banque Paribas Canada	Canada	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Banque Paribas Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	1	84,3	84,4	83,4	83,3
Banque Paribas Curacao NV	Ant. néerlandaises	1			71,7	71,5
Banque Paribas Luxembourg	Luxembourg	1	99,9	100,0	89,3	89,1
Banque Paribas Nederland NV	Pays-Bas	1			90,7	90,5
Banque Paribas Pacifique	Polynésie	1	66,0	85,0	65,3	65,2
Banque Paribas Polynésie	Polynésie	1	48,7	70,0	45,4	45,3
Banque Paribas succursale de Francfort AM Main	Allemagne	1			98,8	98,6
Banque Paribas Suisse	Suisse	1	99,9	99,9	97,8	98,0
Banque Parisienne Internationale	France	1	100,0	100,0	99,3	99,2
Bracehold Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Bureau d'Études & de Transactions Immobilières "BETI"	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Bureau Immobilier de Négociations Commerciales et Financières	France	2	99,9	100,0	98,9	98,7
Capefi SA	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Compagnie Financière Ottomane	Luxembourg	1				47,1
Compagnie Foncière	France	2	61,5	61,6	60,9	60,8
Conseil Investissement	France	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Courcoux-Bouvet SA	France	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Eural Unispar	Belgique	1			70,2	70,0
Financière Gabonaise de développement immobilier "Figadim"	Gabon	1				46,2
Finecofi	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Fipalux SA	Luxembourg	2	99,9	100,0	89,3	89,1
Gamba Azzoni	Italie	1			98,8	98,7
Great Central Railway Land SA	France	2	99,4	99,5	98,6	98,4
Harewood Properties Ltd	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	
Immo-Paribas	Belgique	2			71,7	71,5
Kanghwa Investment Limited	Hong Kong	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Luxpar Re	Luxembourg	2	99,9	100,0	89,3	89,1
Martello Land Ltd	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	
Marylebonne Gate Ltd	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	
Novolease NV	Belgique	1			71,6	71,5

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996	1995
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Parbel Finance NV	Pays-Bas	2			71,7	71,5
Parbelux Finance	Luxembourg	2			71,7	71,5
Parfibank	Luxembourg	1			71,7	
Parfipar	Luxembourg	2			71,7	71,5
Paribas Asia Ltd	Hong Kong	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Asset Management Asia Ltd	Singapour	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Asset Management Inc.	USA	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Asset Management SNC	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Asset Management (Japan)	Japon	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Asset Management (Luxembourg)	Luxembourg	2	99,9	100,0	94,1	93,9
Paribas Asset Management Ltd (Bahamas)	Bahamas	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Asset Management UK Ltd	Royaume-Uni	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Banque Privée Monaco SAM	France	1	99,9	100,0	97,8	98,7
Paribas Capital Investments Ltd	Royaume-Uni	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Capital Markets Ltd	Hong Kong	1	95,5	95,5	83,0	82,9
Paribas Capital Markets Group Limited	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Corporation	USA	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Deutschland BV	Pays-Bas	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas European Leveraged Investment	France	2				100,0
Paribas Finance Inc.	USA	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Finanziaria	Italie	1	99,9	100,0	98,8	95,3
Paribas Futures Incorporated	USA	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Futures Ltd	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,6	98,5
Paribas Gold Mortgages Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Group Australia Limited	Australie	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Home Funding Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Home Loans Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas International	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas International BV	Pays-Bas	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Investissement	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Investment Asia	Hong Kong	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Investment Management GmbH	Allemagne	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Japan Limited	Japon	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Limited	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Lombard Mortgages Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Management Services Limited	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Merchant Banking Asia	Singapour	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Mortgages Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Mortgages Loans Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Mortgages Services Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Net	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas North America	USA	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Participation BV	Pays-Bas	2			98,8	98,7
Paribas Platinum Mortgages Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Principal Inc.	USA	2	99,9	100,0	98,8	98,7

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996 % intérêt	1995 % intérêt
			% intérêt	% contrôle		
Paribas Properties Incorporated	USA	1	99,9	100,0	98,8	88,7
Paribas Sphf Ltd	Royaume-Uni	1				98,7
Paribas Spt Ltd	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas Trust	Luxembourg	2	99,9	100,0	89,3	89,1
Paribas UK Holding Ltd	Royaume-Uni	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Paribas (Suisse) Bahamas Ltd	Bahamas	1	99,9	100,0	97,8	98,0
Paribas (Suisse) Guernesey	Guernesey	1	99,9	100,0	97,8	98,0
Paricomi	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Parifergie	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Parilease	France	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Pasta Investment Ltd	Hong Kong	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Philippine Asia Equity Sec In.	Philippines	2	99,9	100,0		
Polynésie Développement	France	2	71,0	71,0	64,6	64,5
Prominco Holding	Suisse	2			97,8	98,0
Pt Asia Equity Jasereh	Indonésie	2	85,0	85,0		
SAS Cerenicim	France	2	88,4	100,0	87,5	60,8
Smurfit Paribas Bank Ltd	Irlande	1	50,0	50,0	49,4	49,3
Société Anonyme de Gestion d'Investissements et de Participations	Belgique	2	99,9	100,0	98,6	98,5
Société d'Études Immobilières & de Constructions	France	2	99,9	100,0	98,9	98,7
Société Financière Paribas Suisse BV	Pays-Bas	2			98,8	98,7
Société Foncière Mulhouse-Nord	France	2	61,5	100,0	60,9	60,8
Société Gabonaise de Participations	Gabon	2				63,3
Société Néo-Calédonienne de Développement et de Participations	Polynésie	2	71,9	71,9	71,1	71,0
Société 36 avenue de l'Opéra	France	2	70,0	70,0	69,2	69,1
SNC Marché Saint-Honoré	France	2	99,9	100,0	98,8	98,7
Wigmore Loan Finance Limited	Royaume-Uni	1	99,9	100,0	98,8	98,7
Compagnie Bancaire						
Accea Finances	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Antee	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Arval	France	1	64,8	100,0	30,6	33,5
Arval Belgium	Belgique	1	63,1	61,0	36,7	37,2
Arval España	Espagne	1	97,2	99,9		
Arval Italie	Italie	1	53,0	55,0	10,7	23,3
Arval Service	France	1	97,2	100,0	33,0	33,5
Arval Service España	Espagne	1	64,8	99,9		
Arval Service Italie	Italie	1	35,4	55,0		
Banca UCB (ex-Credicasa)	Italie	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Banque Directe	France	1	98,2	100,0	46,4	46,5
Banque Financière Cardif	France	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Cardif Asset Management	France	1	98,2	100,0		
Cardif Bancaire Transaction	France	1	98,2	100,0	39,9	40,0
Cardif Gestion	France	1	97,2	100,0	27,9	27,9
Cardif SA	France	1	98,2	100,0	27,9	27,9

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996	1995
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Carnegie & Cie	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Crédit d'Équipement des Ménages "Cetelem"	France	1	97,8	99,3	30,6	34,0
Cetelem Belgium	Belgique	1	38,3	60,0	18,1	
Cetelem Benelux BV	Pays-Bas	1	64,5	100,0	30,5	33,9
Cetelem Cr	République tchèque	1	32,4	50,0		
Cetelem Expansao	Portugal	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Cetelem Expansion	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Cetelem Immobilier	France	1	65,8	100,0	31,1	34,0
Cetelem Sfac	Portugal	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Clariance	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Cofica	France	1	64,8	99,9	30,7	34,0
Cofica Bail	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Cofiparc SNC	France	1	72,7	100,0	30,6	34,0
Cofiplan	France	1	80,5	100,0		
Cofiplus	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Coger SARL	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
Compagnie Bancaire	France	1	98,2	98,2	46,4	46,5
Compagnie Bancaire Pierre	France	1	97,2	99,0	46,0	46,1
Compagnie Bancaire UK (A)	Royaume-Uni	1	97,2	100,0	35,3	35,8
Compagnie Bancaire UK (B)	Royaume-Uni	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Compagnie Bancaire UK (C)	Royaume-Uni	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Compagnie de Placement & de Prévoyance	France	1			46,4	46,5
Compagnie Financière Kléber	France	1	98,2	100,0	46,4	46,5
Compagnie Générale de Location Industrielle	France	1	97,2	100,0	21,8	30,6
Compagnie Médicale de Financement de Voitures	France	1	64,8	99,9	30,6	34,0
Cortal Bank Luxembourg	Luxembourg	1	57,9	100,0	27,4	27,5
Cortal SA	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Crédial	France	1	64,8	100,0	30,6	
Diamond Finance	Royaume-Uni	1	57,9	60,0		
Effico SARL	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Ejenorte	Espagne	1	98,2	100,0		
Elan Europe	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
Eurocredito	Espagne	1	52,0	80,0	24,1	27,0
Fac Location SNC	France	1	97,2	100,0	33,0	
Fidem	France	1	57,9	90,0	29,3	32,1
Fimestic	Espagne	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Fimestic Expansion	Espagne	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Fimestic Gestion AIE	Espagne	1	63,8	100,0	30,2	
Fimestic Servicios Informaticos AIE	Espagne	1	44,2	69,0	20,4	
Finer	Italie	1	57,9	60,0		
Firem	France	1	98,2	100,0	28,8	28,8
Foncière de Cetelem	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Foncière de la Compagnie Bancaire	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
Gerfonds	France	1	97,2	100,0	45,5	45,6
GAM - CB	France	1	78,6	98,9	33,9	35,8

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996 % intérêt	1995 % intérêt
			% intérêt	% contrôle		
GEP - CB	France	1	84,4	96,5	36,7	37,7
Inchcape Finance	France	1	32,4	51,0	15,3	17,2
Institut de Télémarketing	France	1	97,2	99,9	46,0	46,1
Klé 31	France	1	50,1	99,9		
Klébail SA	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Kléber Finance Conseil	France	1	97,2	100,0	27,9	27,9
Kléber Portefeuille	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Klécar	France	1	98,2	100,0	46,4	46,5
Klécinq	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Kléline SA	France	1	59,9	92,0	27,4	
Klépierre	France	1	50,1	51,0	22,8	22,8
Klérim & Cie	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Klétrois	France	1	98,2	100,0	46,4	46,5
Loca SNC	France	1	97,2	100,0	33,0	33,5
Locabail International Finance	Bermudes	1			34,4	34,9
Locabail UK	Royaume-Uni	1	97,2	100,0	33,0	33,5
Massilia Bail	France	1	97,2	100,0	33,0	33,5
Matradelme	France	1				33,5
Neuilly Contentieux	France	1	60,9	94,6	29,1	32,1
Neuilly Gestion	France	1	63,8	100,0	31,1	34,0
Norbail Location SNC	France	1	97,2	100,0	33,0	33,5
Norbail SA	France	1	97,2	100,0	33,0	33,5
Pinnacle Holding	Royaume-Uni	1	86,4	88,7	24,6	24,7
Prêts & Services	France	1	97,2	100,0		
SA Combs la Ville	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
SA Cordim	France	1			46,4	
SA de Flers	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
SA Finance et Gestion	France	1	67,8	70,0	23,2	23,3
SA Leval 3	France	1	64,8	100,0	30,2	
SA Tours Nationale	France	1	50,1	100,0	23,2	24,7
SA Vacquerie	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
SA 5 Kléber	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
SA 11 rue Louis-Philippe	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
SA 18 La Pérouse	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
SA 22 La Pérouse	France	1				46,1
SA 25 Kléber	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
SA 37 La Pérouse	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
SA 43 Grenelle	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
SAS Amboise Boulogne	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Baudin Levallois	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Baudot Massy	France	1	98,2	100,0		
SAS Bègles Arcins	France	1	37,3	75,0	17,2	
SAS Centre Villepinte	France	1	50,1	100,0	23,2	24,7
SAS Centre Jaude-Clermont	France	1	50,1	100,0	23,2	24,7
SAS Charenton Bercy	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996	1995
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
SAS Charley Coubertin	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
SAS Colombier Carrières	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
SAS Concorde Puteaux	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Daumesnil Reuilly	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
SAS Doumer Caen	France	1	50,1	100,0	23,2	24,7
SAS Étoile Résidence	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Kléber Levallois	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Klécentres	France	1	50,1	87,5	23,2	24,7
SAS Kléfinances	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Klégestion	France	1	98,2	100,0		
SAS Langevin Herblay	France	1	50,1	100,0	23,2	23,3
SAS Leblanc Paris 15	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Melun Saint-Pères	France	1	50,1	100,0	23,2	24,7
SAS Oise Cergy	France	1	73,6	100,0	23,2	23,3
SAS Paul Doumer Rueil	France	1	50,1	100,0	23,2	
SAS Saint André Pey Berland	France	1	50,1	100,0	23,2	23,3
SAS Sinkle	France	1	97,2	100,0	42,7	
SAS Sommer Antony	France	1	50,1	100,0		
SAS Strasbourg la Vigie	France	1	50,1	100,0	23,2	24,7
SAS Suffren Paris 15	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Taitbout Paris 9	France	1	98,2	100,0	42,7	42,8
SAS Vanne Montrouge	France	1	52,0	100,0	24,1	24,2
SAS Varennes Ormes	France	1	50,1	100,0	24,1	24,2
SAS 5 rue de Turin	France	1	50,1	100,0	22,8	22,8
SAS 21 Kléber	France	1	98,2	100,0		
SAS 21 La Pérouse	France	1	98,2	100,0	46,4	46,1
SAS 43 rue Kléber	France	1	50,1	100,0	22,8	
SAS 52 rue d'Iéna	France	1	52,0	100,0	24,1	
SAS 70 rue Cortambert	France	1	50,1	100,0	22,8	
Savelme Socappa et Cie	France	1	97,2	100,0	33,0	33,5
SC Centre Bourse	France	1	49,1	85,0	16,3	13,5
SCI Le Chêne Pierre	France	1	97,2	100,0	42,7	42,8
SCI 50 rue de Bourgogne	France	1	97,2	99,9	42,7	42,8
Secmarne	France	1	33,6	61,7	24,6	25,1
Services & Finances	France	1	49,1	51,0	16,7	17,2
Sifro	France	1	98,2	100,0		
SNC Cortal Gestion	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
SNC Cortal Pierre Gestion	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
SI 89 Neuilly	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Socappa	France	1	97,2	99,9	33,0	33,5
Sofracem	France	1	64,8	100,0	30,6	
Solorec	France	1	50,1	100,0	16,3	17,7
Soservi	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
Société de Gestion	France	1	82,5	97,7	36,7	38,1
Société du 23 avenue Marignan	France	1	50,1	100,0	18,6	18,6

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996 % intérêt	1995 % intérêt
			% intérêt	% contrôle		
Société du 25 avenue Marignan	France	1				18,6
Société du 38 rue Marbeuf	France	1				18,6
Société du 46 rue Notre-Dame-des-Victoires	France	1	50,1	100,0	22,8	22,8
Société du 192 avenue Charles-de-Gaulle	France	1	50,1	100,0	22,8	22,8
Société Foncière Sinvim	France	1	97,2	99,9	46,0	
Union Crédit pour le Bâtiment "UCB"	France	1	97,2	99,9	46,0	46,1
United European Credit	France	1	64,8	100,0	30,6	34,0
UCB Bail	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
UCB Group Plc	Royaume-Uni	1	97,2	100,0	46,0	46,1
UCB Locabail Immobilier	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
UCB Socabail Immobiliare	Italie	1	97,2	100,0	46,0	46,1
UCI Grupo	Espagne	1	48,1	50,0	22,8	22,8
UFB Factoring Italia	Italie	1	97,2	100,0	35,8	36,3
UFB Finfactor	Espagne	1	97,2	100,0	35,8	36,3
UFB Gestion Espana	Espagne	1				36,3
UFB Kredit Bank	Allemagne	1	97,2	100,0	33,9	34,4
UFB Leasing Italia	Italie	1	97,2	100,0	35,8	36,3
UFB Locabail	France	1	97,2	99,1	33,0	33,5
UFBb Locabail Deutschland	Allemagne	1	97,2	100,0	33,9	34,4
UFB-Group	Royaume-Uni	1	97,2	100,0	35,3	35,8
UFB Systema Leasing	Allemagne	1	97,2	100,0	33,9	34,4
Unifactors Belgium	Belgique	1	97,2	100,0	35,8	36,3
Crédit Du Nord						
Antarius	France	1			73,2	
Banque Courtois	France	1			98,7	98,7
Banque Kolb	France	1			50,9	51,0
Banque Laydernier	France	1			100,0	
Banque Lenoir & Bernard	France	1			99,9	99,9
Banque Nuger	France	1			59,6	
Banque Rhône-Alpes	France	1			100,0	99,7
Banque Tarneaud	France	1			77,5	78,1
Chauchat Expansion	France	2			98,1	98,0
Crédit du Nord	France	1			100,0	100,0
Fimmogest	France	2			98,7	98,7
Midi Courtage Assurance	France	2			99,8	98,3
Norbail Immobilier	France	1			100,0	99,4
Norbail Sofergie	France	1			100,0	100,0
Norfinance	France	1			100,0	100,0
Norimmo	France	2			99,8	99,8
Remusat	France	2			98,6	98,6
Sedel	France	2			98,0	98,0
Société de Bourse Gilbert Dupont	France	1			100,0	100,0
Société de Participations Techniques et Financières	France	2			98,1	98,0
SCI Couronna	France	2			98,7	98,7
Turgot Gestion	France	1			77,5	78,1

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996	1995
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Cobepa						
Agemar SAH	Luxembourg	2			32,1	32,2
Belgian Broadcasting Company	Belgique	2				64,5
Belvuco (ex-Invest. Beleg. Maatschap. Lacourt "Ibel")	Belgique	2	42,5	75,0	52,1	49,0
Belvuco	Belgique	2			32,8	
Cippar	Belgique	2	46,0	79,5	48,8	47,7
Cobecan	Canada	2				64,5
Cobema	Belgique	2	58,2	100,0		
Cobepa Finance	Luxembourg	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Cobepa Technology	Belgique	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Compagnie Belge de Participations Paribas "Cobepa"	Belgique	2	58,2	60,2	64,3	64,5
Compagnie de Développement International	Luxembourg	2			64,3	64,5
Compagnie de Gestion et de Développement Informatique	Belgique	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Compagnie de Participations Internationales BV	Pays-Bas	2	58,2	100,0	52,7	50,3
Compagnie de Participations Internationales NA NV	Ant. néerlandaises	2				50,3
Compagnie de Participations Internationales SA	Luxembourg	2	55,9	96,4	52,7	50,3
Compagnie Financière & Mobilière "Cofim"	Belgique	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Compagnie Forestière "Cosylva"	Belgique	2	46,0	79,5	48,8	47,7
Copabel SA	Belgique	2	55,9	96,4	52,7	50,3
Coparin	Luxembourg	2	55,9	96,4	52,7	50,3
Espace rue Wiertz SA	Belgique	2				63,8
Financial Control International	Pays-Bas	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Financière Cristal SA	Luxembourg	2	46,0	79,5	48,8	47,7
Groupe Financier Liegeois	Belgique	2	46,0	79,5	48,8	47,7
Group T SA	Belgique	2	46,0	79,5	48,8	47,7
Holnor	Pays-Bas	2	55,9	96,4	64,3	64,5
Immobilière rue de Namur SA	Belgique	2				63,8
International Financing Partners SA	Luxembourg	2	46,0	79,5	48,8	47,7
IIM	Pays-Bas	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Leader In Finance	Belgique	2				64,5
Libecan	Canada	2				63,8
Libeco	Canada	2				64,5
Libelux	Luxembourg	2	57,6	100,0	63,6	63,8
Libenel	Pays-Bas	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Paribas Deelnemingen NV	Pays-Bas	2	54,1	100,0	61,1	60,6
Paribas Participation Limitée	Canada	2	55,9	96,4	52,7	50,3
Ramlux	Luxembourg	2	42,6	75,0	52,2	49,0
Regema	Belgique	2	42,5	75,0	52,1	47,7
Regio Invest. Ontwik. Maats.	Belgique	2	42,5	75,0	52,1	47,7
SA Mosane	Belgique	2	46,0	79,5	48,8	47,7
Société d'Investissements Internationaux (NLLE)	Belgique	2			64,3	64,5
Société Financière de Développement et de Participations "Fidepa"	Belgique	2	29,1	50,0	32,1	32,2
Société Financière de Réalisation "Sofiréal"	Belgique	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Socorem SA	Belgique	2				64,5

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés intégrées globalement Noms	Pays	Activité	1997		1996 % intérêt	1995 % intérêt
			% intérêt	% contrôle		
Texaf	Belgique	2	47,7	82,1	52,7	52,9
Tradexco SA	Belgique	2	58,2	100,0	64,3	64,5
Vobis Finance	Belgique	2	29,1	50,0	32,1	32,2
Compagnie de Navigation Mixte						
Compagnie de Navigation Mixte	France	2	99,2	99,2	97,5	
Compagnie de Navigation Mixte Finance SNC	France	2	99,2	100,0	97,5	
SFEI	France	2	97,5	100,0	97,5	
Sobac	France	2			97,5	
Société Anonyme LB	France	2	57,7	97,0	64,6	
Via Banque	France	1	59,5	60,0	58,8	
Via Bourse	France	1			31,3	
Via Crédit Banque (Groupe)	France	1	59,5	100,0	77,8	
Autres sociétés intégrées globalement						
Compagnie Auxiliaire d'Entreprises & de Chemin de Fer	France	2	100,0	100,0	99,8	99,7
Compagnie Financière Ottomane "Nouvelle"	France	1	95,2	95,3	97,1	
Compagnie Franco Marocaine	France	2	99,7	99,7	99,7	99,5
Financière Sema	France	2			45,9	45,9
Omnium de Gestion et de Développement Immobilier	France	2	100,0	100,0	99,7	
Opatra	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Ottofrance International	France	2	100,0	100,0		
Parfici	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Pargelux Holding SA	Luxembourg	2			100,0	100,0
Paribas Capital Développement	France	2			100,0	100,0
Paribas Dérivés Garanties Snc	France	1	100,0	100,0	100,0	100,0
Paribas Électronique	France	2				99,8
Paribas Environnement & Services	France	2				100,0
Paribas Europe	France	2			100,0	100,0
Paribas Investissement Développement	France	2	100,0	100,0	100,0	99,9
Paribas Participations	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Paribas Santé	France	2	100,0	100,0	100,0	99,9
Paribas Santé International BV	Pays-Bas	2	100,0	100,0	100,0	99,9
Safadeco - SA	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Safadeco - Sp	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Segefico - SA	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Société Européenne d'Étude et de Gestion Industrielle et Financière "Sedicecom"	France	2	75,8	60,8	75,8	75,8
Société Financière de Gaz & Énergie SA	Luxembourg	2			100,0	100,0
Société Générale Commerciale & Financière "SGCF"	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Sogimo	France	2	100,0	100,0	99,8	99,7
Union Bancaire du Nord	France	1			100,0	100,0
Valeurs et Rendements SA	Luxembourg	2			100,0	100,0

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

50 SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Sociétés mises en équivalence Noms	Pays	Activité	1997		1996	1995
			% intérêt	% de mise en équivalence	% intérêt	% intérêt
Banque Paribas						
Axa Re Finance	France	1	21,0	21,0	20,8	
Banque Gabonaise et Française Internationale	Gabon	1	43,4	43,4	42,9	40,1
Banque Gabonaise et Française Internationale bail	Gabon	1	33,8	33,8	33,4	
Banque Gabonaise et Française Internationale Participations	Gabon	1	43,4	43,4		
Compagnie de Navigation Mixte (Groupe)	France	2				30,4
Finaxa (Groupe)	France	2	23,3	23,3	23,4	25,2
Osmanli Bankasi AS	Turquie	1				47,1
Régie Immobilière de la Ville de Paris "RIVP"	France	3	30,8	30,8	30,4	30,4
Compagnie Bancaire						
ACFI Études Actuarielles	France	1	53,1	55,0	14,9	27,9
AGF Financement 1	France	1				13,5
AGF Financement 2	France	1	25,5	40,0	12,1	13,5
Antarius	France	1	49,1	50,0		
Attijari Cetelem	Maroc	1	32,4	50,0		
Banca del Salento	Italie	1	2,9	3,3	0,9	
Cardif Compania de Seguros de Vida	Argentine	1	98,2	100,0		
Cardif Leven (ex-Cardif Vie Belgique)	Belgique	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Cardif Polska	Pologne	1	98,2	100,0	27,9	
Cardif Provita	République tchèque	1	98,2	100,0	27,9	
Cardif RD	France	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Cardif Retraite	France	1	97,2	99,8		
Cardif Services BV	Pays-Bas	1	98,2	100,0	27,9	
Cardif Vie	France	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Cardif Assicurazioni (ex-Cardif Vie Italie)	Italie	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Cardivida	Espagne	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Case Credit Europe	France	1	48,1	50,0		
Case Credit UK Ltd	Royaume-Uni	1	49,1	100,0		
Cavinam	France	1	98,2	100,0	27,9	
Centro Vita Assicurazioni	Italie	1	48,1	49,0	13,5	
CLF Banque	France	1	19,6	20,0		
Cofidis	France	1	8,8	15,0	4,2	4,7
Cofidis Belgium	Belgique	1	8,8	15,0		
Cofidis UK	Royaume-Uni	1	8,8	15,0		
Cofinoga	France	1	28,5	44,0	14,9	16,3
Compania de Seguros de Vida	Chili	1	98,2	100,0		
Compania de Seguros Generales	Chili	1	98,2	100,0		
Cortal Belgique	Belgique	1	38,3	100,0	18,1	18,1
Cortal Direct	Afrique du Sud	1	48,1	50,0		
Covefi	France	1	21,6	34,0	10,2	11,2

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

% d'intérêt : pourcentage de détention directe et indirecte par la Compagnie Financière de Paribas.

% de contrôle : cumul des pourcentages détenus directement ou indirectement par des sociétés contrôlées à plus de 50 %.

% de mise en équivalence : pourcentage utilisé pour déterminer la "part dans l'actif et le résultat net des sociétés mises en équivalence" qui apparaît à l'actif du bilan et dans le compte de résultat.

Sociétés mises en équivalence Noms	Pays	Activité	1997		1996 % intérêt	1995 % intérêt
			% intérêt	% de mise en équivalence		
CPA Vie	France	1	34,4	35,0		
Crédit Moderne - Antilles	France	1	31,4	49,0	14,9	
Crédit Moderne - Guyanne	France	1	25,5	40,0	12,1	
Crédit Moderne - Océan Indien	France	1	25,5	40,0	12,1	
Cybele Re	Luxembourg	3	98,2	100,0	27,9	27,9
Deutsche Leasing France	France	1	38,3	40,0	13,0	13,5
Ejesur	Espagne	1	49,1	50,0		
Eolia	Italie	1	98,2	100,0	27,9	
European Re	Guernesey	1	86,4	100,0	24,6	24,7
Facet	France	1	24,5	38,9	11,6	13,0
Fédébaïl	France	1				11,2
Fimagroup	Belgique	1	25,5	40,0	12,1	13,5
Finadis	Espagne	1	8,8	15,0	4,2	4,7
Finalion	France	1	31,4	49,0	14,9	
Finama	France	1	31,4	49,0	14,9	16,3
Financial Telemarketing Services Limited	Royaume-Uni	1	86,4	100,0	24,6	24,7
Finarep RD	France	1	39,3	40,0	11,1	11,2
Finaref Vie	France	1	39,3	40,0	11,1	11,2
Findomestic	Italie	1	28,5	42,7	13,5	14,9
Fipryca	Espagne	1	21,6	34,0	10,2	11,2
Fortis Crédit	Belgique	1	16,7	45,0		
Assurances Banque Populaire (ex-Fructivie)	France	1	14,7	15,0	5,1	7,4
Gestion Croissance	France	1	82,5	97,5	45,2	24,7
Hélios Société Vie	France	1	98,2	100,0	27,9	27,9
Investlife Luxembourg SA	Luxembourg	1	78,6	100,0	22,3	22,3
Kléber Promotion	France	1	97,2	100,0	46,0	46,1
Magyar Cetelem	Hongrie	1	32,5	50,0		
Novacredit	France	1	22,6	35,0	10,7	12,6
Pinnacle Insurance	Royaume-Uni	1	86,4	100,0	24,6	24,7
Pinnacle Insurance Management Services	Royaume-Uni	1	86,4	100,0	24,6	24,7
Pinnacle Insurance property Services	Royaume-Uni	1	84,4	100,0	24,6	
Pinnafrica Holding Ltd	Afrique du Sud	1	84,4	100,0		
Presbourg Étoile & Cie	France	1	98,2	100,0	46,0	46,1
SA Cordim	France	1	98,2	100,0		46,1
Saint-Éloi	France	1	47,1	49,0	16,3	
Ségece	France	3	64,8	89,4	30,6	31,6
Ségece Promotion	France	3			30,6	31,6
Sinvim et Compagnie	France	3	97,2	100,0	46,0	46,1
Sofevente SNC (ex-Sinvim Ile-de-France SNC)	France	3	98,2	100,0	46,0	46,1
Sinvim SA	France	3	98,2	100,0	46,0	46,1

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

% d'intérêt : pourcentage de détention directe et indirecte par la Compagnie Financière de Paribas.

% de contrôle : cumul des pourcentages détenus directement ou indirectement par des sociétés contrôlées à plus de 50 %.

% de mise en équivalence : pourcentage utilisé pour déterminer la "part dans l'actif et le résultat net des sociétés mises en équivalence" qui apparaît à l'actif du bilan et dans le compte de résultat.

Sociétés mises en équivalence Noms	Pays	Activité	1997		1996 % intérêt	1995 % intérêt
			% intérêt	% de mise en équivalence		
Société de Paiement Pass	France	1	25,5	40,0	12,1	13,5
Société Foncière Sinvim	France	3				46,1
SIS	France	3	98,2	100,0	46,4	46,1
UFB Ace Leasing	Belgique	1	47,1	49,0	17,2	
Union Européenne d'Assurances	France	1			13,9	14,0
Vecofin	Italie	1	8,8	15,0		
Crédit du Nord						
Banque Clément	France	1			32,8	
Banque de Marchés et d'Arbitrage	France	1			38,6	38,6
Banque Nuger	France	1				41,5
Banque Pouyanne	France	1			35,0	35,0
CLF Banque	France	1			29,3	
Verveine	France	1			34,0	
Cobepa						
Ancorabel	Belgique	3	8,7	21,3		
Assurance Groupe Josi	Belgique	3				30,3
Berginvest	Belgique	3	20,4	44,2	19,3	14,2
Cable and Wire Assemblies "CWA"	Belgique	3	14,0	33,3	10,3	9,0
Codefi	Belgique	3	47,7	82,1	52,7	
Fountainbrand International NV	Antilles néerlandaises	3			12,2	11,6
Fountain Nederland Holding	Pays-Bas	3			12,2	11,6
Gevaert SA (Groupe)	Belgique	2			19,9	19,3
Granada Canada Holding	Canada	3				17,4
Groupe Josi	Belgique	3	12,2	21,5	13,5	13,5
Holding Josi 1909	Belgique	3	19,8	34,0		
La Floridienne	Belgique	3	12,8	28,1	13,5	12,9
Sait Radio Holland	Belgique	3	37,3	64,5	41,1	41,3
Sococlabeccq	Belgique	3				9,0
Sopex	Luxembourg	3	21,0	49,9	25,7	24,5
Spaas	Belgique	3	18,6	44,0		
Uco Engineering	Belgique	3	42,5	74,0	32,8	30,6
Uco Textile	Belgique	3	23,9	57,8	32,8	30,6
Vlaamse Uitgevers Maatschappij "VUM"	Belgique	3	10,5	25,2	12,9	11,6
Compagnie de Navigation Mixte						
Générale de Transport et d'Industrie	France	3	69,8	70,6	66,0	
Hurel Dubois	France	3	53,6	55,7	52,1	
Fichet Bauche	France	3	89,2	95,9	85,8	
Saupiquet	France	3	34,4	37,1	33,8	
Société de Fabrication d'Instruments de Mesure	France	3	30,0	33,2	29,6	
Pochet Société Anonyme	France	3	33,8	34,2	33,3	
Via North America	USA	3	99,2	100,0	97,5	

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

% d'intérêt : pourcentage de détention directe et indirecte par la Compagnie Financière de Paribas.

% de contrôle : cumul des pourcentages détenus directement ou indirectement par des sociétés contrôlées à plus de 50 %.

% de mise en équivalence : pourcentage utilisé pour déterminer la "part dans l'actif et le résultat net des sociétés mises en équivalence" qui apparaît à l'actif du bilan et dans le compte de résultat.

Sociétés mises en équivalence Noms	Pays	Activité	1997		1996 % intérêt	1995 % intérêt
			% intérêt	% de mise en équivalence		
Poliet						
Industrielle de Tuiles (Groupe)	France	3	34,2	34,5	51,0	56,1
Menuiseries Lapeyre (Groupe)	France	3	25,5	25,8	38,1	42,0
Point P SA (Groupe)	France	3	34,5	34,5	51,5	56,7
Poliet	France	3	34,5	34,5	51,5	56,7
Stradal SA (Groupe)	France	3	34,5	34,5	51,5	56,7
Tuilerie Briqueterie Française (Groupe)	France	3	34,5	34,5	51,0	56,1
Tuileries Briqueteries du Lauragais (Groupe)	France	3				56,1
Vachette (Groupe)	France	3			51,0	56,1
Weber & Broutin (Groupe)	France	3	34,2	34,5	51,0	56,1
Autres sociétés mises en équivalence						
Audiofina	Luxembourg	3				23,4
Axime (Groupe)	France	3	26,0	26,0	26,0	52,5
Banque de Marchés et d'Arbitrage	France	1	38,6	38,6		
Banque Pétrofigaz	France	1	44,8	44,8	44,8	44,7
Caisse Nationale à Portefeuille (Groupe)	Belgique	2	14,3	16,2	14,6	12,2
Carbonne Lorraine	France	3	23,8	23,8	20,2	21,3
Cetap	France	3	33,3	33,3	33,3	33,3
Ciments Français (Groupe)	France	3	23,5	23,5	27,0	27,5
Compagnie de Fives-Lille (Groupe)	France	3	29,3	29,3	29,3	29,3
Compagnie Générale de Développement Immobilier Cogédim (Groupe)	France	3	100,0	100,0	99,7	99,7
Coparex International (Groupe)	France	3	95,3	95,3	95,3	95,3
Eiffage (Groupe)	France	3	33,5	33,5	33,5	24,9
Erbe (Groupe)	Belgique	2	42,1	45,5	41,5	41,0
Financière Fougerolle	France	2	49,8	49,8	49,8	49,6
La Rochette (Groupe)	France	3	26,9	26,9	27,6	27,4
Mestrezat et Domaines	France	3	86,5	86,5	86,5	74,2
Nouvelle Holding Guyomarc'h (Groupe)	France	3	97,9	100,0	98,2	100,0
Nord-Est (Groupe)	France	2	38,2	43,0	38,2	38,2
Pargesa Holding (Groupe)	Suisse	2	11,6	18,6	10,9	11,2
Sema Group	Royaume-Uni	3	18,4	18,5	19,0	19,1
SCOA (Groupe)	France	3				88,6
UGC - Droits Audiovisuels	France	3				21,0

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

% d'intérêt : pourcentage de détention directe et indirecte par la Compagnie Financière de Paribas.

% de contrôle : cumul des pourcentages détenus directement ou indirectement par des sociétés contrôlées à plus de 50 %.

% de mise en équivalence : pourcentage utilisé pour déterminer la "part dans l'actif et le résultat net des sociétés mises en équivalence" qui apparaît à l'actif du bilan et dans le compte de résultat.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1997

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Compagnie Financière de Paribas, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1997, tels qu'ils sont présentés aux pages 68 à 119.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2-A de l'annexe, relative à un changement de présentation des états financiers pour isoler l'incidence des activités cédées,
- la note 1 de l'annexe, qui expose le changement de méthode de consolidation des sociétés d'assurance, qui sont désormais intégrées globalement.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly, le 19 mars 1998

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young Audit

Antoine Bracchi

Deloitte Touche Tohmatsu-Audit

Jacques Manardo

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL

ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL ET DU CAPITAL POTENTIEL DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS

	1997(*)	1996	1995	1994	1993	1992
Actions ordinaires "A"	166 006 290	124 147 878	120 198 109	115 906 308	93 040 490	88 496 730
CIP/Actions privilégiées "B" (1)	-	-	-	-	-	339 971
Nombre total de titres	166 006 290	124 147 878	120 198 109	115 906 308	93 040 490	88 836 701
Capital social (en francs)	8 300 314 500	6 207 393 900	6 009 905 450	5 795 315 400	4 652 024 500	4 441 835 050
Nombre maximal d'actions futures à créer (2)	3 027 446	4 841 386	5 027 519	5 045 556	3 482 631	4 008 014
Nombre total de titres potentiels	169 033 736	128 989 264	125 225 628	120 951 864	96 523 121	92 844 715
Capital potentiel (en francs)	8 451 686 800	6 449 463 200	6 261 281 400	6 047 593 196	4 826 156 050	4 642 235 750

(1) CIP reconstitués en actions privilégiées "B", en application des dispositions de l'article 22 de la loi n° 88-17 du 5 janvier 1988 lors de l'Assemblée Générale du 30 mai 1990. À l'Assemblée Générale du 28 mai 1993, les actions privilégiées "B" ont été converties en actions ordinaires "A" à raison d'une pour une, jouissance courante.

(2) Par exercice d'options de souscription.

(*) au 31 décembre 1997.

RÉPARTITION DU CAPITAL SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

	23 janvier 98 (*)		31 décembre 96		31 décembre 95	
	en % du capital	en % des droits de vote	en % du capital	en % des droits de vote	en % du capital	en % des droits de vote
Actionnaires détenant plus de 5 % des droits de vote	12,5	20,8	26,8	39,0	33,6	45,4
Groupe AXA	7,8	12,4	11,8	14,6	-	-
AXA	-	-	-	-	7,9	9,8
Groupe AGF	4,7	8,4	6,0	10,8	6,8	9,8
CIPAF	détient moins de 5 % des droits de vote		4,9	7,0	4,9	6,2
Groupe Parfinance-Frère	détient moins de 5 % des droits de vote		4,1	6,6	5,4	7,3
Groupe Compagnie de Navigation Mixte	Autocontrôle		-	-	8,6	12,3
Autres actionnaires significatifs identifiés	28,8	32,8	17,9	20,2	17,9	18,5
Public	50,1	46,4	43,5	40,8	45,7	36,1
Autocontrôle	8,6	-	11,8	-	2,7	-

(*) Date de publication au BALO du nombre total de droits de votes après OPE.

Pourcentages de capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes de direction et de surveillance : non significatif (inférieur à 0,1 % du capital).

Pourcentages de capital et de droits de vote détenus par le personnel par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif spécialisés : non significatif (inférieur à 0,25 % du capital).

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT (AU 1^{ER} AVRIL 1998) ET RÉMUNÉRATIONS

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des plans d'options attribuées, avant fusion, par la Compagnie Financière de Paribas, la Compagnie Bancaire, la Compagnie de Navigation Mixte et la Banque Paribas.

Société d'origine	Date	Nombre d'options (1)	Dont nombre d'options attribuées au Directoire (1)**	Nature (2)	Prix (1) (FRF)	Rabais (3) (en %)	Bénéficiaires (dont Directoire*)	Nombre d'options levées au 01/04/98	Nombre de bénéficiaires ayant levé partiellement ou totalement leurs options (dont Directoire*)	Solde des options non exercées (1) (dont Directoire*)
CFP	1990	970 388	101 417	S	386,01	10	402 (3)	685 219 (73 611)	261 (2)	285 169 (39 075)
CB (4)		268 842	-	S	279,40	-	109 -	258 378 -	101	10 464
CFP	1991	669 415	73 246	S	291,06	10	220 (3)	477 467 (84 246)	144 (5)	191 948 (13 792)
CB		211 353	5 500	S	360,49	-	81 (1)	197 141 (5 500)	66 (1)	14 212 -
CFP	1992	822 094	89 023	S	267,11	10	220 (3)	411 065 (27 523)	126 (2)	411 029 (81 785)
CB		261 082	11 290	S	278,11	-	69 (1)	240 703 -	57 -	20 379 (11 290)
CFP	1993	28 175	28 175	S	314,11	10	1 (1)	-	-	28 175 (28 175)
CB		286 240	13 548	S	433,18	-	109 (1)	40 100 -	-	246 140 (13 548)
CFP	1994	16 920	-	S	404,65	5	1 -	-	-	16 920 -
CFP		1 273 500	150 000	S	341,00	5	97 (4)	22 645 -	2 -	1 350 855 (150 000)
CFP		125 000	-	S	350,00	5	7 -	125 000 -	7 -	0 -
CB		268 113	11 290	S	415,40	-	105 (1)	43 302 -	2 -	224 811 (11 290)
CNM (5)		32 000	-	S	986,53	-	11 -	4 618 -	-	27 382 -
CNM		68 400	-	S	790,08	-	49 -	48 057 -	-	20 343 -
BP (6)		599 841	32 000	S	406,00	-	73 (4)	- -	-	599 841 -
BP		286 626	-	S	406,00	-	186 (0)	- -	-	286 626 -
CFP	1995	117 000	25 000	S	271,00	-	29 (1)	-	-	117 000 (25 000)
CFP		161 000	-	A	272,00	-	12 -	14 000 0	1 0	147 000 (28 000)
CFP		42 000	-	A	272,00	-	5 -	- -	-	42 000 -
CFP		1 050 700	129 000	A	274,00	-	341 (4)	18 700 0	9 0	1 032 000 (129 000)
CB		136 733	-	S	449,15	-	104 -	6 491 -	1 -	130 242 -
CB	1996	148 195	15 396	S	505,66	-	100 (1)	6 173 -	1 -	142 022 (15 396)
CFP	1997	1 678 500	240 000	A	350,00	-	526 (4)	29 400 0	22 0	1 649 100 (240 000)
CFP		101 000	-	A	374,00	-	13 -	- -	-	101 000 -
CFP		25 000	-	A	394,00	-	4 -	- -	-	25 000 -
CFP		5 000	-	A	445	-	1 -	- -	-	5 000 -
CFP		2 065 000	410 000	A	475	-	319 (7)	- -	-	2 065 000 (410 000)
CB		110 850	-	A	718,00	-	149 -	- -	-	110 850 -

(1) Le cas échéant, ajusté à la suite de la distribution d'actions gratuites et de l'augmentation de capital intervenues en 1994.

(2) S : option de souscription, A : option d'achat. (3) Par rapport à la moyenne boursière ou au prix de revient, de référence.

(4) Compagnie Bancaire. (5) Compagnie de Navigation Mixte. (6) Banque Paribas.

(*) Directoire au moment de la fusion.

(**) Membres du Directoire au moment de la fusion, qui faisaient déjà partie du Directoire au moment de l'attribution.

AUTRES SOCIÉTÉS DU GROUPE

Caractéristiques des plans d'options attribuées au cours de l'année écoulée au 31 décembre 1997

	Nombre d'options attribuées	Dont Directoire de la CFP (1)	Bénéficiaires	Prix (FRF)	Rabais (en %)	Durée	Différé d'exercice
Cetelem	60 250	-	117	623,00	-	8 ans	5 ans

(1) Options attribuées en considération des fonctions effectives exercées directement dans les filiales.

Situation cumulée des plans d'options en cours au 31 décembre 1997

	Nombre d'options (1) attribuées depuis 1990	Bénéficiaires	Dont Directoire de la CFP (2)	Solde des options non exercées	Dont Directoire de la CFP (2)	Prix (3)	Incidence des options en cours sur le capital (en %)
UFB-Locabail	315 550	254	-	158 600	-	374,89	2,71
Cetelem	773 981	509	-	314 182	-	917,13	0,73
Safadeco	163 998	40	-	163 998	-	200,66	11,90

(1) Ajusté.

(2) Options attribuées en considération des fonctions effectives exercées directement dans les filiales.

(3) Prix moyen des options pondéré des options non levées.

Aucun membre du Directoire de la Compagnie Financière de Paribas ne détient d'option dans les filiales industrielles du Groupe.

RÉMUNÉRATIONS

Les rémunérations de toutes natures perçues en 1997 au cours de l'exercice par les membres du Conseil de Surveillance au titre des fonctions qu'ils exercent dans l'ensemble des sociétés du Groupe s'élèvent à 10,8 millions de francs ; celles du Directoire s'établissent à 42,4 millions de francs, dont 3,1 millions de francs de jetons de présence.

PRÊTS ET GARANTIES ACCORDÉS À DES MEMBRES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Néant.

PLANS D'INTÉRESSEMENT ET DE PARTICIPATIONS

Néant.

RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Véronique Guillot-Pepel, Directeur de la Communication de la Banque Paribas - Tél. : 01 42 98 65 50.

**PERSONNES QUI ASSUMENT
LA RESPONSABILITÉ DU DOCUMENT
DE RÉFÉRENCE**

À notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe Paribas : elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Président du Directoire
André Lévy-Lang

**Attestation des Commissaires aux Comptes
de la Compagnie Financière de Paribas
(document de référence)**

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables relatives à la Compagnie Financière de Paribas données dans le présent document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Les comptes annuels et les comptes consolidés des exercices clos le 31 décembre 1995, le 31 décembre 1996 et le 31 décembre 1997 ont fait l'objet d'un audit par nos soins. Ils ont été certifiés sans réserve.

La sincérité des informations financières et comptables présentées appelle de notre part les observations suivantes.

Notre rapport sur les comptes consolidés au 31 décembre 1997 attire l'attention sur :

- la note 2-A de l'annexe relative à un changement de présentation des états financiers pour isoler l'incidence des activités cédées,

- la note 1 de l'annexe relative au changement de méthode de consolidation des sociétés d'assurance, qui sont désormais intégrées globalement.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées.

Paris et Neuilly, le 14 avril 1998

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young Audit

Deloitte Touche
Tohmatsu-Audit

Antoine Bracchi

Jacques Manardo

SOMMAIRE COB

Sections	Rubriques	Pages
1.1	Noms et fonctions des responsables du document	124
1.2	Attestation des responsables	124
1.3	Nom et adresse des contrôleurs légaux	16
3.1	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	121 à 123
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	121 à 123
3.3	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	9 à 11
3.4	Marché des titres de l'émetteur	9 à 11
3.5	Dividendes	7 et document "Assemblée Générale"
4.1	Présentation de la Société et du Groupe	1 à 51
4.3	Faits exceptionnels et litiges	65
4.4	Effectifs	8
4.5	Politique d'investissement	53 à 65
5.1	Comptes de l'émetteur	68 à 120
6.2	Intérêts des dirigeants dans le capital	121 à 123
7.1	Évolution récente	65
7.2	Perspectives d'avenir	65



Le présent document de référence a été enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 14 avril 1998 sous le numéro R. 98-121, il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission.

Les éléments relatifs à l'Assemblée Générale du 12 mai 1998 (Exposé sommaire de l'activité en 1997, Rapport du Directoire de la Compagnie Financière de Paribas sur les comptes sociaux, Observations du Conseil de Surveillance, Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux, Comptes sociaux, Rapport des Commissaires à la Fusion, Ordre du jour, Résolutions, Mandats des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire, Renseignements pratiques) figurent dans un document tiré à part intitulé "Assemblée Générale du 12 mai 1998".

Ce document est disponible sur simple demande auprès de Paribas Actionnaire (Numéro Vert : 0 800 05 17 88). Le présent rapport annuel et ce document constituent ensemble le document de référence visé par la COB.